

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

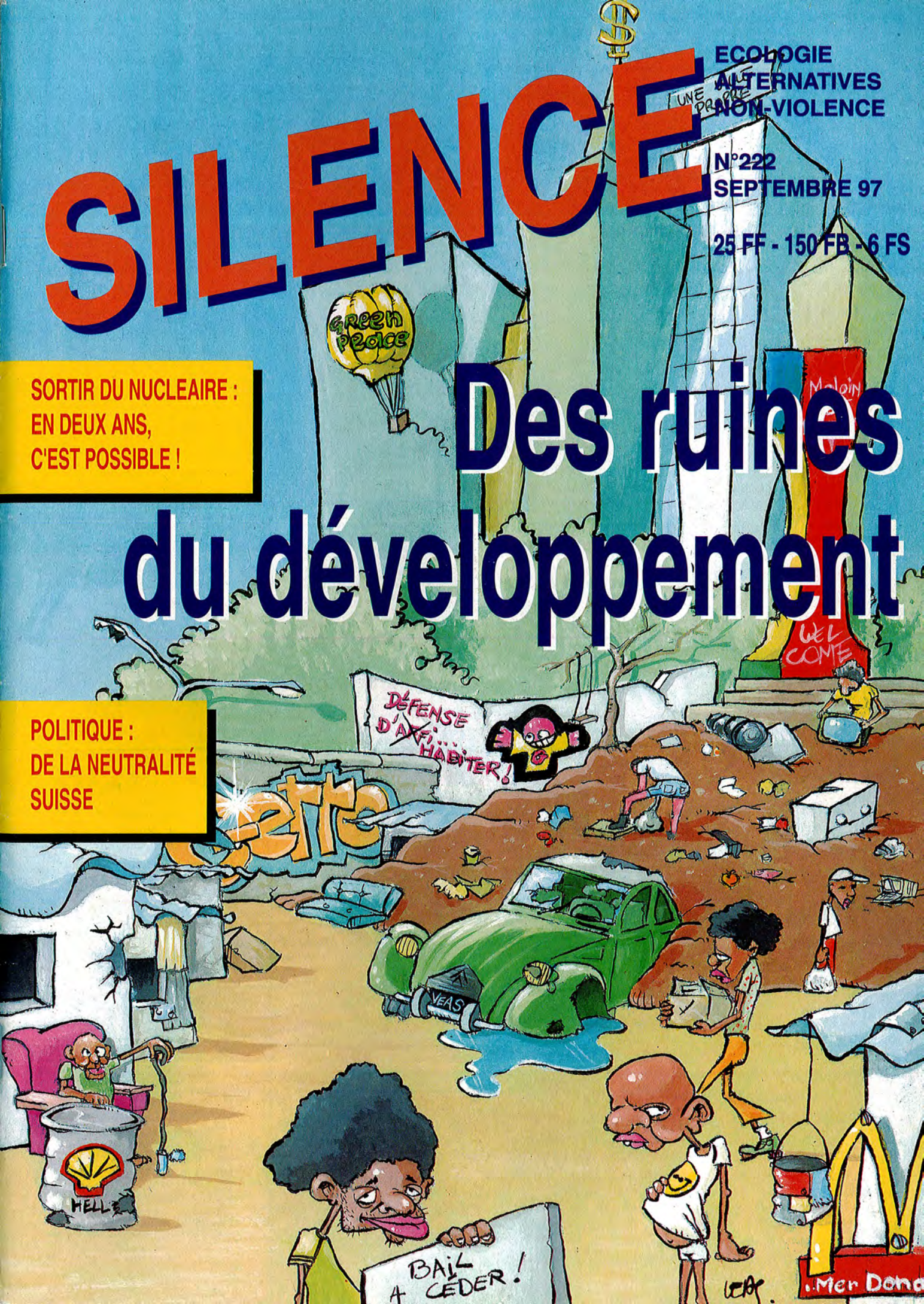
N°222
SEPTEMBRE 97

25 FF - 150 FB - 6 FS

**SORTIR DU NUCLEAIRE :
EN DEUX ANS,
C'EST POSSIBLE !**

Des ruines du développement

**POLITIQUE :
DE LA NEUTRALITÉ
SUISSE**



Sommaire

Nord-Sud :

Le développement, une course dans le monde conçu comme arène économique
de *Wolfgang Sachs* page 4

Société page 8

• Assurances, caisses de retraite : à qui profitent-elles ?

Nord-Sud page 9

Paix page 10

• Inspection de bases militaires
• Commande scandaleuse

Femmes page 11

• Publicités sexistes

A notre santé les femmes : s'aider soi-même

de *Françoise Desailly* ... page 12

Santé page 15

• Plantes folles

Annonces page 16

Energie page 17

• Larzac : bilan de Cunéole

Energies : rapprochement syndicats - écologistes

de *Joaquim Nieto* page 18

Nucléaire page 20

• Le Carnet : 3 F de déficit
• Golfech : terrain militaire
• La Hague : bataille générale

Vite, sortir du nucléaire : en deux ans, c'est possible

de *Michel Bernard* page 22

Environnement page 24

• Climat : d'échecs en échecs
• Pour des rues libérées

Alternatives page 26

• Victoire contre Mac Donald's
• Jardinage et citoyenneté

Politique page 29

• Aubry et Strauss-Kahn, patrons de gauche

Politique : de la neutralité suisse

de *René Hamm* page 30

Livres page 32

Courrier page 36

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 8 août 1997.

INTERNET

Nous avons reçu de nombreuses demandes de France, de Belgique et de Suisse de personnes qui se proposent de nous faire de la pub sur Internet (malgré les objections que nous avons déjà soulevées sur ce média).

Nous avons travaillé il y a quelques années avec un copain de WISE-Paris qui mettait le contenu de Silence sur Greennet (serveur internet géré par Greenpeace), nous avons envoyé des disquettes des textes pendant six mois : nous n'avons jamais eu le moindre écho. D'autres essais, plus anciens, en liaison avec des copains ayant des serveurs Minitel sont restés tout aussi vains. Nous rappelons donc que le but de Silence n'est pas de vendre de l'information mais de la faire circuler au maximum, si des personnes souhaitent reproduire des textes de Silence où que ce soit (sur Internet ou ailleurs), c'est autorisé.

Par contre, ne nous demandez pas du travail supplémentaire.

TRADUCTIONS

Une douzaine de personnes se sont déjà proposées pour nous traduire des textes suite à l'annonce passée dans le dernier numéro. Nous avons bien noté les noms. Qu'elles ne s'inquiètent pas si elles ne valent rien venir, nous n'avons pas tant de traductions à faire et donc nous en enverrons aux uns et aux autres que de temps en temps.

BENEVOLES A SILENCE ?

Avec la traduction, certains peuvent nous aider à distance. Nous disposons également de groupes de lecteurs qui se sont proposés pour tenir des tables de presse dans les fêtes de leur région. Une dizaine d'entre vous se sont aussi proposés pour animer un hors-série régional... Nous leur écrirons quand nous aurons fait le bilan exact du numéro spécial Alsace.

Nous sommes toujours preneurs de bénévoles à Lyon et si cela vous tente, le meilleur moyen de faire connaissance reste les expéditions dont les dates sont indiquées deux mois à l'avant en bas à droite de la page 2.

TOMBOLA

Nous avons reçu 5304 billets avant la date fatidique du tirage de la tombola (voir page 37). Si l'on y ajoute les billets reçus en retard et les adresses jointes avec les carnets, nous avons collecté environ 6000 adresses dont un peu plus de 5000 nouvelles pour nous.

Bon nombre de ces carnets nous ont été retournés au dernier moment alors que nous étions déjà dans l'expédition du numéro d'été. Il est donc tout à fait normal que certaines personnes n'aient jusqu'à maintenant pas reçu de numéro spécimen. En principe tous devraient

être distribués avec ce numéro.

Au total, ce sont finalement 581 personnes qui nous ont retourné des adresses (certains moins qu'un carnet, d'autres un carnet ou plus). Les carnets ayant été envoyés à 2000 personnes, cela fait donc un taux de participation de 29 %, ce qui est déjà très bien.

51 personnes ont retourné 2 carnets, 9 ont retourné 3 carnets, 2 ont retourné 4 carnets, 1 a retourné 5 carnets ; enfin, loin devant tout le monde, la lectrice du Gard déjà signalée précédemment a réussi l'exploit de diffuser 13 carnets.

Il est encore trop tôt pour savoir combien d'abonnements cela a provoqué. De janvier à juin inclus — ce qui correspond en fait à seulement la moitié des adresses collectées — il nous est revenu 145 abonnements. Comme pendant ce temps, les anciens abonnés sont restés fidèles, le gain net est sensiblement le même. Vu les adresses qui restent à exploiter, cela signifie que nous devrions bénéficier de l'arrivée d'environ 300 abonnés supplémentaires grâce à cette opération, soit une hausse de 15 % que beaucoup d'autres revues nous envieront !

Nous espérons au départ un plus grand nombre d'adresses que cela, mais dans les faits, il est heureux que nous n'en ayons pas collectées plus car cela a entraîné un énorme travail administratif et nous étions à la limite de la rupture. Pour l'avenir, avant de renouveler une telle opération, il nous faudra sérieusement étudier comment répartir un peu mieux le travail que cela implique. Et pour vous, et pour nous.

ERRATA

- Dans l'article paru dans le numéro d'été sur la NEF, nous parlions du groupe Raoul Fallereau. Celui-ci nous indique qu'il travaille en faveur des lépreux et non des aveugles comme indiqué par erreur. Contact : *Groupe Raoul Fallereau, BP 79, 75722 Paris cédex 13, tél : 01 53 88 98 98.*
- Dans l'article "pour une autre naissance", une adresse est erronée : "Histoire de Bien naître" est domiciliée 41 rue de Soultz, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 39 99 83.
- Dans l'article "peuples autochtones et pièges du développement", page 42, colonne du milieu, en haut, il faut lire "ce qui est le cas précisément des peuples indigènes" et non "ce qui n'est pas le cas précisément des peuples indigènes". Les lecteurs qui désirent joindre l'auteur peuvent lui écrire : *Thierry Sallantin, BP106 Matoury, 97351 Guyane française.*
- Le plus surprenant est l'erreur de dessin fait l'imprimeur page 59 du numéro d'été : il a réussi à nous mettre un dessin qui n'est pas à la même page, pas dans le même format et pas sur le même sujet ! Le bon dessin est ci-dessous.



SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Babart-Ecologie
Route de Rénjout, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Lovici - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 3ème trimestre 1997
Tirage : 4000 ex

Editeur : Association Silence
Président : Dominique Zanda
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin Mpouma

Réalisation de la revue
Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Jaru
Publité et abonnements : Michel Jaru
Relations commerciales : Eve Malaloise
René Hamm
Rédaction : Sylviane Poulencard
Francis Vergier
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Perrot
André Picot

Conseillers scientifiques : Alho
Cyril
Lasserpe
Mullio

Dessinateurs : Deborah Gaudin
Loïc Gaudin

Iconographie : Madeleine Nutchey
Xavier Sérédine
Myriam Travostino

Correcteurs : Chantal Gismollard
Raymond Vignal

Expédition : Christiane Chopon
Claude Crolet
Elise Dumont
Christian Hubuis
Maloin

Correspondants : Vincent Martin
Olivier Montmagnon
Bernard Pérez
Christiane Rony
Suzanne Vignal
Georges David
Alain-Claude Gallié
José Oria
Mirella Oria
Petrine
Jean-Luc Thierry
Françoise Desailly
Joaquim Nieto
Hervé Ott
Hervé Prot
Wolfgang Sachs

Et pour ce numéro :

Couverture de
Xavier VEAS

Venez nous voir !

N°223 - Octobre
Comité de clôture des articles
samedi 30 août à 14 h
(clôture brèves : vendredi 5 septembre à 12 h)
Expédition
vendredi 19 septembre à 18 h

N°224 - Novembre
Comité de clôture des articles
samedi 27 sept. à 14 h
(clôture brèves : vendredi 3 octobre à 12 h)
Expédition
vendredi 17 octobre à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin
d'abonnement
page 39

Le mois de **LASSERPE**



EDITORIAL

Simplement

Bengt Danielson raconte (1) que dans les années 50, les Polynésiens vivaient de la pêche et de la cueillette et étaient fiers de passer leur temps entre la sieste et le bavardage. Quarante ans de développement et d'essais nucléaires plus tard, les mêmes Polynésiens noient leur honte dans l'alcool : aujourd'hui chômeurs, ils n'ont rien d'autres à faire que la sieste et le bavardage.

Entre les deux, le "développement" mot miraculeux est passé par là pour leur enseigner nos valeurs : "travail, famille, marché" (2). Via la coopération entre Etats, via la dictature économique des multinationales, mais, aussi, via la charité des organisations de solidarité internationales, nous avons sans doute fait plus de mal que de bien dans tous ces pays aujourd'hui sous la coupe de la culture occidentale.

Nous commençons dans ce numéro la re-publication de huit articles de Wolfgang Sachs sur le thème du développement (3). D'une très grande clarté, ils devraient nous aider à en finir avec notre regard dominateur.

Reste à savoir ce qu'il faut faire ? *Agir Ici* comme le propose l'association du même nom ! Gandhi disait "Il faut vivre simplement pour que d'autres simplement vivent". Nul n'est besoin pour cela d'attendre un miracle de nos élus. Nul n'est besoin pour cela d'avoir des capitaux ou fait des études... Commençons par nous observer et combattons le superflu. L'objectif, c'est *moins mais mieux*. A nous de jouer (4).

Michel BERNARD

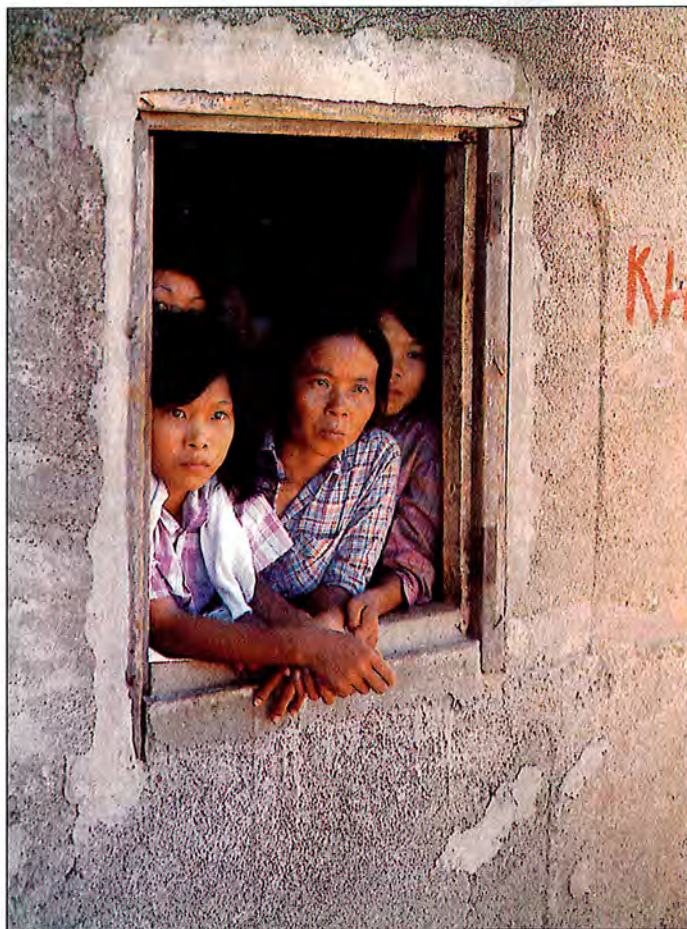
(1) "L'île du Kon Tiki", Ed. Albin Michel, 1953. Le couple Danielson est célèbre en Polynésie pour sa lutte contre les essais nucléaires.

(2) Ceux qui croyaient que c'étaient "Liberté, égalité, fraternité" ont dû rêver.

(3) Ecrits en Allemagne dans *Epd-Entwicklungspolitik* en 1989, ils sont republiés en 1990 en français dans *Interculture* puis repris en anglais dans *The New Internationalist* en 1992 puis traduit en français par *Ecosociété*, maison d'édition québécoise qui en fait un livre en 1996 : "Des ruines du développement" que nous diffusons.

(4) Le numéro de novembre de *Silence* présentera un dossier sur "comment consommer moins".

LE DEVELOPPEMENT : UNE COURSE DANS LE MONDE CONÇU COMME ARENE ECONOMIQUE



Nous commençons dans ce numéro la publication du livre "Des ruines du développement" publié aux Editions Ecosociété et diffusé en France par nous. Ce livre mérite une large publicité tant les analyses des auteurs sont limpides.

De même que les ruines cachent leurs secrets sous des monceaux de terre et de débris, de même les structures mentales s'élèvent souvent sur des fondations recouvertes par des années, des siècles d'ensablement. Les archéologues, pelle en main, travaillent à excaver, couche par couche, les assises du monument en ruine et, du même coup, à en découvrir l'origine. D'où vient ce monument ? Que signifient ces ruines ? Quel lien établir entre ces deux événements ? C'est ainsi qu'ils s'interrogeront et, étonnés et affligés tout à la fois, retraceront l'histoire de ces splendeurs disparues. L'idée de *développement* n'est plus aujourd'hui qu'une ruine dans le paysage intellectuel. Elle encombre notre pensée, mais elle constitue une partie immense d'une ère terminée. Il est grand temps de fouiller ce concept, d'en dégager les fondations, de les libérer des nombreuses constructions superposées pour le révéler comme le monument d'une ère révolue, mais digne d'intérêt.

Une puissance mondiale à la recherche de sa mission

Le 20 janvier 1949, le vent et la neige faisaient rage sur *Pennsylvania Avenue* — qui va de la Maison Blanche au Capitole — quand, dans son discours inaugural devant

le Congrès, le président Truman qualifia la majeure partie du monde de *régions sous-développées*. Ainsi naquit brusquement ce concept charnière — depuis lors jamais remis en question — qui englobait l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère Sud dans une seule et unique catégorie : *sous-développée*. Du même coup et pour la première fois, sur les scènes politiques importantes surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement. Aux yeux du Président, le chemin était tout tracé : « Une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix. » Après tout, n'était-ce pas les États-Unis qui s'étaient le plus approchés de cette utopie ? Dans cette perspective, les nations se classent comme les coureurs : celles qui traînent à l'arrière et celles qui mènent la course. Et « les États-Unis se distinguent parmi les nations par le développement des techniques industrielles et scientifiques ». Travestissant ses propres intérêts en générosité, Truman n'hésita pas à annoncer un programme d'aide technique qui allait supprimer « la souffrance de ces populations » grâce à « l'activité industrielle » et à la « hausse du niveau de vie ». Quarante ans plus tard, avec le recul, le discours de Truman est perçu comme le coup d'envoi de cette course du Sud pour rattraper le Nord, mais depuis, non seulement la distance s'est-elle encore agrandie et certains coureurs chancellent-ils sur la piste, mais tous commencent à soupçonner qu'ils courent peut-être tout à fait dans la mauvaise direction.

Concevoir le monde comme une arène économique avait été complètement étranger au colonialisme ; Truman inaugura une ère nouvelle. Au besoin, les puissances coloniales s'étaient engagées dans une course économique — les territoires d'outre-mer pouvant fournir des matières premières et servir de comptoirs de vente —, mais ce n'est qu'après la guerre qu'elles durent se lancer dans l'arène économique mondiale. Pour l'Angle-

terre et la France, la domination des colonies était avant tout un devoir culturel né de leur vocation de missionnaires de la civilisation. Lord Lugan avait formulé ainsi la doctrine du *double mandat* : « le profit économique, oui, mais avec le devoir de mener les "races de couleur" à un degré de civilisation plus élevé ». Les colonisateurs se sont présentés en maîtres pour régner sur les indigènes et non en planificateurs pour mettre en marche la spirale de l'offre et de la demande. L'empire colonial mondial était perçu comme un espace politico-moral où les relations d'autorité donnaient le ton, et non comme un espace économique articulé autour des relations commerciales.

Le développement en tant qu'impératif

Dans la vision de Truman, les deux parties du double mandat se fondent dans l'impératif du développement économique. Ainsi, chaque bouleversement signalé dans la conception de la vérité sert à promouvoir la notion de développement au statut de règle universelle. Pour la rhétorique coloniale, telle qu'on la retrouve dans le *Colonial Development Act* de 1929, par exemple, le mot développement est employé dans son sens absolu : le concept ne réfère qu'au premier volet du double mandat, c'est à dire à l'exploitation économique des ressources telles que la terre, les minéraux et les produits de la forêt, alors que la seconde mission est qualifiée de *progrès* ou de *bien-être*. Seules les ressources peuvent être développées, pas les hommes ni les sociétés. C'est d'abord dans le cercle du *State Department*, pendant la guerre, que l'innovation conceptuelle mûrit, laissant se dissoudre le progrès de la civilisation dans la *mobilisation économique* et intronisant le développement devenu concept directeur. Ainsi, l'image du monde a trouvé son expression concise : le degré de civilisation d'un pays se mesure au niveau de sa production. Plus aucune raison de restreindre la sphère du développement aux seules ressources : dé-

sormais, les hommes et les sociétés entières peuvent — doivent même — être perçus comme des objets de développement.

Parler de développement pour désigner l'utilisation économique de la terre et de ses richesses est l'héritage du productivisme arrogant du XIXe siècle. Pour employer une métaphore d'ordre biologique, disons qu'une simple activité économique devient un fait de nature, un facteur d'évolution, comme si nous assistions à la mise en œuvre d'un plan caché progressant vers sa forme finale. Comme l'exprime cette métaphore, la véritable finalité des biens de la nature est leur utilisation économique : chaque exploitation économique démontre qu'un pas de plus vers cet objectif a été accompli dans le déploiement d'un potentiel inné.

L'hégémonie occidentale incluse

Tout cet arrière-plan métaphorique imprègne l'impératif du développement de Truman et permet au schéma universel *développé/sous-développé* de devenir un *credo* téléologique de l'Histoire : les sociétés du tiers monde n'ont pas des modes de vie différents et uniques, mais sont plus ou moins avancées sur un parcours continu dont la direction est imposée par la nation hégémonique. Cette réinterprétation de l'histoire mondiale n'est pas seulement flatteuse politiquement ; elle est épistémologiquement inévitable. Aucune philosophie du développement n'a pu échapper à une sorte de téléologie rétroactive car, en somme, le sous-développement n'est reconnaissable que rétrospectivement, une fois atteint l'état de maturité. Le développement sans la domination est comme une course sans direction ; c'est pourquoi l'hégémonie occidentale était logiquement incluse dans la proclamation du développement. Ce n'est pas une coïncidence historique si le préambule de la Charte des Nations Unies (« Nous, peuples des Nations Unies ») fait écho à celui de la Constitution des États-Unis (« Nous, peuples des États-Unis »)... Parler de déve-

loppement ne signifie rien d'autre que projeter sur le reste du monde le modèle américain de société.

En effet, Truman avait un besoin impérieux d'une telle reconceptualisation du monde, car, après l'effondrement de l'Europe et de ses colonies, les États-Unis se voyaient contraints, à titre de nouvelle puissance hégémonique, de formuler et d'adopter un nouvel ordre mondial. Le concept de développement présentait le monde comme une collection d'entités homogènes liées les unes aux autres non par la domination politique de l'époque coloniale, mais par l'interdépendance économique. C'est pourquoi l'hégémonie américaine ne visait pas la possession des territoires, mais leur ouverture à la pénétration économique. De leur côté, les jeunes nations laissaient leur autonomie s'échapper en se plaçant automatiquement dans l'ombre des États-Unis et en se proclamant objets de développement économique. Le développement fut le véhicule conceptuel qui a permis aux États-Unis d'agir comme le héraut de l'autodétermination nationale tout en installant un nouveau type d'hégémonie mondiale : un impérialisme anticolonial.

Des régimes en quête d'une raison d'État

De Nerhu à Nkrumah, de Nasser à Sukarno, les chefs des nations nouvellement formées ont assumé l'image que le Nord se faisait du Sud et en ont fait leur propre image ; le sous-développement est ainsi devenu le fondement cognitif de la construction de l'État dans le tiers monde. Certes, plus d'un des fondateurs d'État avait acquis la conviction de la supériorité du productivisme occidental à l'occasion du combat anticolonial mené par la Russie et la Troisième Internationale ; mais, dans les résultats, cela faisait peu de différence. En 1949, Nerhu (au demeurant, en conflit avec Gandhi) expliquait :

"Ce n'est pas une question de théorie. Qu'il s'agisse du communisme, du socialisme ou du capitalisme, ce sera la méthode la plus efficace pour effectuer les change-

ments nécessaires et donner satisfaction aux masses qui s'imposera d'elle-même [...] Notre problème aujourd'hui est de relever le niveau de vie des masses [...]"

Le développement économique comme principal objectif de l'État — la mobilisation du pays pour accroître la production, par delà les escarmouches idéologiques —, voilà qui cadrait merveilleusement avec la vision occidentale du monde conçu comme une arène économique.

Comme dans chaque compétition, les entraîneurs ne se sont pas fait attendre. En juillet 1949, la Banque mondiale envoya la première de ses innombrables missions de conseil. À leur retour de Colombie, les 14 experts présentèrent des conclusions pilotes :

"Des efforts à court terme et sporadiques peuvent difficilement améliorer la situation dans son ensemble. Le cercle vicieux ne pourra être définitivement brisé que par la mise en œuvre de toute l'économie englobant les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'habitation et de l'alimentation."

Une production élevée à un niveau constant n'exigeait rien de moins que le rechapage d'une société tout entière. Y eut-il jamais objectif d'État plus ambitieux ? Depuis lors, surgirent des agences et des administrations traitant de tous les aspects possibles de la vie, comptant, ordonnant, intervenant et sacrifiant à la légère, tout cela avec la mission d'élaborer sur le sous-développement un nombre de théories exaltantes qui apparaissent maintenant comme le produit d'une hallucination collective. La tradition, la hiérarchie ou la conception du monde, l'activité socioculturelle d'une société particulière, tout cela se dissolvait dans le néant des modèles-types mécanistes du planificateur. Ce dernier se retrouvait ainsi en posture d'appliquer universellement les mêmes plans de réforme institutionnelle dont le contour était le plus souvent tiré de la réalité américaine. Plus besoin de laisser les choses « mûrir pendant des siècles » comme au cours de la période coloniale ; après la Seconde Guerre mondiale, le développe-

ment de toute la société était devenu la tâche des ingénieurs qui s'en acquitteraient en quelques décennies, sinon en quelques années.

Bouleversement et érosion

À la fin des années 1960, de profondes lézardes apparurent dans le monument du développement. Il devint trop évident que les promesses avaient été échafaudées sur le sable. L'élite internationale, qui avait déjà empilé de nombreux plans les uns sur les autres, fronça les sourcils ; du bureau international du Travail à la Banque mondiale, les experts commencèrent à pressentir qu'on était loin d'avoir fait des progrès. La pauvreté augmentait dans l'ombre de la richesse ; le chômage se révélait résistant à la croissance et les besoins alimentaires n'étaient pas comblés par les aciéries. Il devenait donc clair que l'identification du progrès économique au progrès social relevait de la fiction pure. En 1973, Robert McNamara, alors président de la Banque mondiale, résuma ainsi l'état de la situation :

"Malgré une décennie de croissance sans précédent du produit national brut [...] les parties les plus pauvres de la population n'en ont retiré relativement qu'un petit bénéfice [...]"

Ce sont surtout les 40 % les plus favorisés de la population qui en ont profité."

S'étant à grand peine porté garant de la stratégie défailante de Truman, McNamara définit aussitôt un nouveau groupe cible — les petits cultivateurs — auquel appliquer la même stratégie — le développement rural. Cette opération conceptuelle est sans limites : l'idée de développement n'est pas abandonnée, son champ d'application est élargi. De la même manière, le chômage, l'inégalité, l'élimination de la pauvreté, les besoins primordiaux, les femmes et, enfin, l'environnement vont rapidement devenir autant de *problèmes* à résoudre au moyen de *stratégies* spécifiques. Le champ d'acceptation du développement explosa pour couvrir un éventail de pratiques tout à

fait contradictoires. L'industrie du développement devint automotrice : pendant que, d'un côté, on ne cessait de créer des situations de crise, de l'autre, on s'employait à inventer une multitude de nouvelles stratégies pour y faire face. En même temps, les motifs qui sous-tendaient le développement se déplaçaient lentement, un chœur allant crescendo revendiquant le développement pour dire qu'il signifie non pas l'encouragement à la croissance, mais la protection contre la croissance. Le chaos sémantique devint alors complet et le concept s'usa au point de devenir méconnaissable.

Un concept creux

Avec le temps, l'expression développement s'est vidée de son sens et pourrait se comparer à une méduse ou à une amibe. Elle ne contient plus rien parce que ses contours sont flous ; elle est tenace parce qu'elle peut s'implanter n'importe où. Celui qui l'énonce ne désigne rien du tout ; cependant, il s'attribue les meilleures intentions du monde.

Mais si ce terme n'a aucun contenu, il a une fonction. Il sanctionne toute intervention au nom de la poursuite d'un but supérieur. Le mot développement ne signifie plus rien. Mais prudence. Comme des passagers clandestins, les hypothèses fondamentales de Truman l'imprègnent toujours. Elles sont toujours une pierre dans son jardin. Ce mot place une société sur un chemin de l'Histoire universellement reconnu, il suppose que les coureurs en tête indiquent le chemin aux retardataires et il promet que chaque pas en avant sera le résultat d'un marchandage systématique. Aussi celui qui, depuis longtemps, ne pense plus à la croissance économique évoque-t-il toujours dans son discours du développement l'idée d'universalité, de progrès et de faisabilité, démontrant par là qu'il ne peut pas se soustraire à l'autorité de Truman.

Cet héritage pèse comme un fardeau qui permet uniquement de marquer le pas. Il empêche les hommes, que ce soit dans le Mi-



choacán ou le Gujrat, d'exercer un droit qui leur est propre : celui, non pas d'être classés selon le schème *avancé/retardé*, mais de se laisser surprendre par leur différence et leur propre ingéniosité. Le développement nous pousse à voir les autres mondes sous l'éclairage stigmatisant du déficit et nous empêche d'apercevoir la richesse des autres choix possibles. D'ailleurs, le contraire du développement n'est en aucun cas la stagnation. Du *swaraj* de Gandhi aux *ejidos* de Zapata (1), les exemples de changement abondent dans chaque société. En définitive, les lignes de démarcation comme *retardé/avancé* ou *traditionnel/moderne* sont devenues risibles en regard des impasses du Nord — à partir des sols contaminés jusqu'à l'effet de serre. Voilà pourquoi la conception de Truman

s'effondrera devant l'Histoire, non pas parce que la course n'a pas été conduite loyalement, mais parce que sa direction mène droit au précipice.

L'idée de développement a déjà été un monument qui soulevait l'enthousiasme international. Aujourd'hui, l'édifice s'effrite et menace de s'écrouler. Ses ruines immenses surplombent encore et bloquent la sortie. Il devient donc urgent d'enlever les décombres et d'ouvrir un nouvel espace. Mais il peut être bénéfique d'apporter des soins d'archéologue au vieux bâtiment, car la meilleure façon de se détourner du passé est de le regarder comme un objet de musée : avec des yeux étonnés et pensifs.

Wolfgang SACHS

(1) Le révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata plaïdait en faveur d'un retour à la vieille tradition amérindienne de propriété collective de la terre pour remplacer la propriété individuelle. Cette idée de l'*ejido* fut, dans une certaine mesure, mise en pratique lors de la réforme agraire mexicaine des années 1930.



SOCIÉTÉ

IMAGINAIRE COLONIAL ET FIGURES DE L'IMMIGRÉ

Dans son numéro de mai-juin 1997, la revue "Hommes et Migrations" publie un impressionnant dossier sur l'imaginaire colonial depuis un siècle et montre que si aujourd'hui nous avons tant de mal à accepter les immigrés, c'est en grande partie parce

que nous nous transmettons de génération en génération des images erronées de nos anciennes colonies ; mais c'est également parce que l'humanitaire diffuse des images tout aussi faussées : "Il n'y a rien d'étonnant à ce que surnage une image misérabiliste de l'Afrique, car dans les villages heureux, les "urgenciers" n'ont pas leur place et les journalistes n'ont pas le temps d'aller voir ce

qui se passe". La revue dénonce également le rôle de nos interventions militaires, forme moderne du colonialisme et de l'information qui en découle : "les journalistes évoluent dans le sillage des militaires et disposent ainsi de multiples atouts ; tout d'abord des briefings, où on leur sert une vérité préconstruite, mais surtout des facilités de travail appréciables (...) Les militaires ne prennent guère de risque, les journalistes qu'ils amènent sur le terrain sont moins des spécialistes de l'Afrique (pour autant qu'il y en ait encore) que des spécialistes militaires qui ont construit au sein des forces armées leurs réseaux d'informateurs et qui sont peu soucieux de se couper de sources ultérieures en mettant en cause certains aspects des opérations en cours". Abondamment illus-

tré, un dossier qui montre le lien entre la lutte contre le racisme, la "lutte" pour de meilleurs rapports Nord-Sud et la lutte contre l'armée. Le numéro : 70 F à commander à Hommes et Migrations, 40 rue de la Duée, 75020 Paris, tél : 01 47 97 26 05.

HAUSSE DU RMI ?

Le RMI a-t-il été augmenté ? C'est ce que se demande un RMIste de Paris qui ayant oublié de faire sa déclaration de revenus a reçu une lettre des impôts lui annonçant qu'il serait imposé selon un revenu moyen "en retenant les ressources nécessaires à la couverture des dépenses de train de vie". Ce qui donne, selon ces joyeux fonctionnaires : "27 375 F pour la nourriture, 42 000 F pour le loyer (2

ASSURANCES, CAISSES DE RETRAITES : A QUI PROFITENT-ELLES ?

D'ans le numéro d'avril, nous lançons un appel pour que vous interpelliez votre caisse de retraite : comment est placé l'argent des cotisations retraites par les caisses ? Existe-t-il des caisses de retraites qui ont une charte d'éthique et qui refusent de jouer en bourse sur les prêts aux dictateurs, aux marchands d'armes ? Les sommes en jeu sont colossales ; il se dit qu'entre les assurances et les caisses de retraite, cela représenterait la moitié des sommes qui spéculent en bourse. Nous vous demandons donc d'écrire à votre caisse de retraite pour lui poser quelques questions sur son éthique... ceci afin de pouvoir enclencher une campagne sur le sujet si nous collectons suffisamment de données.

Pour le moment, deux caisses ont répondu (la nôtre et celle d'un lecteur)... en dégageant en touche. L'une répond que cet argent servira à nous payer nos retraites. On s'en serait douté ! Mais que fait l'argent entre temps ? L'autre nous dit : "nous connaissons bien le principe des "fonds éthiques" qui s'interdisent d'investir dans des pays qui ne respectent pas les droits de l'homme ou dans des sociétés dont les activités sont contraires à des objectifs de paix et de développement

écologique équilibré. Il appartiendrait à la commission financière, constituée de représentants des partenaires sociaux de préciser, le moment venu, l'orientation qu'elle entend donner au placement du Fonds d'Épargne Retraite". Là, la caisse ne répond que sur la question des Fonds privés de retraite que la droite était en train de mettre en place avant les élections mais ne répond pas à la principale source de revenus : l'argent des cotisations obligatoires. Nous avons pris contact avec la NEF, la banque alternative. Celle-ci manque de fonds actuellement pour prêter à des projets socialement et écologiquement utiles : ne pourrait-elle pas être couplée avec une caisse de retraite qui alimenterait ainsi les prêts ? Nous sommes bien quelques milliers de personnes à cotiser bêtement dans une caisse classique qui préférerions pouvoir cotiser "éthique". La NEF nous a répondu avoir déjà pensé à la question mais la procédure est extrêmement lourde et pour le moment, ils n'ont pas les reins assez solides pour se lancer dans autre chose que la banque.

Autre réflexion en provenance du Cun du Larzac : les assurances sont également un domaine qui spéculent avec notre argent. Faut-il prendre des assurances. Voici une ré-

flexion publiée, sous la plume de Jean-Yves Cousseau dans un bulletin du Cun (juin 1995) : "Au delà du côté sécurisant de l'assurance, sécurisant dans des zones à risque (vol de voiture en ville, incendie en zone sèche...), je vois une démarche politique qui, elle, ne me "rassure" pas du tout. Les compagnies d'assurances sont les outils du capitalisme par excellence. Elles prélèvent des sommes d'argent énormes pour nous assurer contre tout (même contre la mort : assurance vie), c'est du moins ce qu'elles laissent penser. A quoi sert cet argent ? Les compagnies d'assurances sont aussi de gros propriétaires immobiliers, hélas en bureaux plus qu'en logements sociaux. Elles investissent aussi dans de superbes bateaux qui parcourent le globe, des équipes cyclistes ou des bolides du Paris-Dakar, pour la grande fierté des assurés qui voient l'entête de leur contrat passer à la télé. Il existe également des placements dans les sociétés florissantes, tel le nucléaire, l'armement... ou le Crédit Lyonnais. Alors quoi faire ? Peut-être réfléchir à chaque situation, et redéfinir ce qui est de l'assistant, du superflu, ou de l'indispensable voir où notre responsabilité est engagée pour ne pas porter préjudice à autrui. (...) L'alternative

ne serait-elle pas de mettre de côté chaque mois l'équivalent du contrat d'assurance (...). Cet argent placé dans une banque alternative, choisi pour un projet dont nous serions assuré de son utilité ? En résumé, peut-on à la fois se plaindre de la crise économique, tout en entretenant un système qui fait fructifier l'argent par des placements juteux, au détriment de la consommation ? Voulons-nous être acteurs ou figurants de notre vie ? Croyons-nous à la solution des problèmes par l'argent tout puissant, ou par la créativité dans la solidarité ?".

Et de nous interroger sur les mutuelles : une mutuelles est théoriquement une caisse de solidarité, mais quand elles comprennent des milliers d'adhérents, quel contrôle reste-t-il au mutualiste ? Comment peut-il savoir ce que devient son argent lorsqu'il est manipulé par des professionnels qui cherchent d'abord à dégager leur salaire ?

Vaste débat. Nous avons l'impression d'avoir mis le doigt sur quelque chose de très important concernant le fonctionnement du système. N'hésitez donc pas à interpellier vos caisses, assurances, mutuelles... et à nous faire part des résultats. De même, si vous avez des idées d'action, n'hésitez pas à nous les transmettre.

pièces), 8400 F de charges, 8000 F pour EDF et Télécom, 6000 F pour se vêtir, 35 000 F de dépense automobile et enfin 12 000 F pour les loisirs et la santé".

On arrive ainsi à un revenu estimé de 138 775 F soit un revenu mensuel de 11 500 F. On savait que le gouvernement était de gauche, mais là ça fait une sacré revalorisation du RMI !

MME MEGRET EN ACTION

En déclarant qu' "un vrai Français, c'est quelqu'un qui l'est par le droit du sang", Catherine Mégret, maire de Vitrolles, a au moins provoqué une réaction : celle de son père qui ne lui adresse plus la parole. Celui-ci lui rappelle en effet qu'elle est petite-fille d'immigrés juifs de Russie.

MARCHE CONTRE LE CHOMAGE : SUCCES A AMSTERDAM

Les organisateurs des 14 marches convergentes contre le chômage et la précarité espéraient au moins 30 000 personnes à l'arrivée, le 14 juin à Amsterdam. Ce sont finalement 35 000 personnes selon les organisateurs et 50 000 selon la police néerlandaise qui auront participé à la dernière étape. Pour une fois, la police donne un chiffre plus important que les organisateurs... Les Pays-Bas ne sont décidément pas un pays comme les autres.

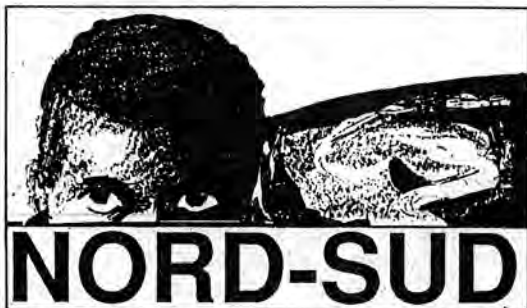
DOMINIQUE LAURAIN FACE A L'ABSURDE

Dominique Laurain, militant écologiste de Haute-Loire, en conflit avec le maire voisin a été "dénoncé" par ce der-

nier auprès des caisses d'allocation familiales pour non-scolarisation de ses enfants. Sans vérification, la CAF locale a suspendu les versements. Après de multiples plaintes de part et d'autre, Dominique Laurain a été invité à présenter ses enfants à la juge pour enfants du Puy-en-Velay. Excédé, il a pris la juge en otage, demandant que l'on tienne compte de ses plaintes contre le maire. Après une rémission sans violence au bout de 24 heures, il est arrêté et placé en détention. Il commence alors une grève de la faim qui va durer plus de 90 jours et lui fera perdre plus de 30 kilos. Le 11 avril, il passe en procès à Lyon où il est condamné à trois ans de prison dont un ferme. Entre temps, l'inspection d'académie a conclu que "ses enfants reçoivent dans leur famille un enseignement correspondant à leur âge, con-

formément à la loi" et les CAF ont débloqué les arriérés de versements (15000 F puis encore 9000 F) reconnaissant de fait avoir été abusé par les déclarations du maire. En appel la peine s'est aggravée : 18 mois ferme au lieu de 12 et le tribunal a ajouté une privation de ses droits familiaux pour 5 ans.

Interné à Lyon, il commence une nouvelle grève de la faim le 27 mai dernier pour demander le rapprochement familial et son incarcération au Puy. Il a été rapidement hospitalisé... à la prison de Fresnes, en région parisienne. Nourri de force par perfusion, ce n'est que début août qu'il a accepté de recommencer à manger... Une pétition circule demandant le regroupement familial. On peut se la procurer auprès du Comité contre l'Arbitraire, Fay, 43370 Bains, tél : 04 71 57 51 49.



PETITES PHRASES

"Même nombreux, les mots ne remplissent pas un panier" proverbe yoruba (extrait de "Mémoire du monde Noir", Ed. L'Harmattan)

ZAIRE : REFUGIES DISPARUS

Après avoir disparus dans la forêt, les centaines de milliers de réfugiés qui servaient de prétexte à une intervention humanitaire cachant une intervention militaire, ont maintenant disparu des médias. S'il est incontestable qu'il y a plusieurs milliers de morts lors de l'avancée de Kabila à travers le Zaïre, il est tout aussi évident aujourd'hui que ces réfugiés fantômes servaient de prétexte à une intervention militaire... de la France bien sûr.

ALBANIE : EQUIVOQUE HUMANITAIRE

La force militaire internationale présente en Albanie d'avril à août a, malgré des appa-

rences humanitaires, des intérêts divergents. Les 2500 soldats italiens, seuls aujourd'hui, sont surtout là pour éviter le départ des Albanais et éviter que le dossier "exode" ne divise encore plus la classe politique italienne. Les 1000 soldats français étaient là pour rappeler que la France revendique le commandement de l'OTAN dans la zone Sud. Les soldats roumains étaient là parce que la Roumanie postule pour entrer dans l'OTAN et cherche à montrer sa crédibilité. Les Grecs cachant mal leur nationalisme, comme les Italiens, voulaient surtout contrôler les frontières. La Turquie, ancienne puissance coloniale dont les soucis humanitaires n'ont jamais été l'un de ses soucis, était surtout là pour maintenir sa prédominance dans le pays. (source : Archipel, mai 1997).

BANQUE MONDIALE : POMPE A'FRIQUE

Agir Ici et les Amis de la Terre ont lancé fin juin une cam-

pagne pour interpeller le gouvernement français, la Banque mondiale et Elf sur les nouveaux projets pétroliers au Tchad et au Cameroun. Cette campagne relayée dans de nombreux pays demande à qui profite ce genre d'exploitation : à la Banque Mondiale ? A la France ? A Elf ? Au dirigeants du Tchad et du Cameroun ? Aux populations locales ? Sous contrôle de l'armée française, le gouvernement tchadien est un spécialiste des violations des droits de l'homme, des assassinats d'opposants, des disparitions... Au Cameroun, les élections du 17 mai 1997 ont été un simulacre de démocratie avec l'arrestation de 200 opposants, 7 morts et l'impossibilité de voter pour des centaines de milliers de personnes, encore une fois sous le contrôle du gouvernement français. Des cartes postales à envoyer aux principaux décideurs sont disponibles avec un dépliant explicatif auprès d'Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00.

DE L'ETHIQUE SUR L'ETIQUETTE

Plus de 40 000 personnes ont déjà participé à la campagne de cartes postales demandant aux grands distributeurs de mettre en place un code d'éthique sur les importations de vêtements importés des pays du Sud.

Les magasins Auchan, Carrefour et Camaïeu ont accepté l'ouverture de négociations. La Redoute répond qu'elle veut bien discuter mais dans le cadre du syndicat des entreprises de vente par correspondance, André a répondu aux quelques 30 000 personnes qui lui ont écrit, Décathlon n'a pas donné signe de vie.

Le 24 juin dernier, l'Union du Grand commerce de centre ville, syndicat qui regroupe Le Printemps, Monoprix, Prisma, les Galeries Lafayette, le BHV, C&A... a adressé une lettre au Ministre du Commerce et de l'Artisanat affirmant que ces magasins "s'engagent chacun pour ce qui le concerne à adopter une charte éthique ou un code de conduite proscrivant en particulier le travail forcé, le travail des enfants et le travail illégal". C'est déjà un pas énorme qui est franchi... même si malheureusement, la plupart des salariés du Sud sont surexploités dans un cadre légal.

Une nouvelle campagne sera animée par Agir Ici et la Fédération Artisans du Monde, avec les mêmes partenaires, et en lien avec d'autres groupes dans d'autres pays, sur le même thème mais en ciblant sur les articles de sport. Cette campagne durera six mois jusqu'à la coupe de monde de football.

Contact : Libère tes fringues, c/o FAM, 4 rue Franklin, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 16 57.



ALLEMAGNE INSPECTION DE BASES MILITAIRES

A la suite de la décision du tribunal de La Haye du 8 juillet 1996 déclarant l'usage des armes nucléaires comme illégal, un groupe non-violent allemand a décidé d'envoyer des missions d'inspection sur les bases militaires de l'OTAN pour vérifier l'absence d'armes nucléaires. Officiellement, 4 bases de l'OTAN entreposent de telles armes, dont Büchel AFB, près de Coblenche. Le groupe a commencé à faire des annonces à la presse dénonçant le peu de cas que fait le gouvernement régional qui n'a pris aucune mesure pour demander le retrait de ces armes illégales, puis ils ont annoncé une "inspection citoyenne" et un week-end d'avril, ils se sont rendus en cinq groupes pour commencer l'inspection. L'armée les attendait de pied ferme et quatre des cinq groupes, repérés par hélicoptère ont été interpellés avant leur arrivée devant la base. Le cinquième groupe a réussi à rentrer dans la base en passant par des conduites souterraines et a pu se promener une vingtaine de minutes à l'intérieur avant d'être également arrêté. Au total, 22 personnes ont été arrêtées. Le groupe a annoncé son intention de recommencer ce genre d'inspection aussi longtemps que le gouvernement n'appliquera pas les décisions du tribunal international. Contact : *Non-violent Action to abolish Nuclear Weapons, Bebelstr. 24, D 70806 Kornwestheim, Allemagne. Tél : 49 7 154 22026.* (source : Peace News, juin 1997).

POUR UNE CULTURE DE NON-VIOLENCE

Un appel des Prix Nobel de la Paix vient d'être rendu public pour demander à l'ONU de déclarer l'an 2000 "année de l'éducation à la non-violence" et la décennie 2000 à 2010 "décennie pour une culture de la non-violence". Elle demande à l'ONU que dans ce cadre, des méthodes d'éducation à la non-violence soient mises en place et proposées aux différents Etats. La campagne a reçu le soutien de tous les Prix Nobel de la Paix en vie et est animée par Mairead Corrigan-Maguire (Belfast) et Adolfo Pérez Esquivel, deux des récents Prix Nobel de la Paix. La campagne est relayée par l'IFOR dont la section française est le MIR, mouvement international de la réconciliation. Une pétition circule pour soutenir l'initiative que l'on peut demander à : *Appeal of the Nobel Peace Prize Laureates, 58, avenue de Huy, BP 20797, 60207 Compiègne cédex 2, fax : 03 44 86 39 07.*

BELGIQUE : FORMATIONS NON-VIOLENTES

L'Université de Paix de Namur propose des formations sur la non-violence toute l'année. Au programme : "introduction à la communication non-violente" (27-28 sept.), "le jeu du labyrinthe" (11-12 oct.), "le pouvoir sur ma vie" (11-12 oct.)... Programme : *Université de Paix, Boulevard du Nord 4, B 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.*

SUISSE : FORMATION NON-VIOLENTE

Le Centre Martin Luther King de Lausanne, les Brigades de paix internationales et le Mouvement international de la réconciliation, organisent pour l'année à venir un cycle de formation à la résolution non-violente des conflits. Les sessions se tiennent le samedi de 9 h à 17 h, rue des Pêcheurs 8 b, à Yverdon. Au programme : "communication non-violente, affirmation de soi" (6 septembre), "écouter avec empathie" (4 octobre), "animation de groupe" (25 et 26 octobre), "prise de décision par consensus" (29 novembre), "gérer sa peur face au danger" (24

janvier), "résoudre les conflits dans un groupe" (7 et 8 mars), "travailler en contexte interculturel (28 mars), "mes attitudes face au conflit" (9 mai), "introduction à la médiation" (6 juin). Programme complet : *CMLK, avenue de Béthusy 56, CH 1012 Lausanne, tél : 021 652 27 27.*

SIMULATIONS NUCLEAIRES

Le gouvernement précédent avait programmé la mise en place d'un laboratoire de simulation des essais nucléaires au Barp, au sud de Bordeaux, devant permettre de poursuivre la modernisation de la force de frappe française. Pour cela, un budget de 100 milliards de francs avait été prévu pour les 5 ans à venir. Dans un courrier adressé à la coordination Stop-Essais, Lionel Jospin écrivait, le 21 mai dernier : "Aujourd'hui, la crédibilité de notre dissuasion étant

assurée, nous estimons qu'il n'est pas utile de lancer un programme de simulation des essais qui serait coûteux, inutile et susceptible de relancer la course aux armements". Que va faire le Premier ministre Jospin ? Réponse dans le budget 98 où jusqu'alors ce programme bénéficiait de 1,7 milliards pour des études préliminaires.

ANIMATION DE GROUPES INTERCULTURELS

Le Cun du Larzac et le FBF de Nuremberg organise une formation sur un cycle de sept stages en huit mois (35 jours) destinée à des animateurs et animatrices de jeunes, adultes, enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux sur "comment canaliser les conflits nés de la confrontation des cultures". Renseignements : *Cun du Larzac, Hervé Ott, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62.*

COMMANDE SCANDALEUSE

Lors du dernier conseil des Ministres de la droite, entre les deux tours des élections, le gouvernement Juppé a signé un contrat de 15 milliards de francs avec Dassault et Aérospatiale. Le premier bénéficie d'une commande de 13 avions de combat Rafale dont la fabrication était gelée depuis 1995. Le second de missiles Sclap-EG et Aster. Alors que la gauche dans son programme annonçait son opposition au lancement de la fabrication de cet avion hyper-coûteux, Lionel Jospin lors de sa visite au Bourget, à la mi-juin, n'a pas remis en cause le contenu du contrat. Il a rencontré Serge Dassault sur place et lui a simplement signifié qu'il allait prendre son temps pour étudier les prochains contrats avec le célèbre marchand d'armes car initialement la loi de programmation militaire prévoyait d'en commander au total 48. Concernant les missiles, la commande porte sur 420 exemplaires qui équiperont précisément les avions Rafale et les Mirage 2000.





USA : STERILISATION D'ABORD

Une étude du centre national des statistiques sur la santé, réalisée en 1995, révèle que la stérilisation est la méthode contraceptive préférée des Etats-Uniennes. Entre 15 et 44 ans, 10,7 millions de femmes ont choisi cette méthode définitive contre 10,4 millions pour la pilule et 7,9 millions pour le préservatif. (source : La Recherche, juillet-août 1997).

AVORTEMENTS EN FRANCE

Depuis la loi de 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse, l'INED, institut national d'études démographiques est chargé de suivre l'évolution de l'avortement en France. Cela est rendu possible par un bulletin statistique anonyme que doivent remplir les femmes avant l'intervention.

Ainsi, en vingt ans, le nombre d'avortements en France est passé de 250 000 par an à 220 000. L'avortement est plus souvent pratiqué dans la moitié sud de la France. 52 % se font dans des établissements publics. Le recours à l'avortement est plus fréquent chez les femmes seules que chez celles vivant en couple. Le nombre d'avortements en France se situe assez bas par rapport à l'Europe, bien qu'il soit encore plus bas en Italie et en Grande-Bretagne. Dans ce dernier pays, le recours à la stérilisation pour les mères ne souhaitant plus d'enfants est une pratique courante et explique un faible nombre d'avortements après 30 ans. L'évolution la plus sensible concernant l'avortement est celle du nombre des décès des femmes : de plus de 350 par an avant la loi de 1975, on était passé à une dizaine à partir de 1976 pour seulement entre 0 et 2 par an aujourd'hui.

La baisse du recours à l'avortement est essentiellement due à une meilleure connaissance des méthodes de contraception (INED, juin 1997).

AVORTEMENTS DANS LE MONDE

Si la situation en Europe est plus que satisfaisante (moins de 100 décès par an sur l'ensemble du continent), il n'en est pas de même dans le reste du monde. En Amérique du Nord, le nombre de cas est aussi très limité. En Océanie, on en est déjà à 500 cas par an tout comme dans l'ex-URSS. En Amérique Latine, on atteint 6000 cas par an, en Afrique au moins 23 000 et en Asie plus de 40 000. Au total, sur 45 millions d'avortements pratiqués, plus de 70 000 conduisent à mort de femmes (source : Nations Unies, printemps 97).

RESISTANCE A L'INTEGRISME

L'IFOR, organisation pacifiste internationale, recherche des témoignages de femmes ou de groupes de femmes ayant mené des actions contre l'intégrisme religieux qui menace les droits humains de la femme. Ces témoignages serviront ensuite à l'élaboration d'un recueil destiné à donner des idées sur les stratégies possibles d'action et de résistance. Les témoignages (d'un maximum de 20 000 mots) doivent parvenir avant le 30 septembre, en français ou en anglais, à : IFOR Women Peacemakers Program, Sportstraat 38, 1815 Alkmaar, Pays-Bas, fax : 31 72 515 11 02.

FEMMES DU NORD, FEMMES DU SUD

A l'occasion des assises nationales pour le droit des femmes, une rencontre a été organisée avec comme invitées des femmes du Sé-

négal, du Mali, de Côte d'Ivoire, du Maroc, de l'île Maurice... Ces militantes associatives ont décrit leurs mouvements, leurs priorités, leurs difficultés et la façon dont elles perçoivent leurs relations avec les mouvements de femmes en France. L'AFEI, association de formation et d'échanges internationaux, vient de publier un recueil de ces témoignages que l'on peut se procurer contre 20 F + 5 F de port auprès de : AFEI, 17 rue Germain-Pilon, 75018 Paris, fax : 01 43 58 61 40.

SEINE-SAINT-DENIS : MAISON DES FEMMES

La Maison des Femmes de Montreuil a ouvert en juin. Lieu de convivialité ludique, multiculturel et non-mixte, elle offre des consultations

juridiques gratuites (mardis et vendredis de 14 h à 19 h). Maison des Femmes, 88 rue Parmentier, Immeuble Cap Chanzy, 93100 Montreuil.

RESEAU HOMMES

- Un séminaire avec Guy Corneau sur la place de l'homme dans son rapport avec la femme se tiendra à Perceval sur le thème "thérapie et création artistique, du 17 au 21 septembre. Renseignements : Louis Parez, tél : 32 67 21 23 87.

- Le Réseau Hommes organise en région Rhône-Alpes, un stage pour hommes sur le thème "masculin-féminin" avec Jean-Paul Mérigot, du 12 au 14 septembre. Renseignements : Pierre Ruffier, 04 74 70 45 94.

PUBLICITES SEXISTES

L'association des femmes journalistes a créé depuis deux ans une "commission pub" afin de décerner le prix de la publicité la moins sexiste "donnant une image valorisante des femmes et des rapports entre hommes et femmes" et ce afin de "sensibiliser le public et les professionnels à l'intérêt pour toute la société d'une image positive des femmes". Les lauréats de 1996 ont été Air Lingus qui, sous une photo pleine page d'un Irlandais âgé énonce : "Les Irlandais sont chaleureux et hospitaliers. En fait, ils feraient tous d'excellentes hôtesse de l'air" et la publicité Breitling où l'on voit une petite fille tenant à la main une grosse montre d'aviateur qui dit "Plus tard, je serais commandante". Dans les faits, il s'avère extrêmement difficile de trouver ce genre de publicité. Pour les lauréats possibles



en 1997, il n'y avait au cours des six derniers mois qu'une pub qui ait attiré l'attention : celle pour la Peugeot 106 avec la photo de la championne Priscille de Belloy, vêtue d'une combinaison de pilote. La légende est : "Ça fait du bien de voir une publicité avec une femme habillée".

Contact : Association des femmes journalistes, Florence Montreynaud, 12 rue Elzevir, 75003 Paris. (source : Alternatives Non-Violentes, été 97).



A NOTRE SANTE LES FEMMES ! (1)

S'AIDER SOI-MEME

(1) Cet article est le troisième d'une série. Les premiers articles sont parus dans Silence n°216 et 219.
(2) "Instrument servant à écarter les parois du vagin" Larousse 93

Self-help vient de l'anglais "s'aider soi-même". Cette traduction ouvre la voie à 2 pratiques différentes et complémentaires. **Les femmes se soignent elles-mêmes et se soignent entre elles**, ceci impliquant à la fois **une démarche personnelle et une démarche collective**. Le self-help a vu le jour dans les pays Anglo-saxons, aux Etats-Unis et au Canada, dans le contexte militant et féministe des années 65-70.

Les femmes américaines n'en restent pas à un constat, elles passent à l'acte : au sein d'un groupe "self-help", les femmes apprennent à découvrir leur corps dans les parties les plus intimes, leur appareil génital, elles se familiarisent avec le spéculum, (2) instrument en métal ou en plastique, à l'allure barbare, incontournable outil de consultation gynécologique. Avec une lampe de poche et un petit miroir et l'aide d'autres femmes, elles peuvent obser-

Aujourd'hui la santé en général et celle des femmes en particulier est largement prise en charge par des spécialistes. La grande rupture remonte à l'inquisition au moment où l'on brûle les sorcières... Depuis les femmes cherchent à se prendre en charge bien que n'ayant pourtant jamais vraiment quitté le domaine des soins qu'infirmières, aide-soignantes et mères de famille continuent d'occuper de manière efficace. Quelques mouvements ont contribué à faire évoluer la situation... Nous avons vu le Planning Familial dans le numéro de juin. Voici le "Self-help" qui en anglais signifie "s'aider soi-même".

Il est né du "ras le bol" des femmes en ce qui concernait la prise en charge de leur santé : leur corps ne leur appartient plus, il est entre les mains des médecins spécialistes, masculins pour la plupart, à tous les moments importants de leur vie : naissance, adolescence, contraception, sexualité, ménopause.

ver leur col de l'utérus, c'est "l'auto-examen". Cet examen à l'allure anodine permet aux femmes de suivre leur cycle, de surveiller des pertes anormales, ou l'aspect du col, c'est un grand pas dans la prévention. Dans la même logique, elles apprennent à observer leurs seins. Cette pratique permet aux femmes de démystifier la

consultation gynécologique et le rapport au spécialiste.

Le collectif de Boston fera un descriptif détaillé de cette pratique dans un livre "Ours bodies, ours selves" paru en 1974 qui fut la bible des groupes "self-help" dans le monde. (3)

Le mouvement féministe, bien organisé, a ses ramifications en Europe et les femmes américaines sont accueillies dans les groupes européens où elles transmettent la pratique afin de la rendre accessible à un plus grand nombre. Cet enseignement fut un ferment qui trouva, en Europe, un "bouillon de culture" favorable. Cela se passait dans les années 68, années de la libération, de la responsabilisation, de la recherche du collectif, du développement du militantisme...

Ce passage à l'acte qu'est le self-help implique des expériences insoupçonnées :

- les femmes développent une plus grande autonomie en matière de santé et du même coup se font confiance et prennent une place plus importante dans la société.
- elles font l'analyse collective de leur situation au regard du monde médical, mais aussi de la société, ce qui permet de dédramatiser et de déculpabiliser les histoires personnelles.
- elles développent la solidarité et rompent l'isolement.
- à un niveau politique, elles peuvent transformer les rapports de force en des rapports plus collectifs.

Cette auto-formation a favorisé la naissance d'initiatives faisant références dans le domaine de la santé des femmes avec un atout majeur : celui d'exister et de passer ainsi dans le domaine, inexploré depuis longtemps, du possible.

Le dispensaire des femmes de Genève

Ainsi aux Etats-Unis et quelques temps plus tard en Europe, (Suisse, Angleterre, Allemagne...), des centres de santé de femmes s'ouvrirent démontrant qu'une autre façon de prendre en charge sa santé était possible. Il fonctionnait bien et les femmes étaient contentes. Le dispensaire des femmes de Genève fit partie de ces créations. Il a malheureusement fermé ses portes récemment.

Né à Genève dans le contexte de luttes militantes et féministes des années 70, le dispensaire des femmes de Genève est le fruit de la conjonction de plusieurs démarches et d'un mûrissement collectif.

(3) Il fut traduit en 1977 par un collectif de femmes françaises : "Notre corps, nous-mêmes".



Deux groupes spécifiques de femmes sont à son origine. L'un d'entre eux, plus politique, était tourné vers le médical. Il avait pour objectifs de faire tampon entre les femmes et les médecins et de lutter contre le sexisme, ce qui l'a amené à lutter pour la libération de l'avortement. L'autre groupe, plus tourné vers la pratique, était un groupe self-help. Né en 1974, il permettait la pratique de l'auto-examen.

"Le fonctionnement du groupe est simple : quelques femmes, beaucoup de confiance et d'ouverture, de la chaleur, une volonté de vaincre la peur de découvrir, de transgresser les tabous. Les instruments de la découverte sont simple : un spéculum en plastique, une lampe de poche et un miroir. Avec cela, on voit pour la première fois comment nous sommes faites à "l'intérieur," cet intérieur tellement fantasmé par les hommes et par nous." (4)

Les femmes (militantes et/ou paramédicales : kinésithérapeutes, infirmières, sage-femmes...) de ces 2 groupes se réunissent pendant un an pour réfléchir collectivement à la création d'un "espace de soins" différent pour les femmes "travailleuses" et "usagères." (5)

Elles contactent l'Association des Médecins Progressistes (AMP) dont le but principal est de favoriser

une organisation plus sociale de la médecine : 3 femmes-médecins répondent à l'appel. Après 18 mois de réflexions et de démarches (elles vont aussi visiter des dispensaires de femmes aux Etats-Unis), le Dispensaire des Femmes ouvre ses portes.

Les idées

- *sur les prestations* : il s'agit de développer une réelle prévention en lien avec les "usagères" : informer, prévenir, démedicaliser sont les objectifs fondamentaux par l'intermédiaire des consultations.

- *sur la conception de la santé et de la femme* : la personne est considérée dans sa globalité, c'est à dire dans son rapport à l'environnement.

- *sur les moyens utilisés* : privilégier les médecines "lentes", "douces" et "préventives" comme l'acupuncture, l'homéopathie, la phytothérapie est une priorité..

- *sur le travail des femmes* : les femmes font le choix d'offrir aux travailleuses des conditions de travail différentes : un salaire égal pour toutes, une gestion collective en lien avec l'assemblée générale des "usagères", une formation permanente (auto-formation par les consultations à 3 : "l'usagère", une travailleuse médicale, une travailleuse

non-médicale, des réunions hebdomadaires permettant la confrontation et le partage des expériences), un travail à temps partiel afin de favoriser une écoute de qualité, de pouvoir s'occuper de leurs enfants et d'avoir du temps.

Le vécu

L'équipe des travailleuses (de 14 à 17), en lien régulier avec l'assemblée générale trimestrielle des "usagères" propose aux femmes :

- *un temps d'accueil* : c'est un moment très important surtout à la première visite. C'est un temps privilégié pendant lequel il est tout à la fois possible de discuter, de faire un test de grossesse, de répondre à un questionnaire retraçant le parcours médical, base de la consultation, ou de consulter son dossier.

- *des consultations (d'1/2h ou 1h)*. Elles comportent un temps d'écoute, un temps d'échange de savoirs, de pratique et d'expérience et un temps de soins. "L'usagère" est impliquée : elle est encouragée à pratiquer l'auto-observation du col, l'auto-palpation des seins, elle peut même aller regarder au microscope son prélèvement. Les consultations sont payées à 95% par les caisses d'assurances maladies.

(4) Dispensaire des femmes - Le dispensaire des femmes à Genève : un projet favorisant la prise en charge de la santé et la démedicalisation de la vie - rapport à l'OMS "Les femmes en tant que dispensatrices de soins de santé" Programme OMS "Femmes santé et développement" - p 13
(5) Bien que ce terme n'existe pas dans la langue française nous le garderons d'une part parce que c'est ainsi qu'elles se présentent, d'autre part nous n'en avons pas trouvé de plus adapté : il est ici utilisé au sens de faire usage de ...

- des groupes sur des thèmes proposés par les "usagères". Les thèmes en furent divers : le self-help, la ménopause, la stérilité, la pédiatrie.... Les discussions sont toujours basées sur le self-help : permettre aux femmes de mieux comprendre ce qu'elles vivent, pour pouvoir choisir pour elles et/ou leurs enfants.

Le dispensaire connaît un vif succès : "une année et demie après l'ouverture, nous avons installé un nombreux clausus qui a été discuté en assemblée générale. Nous avons environ 2000 dossiers et la réceptionniste reçoit tous les jours de nombreux coups de téléphones de femmes qui ne sont pas "usagères", mais qui ont besoin d'informations." (6).

Il connaît des hauts et des bas avec, entre autres, des difficultés financières. A son ouverture, la prévention (tout ce qui n'était pas acte médical : discussion par exemple) n'était pas remboursée. En 81, les consultations furent remboursées sur une autre base que celle des actes, sur leur durée : 1/2h ou 1h.

Le dispensaire connaît aussi des difficultés collectives, tant il est vrai que l'"autogestion, c'est pas de la tarte" (c'est le titre d'un livre). Le contexte évolue ; la poussée militante des années 70 commence à s'effiloche, le mouvement collectif devient plus individuel, les femmes veulent des "professionnelles."

Cette conjoncture nouvelle amène le dispensaire des femmes à se restructurer avec un effectif réduit et une organisation différente : chaque travailleuse a sa spécificité, chacune est responsable de sa pratique et les travailleuses non-médecins deviennent indépendantes, donc non remboursées.

les savoirs

Comme avec le MFPP, le dispensaire des femmes a une grande volonté de partages et d'échanges de savoirs. Ceux-ci interviennent à différents niveaux et il nous paraît importants de les préciser ici.

- *auto-formation entre travailleuses.* Pendant les consultations, les travailleuses sont toujours 2 à intervenir : une médicale (médecin, infirmière, sage-femme...) et une non-médicale. Il est à noter que la connaissance ne vient pas forcément de la médicale : il s'agit d'un échange, tant il est vrai qu'en matière d'hygiène de vie, d'alimentation, de conseil, c'est le bon sens qui est mobilisé et il n'est pas réservé aux médicaux !

Cette pratique rompt un tabou : les actes médicaux (la pose d'un stérilet par exemple) peuvent être réalisés par des non-médecins dès l'instant qu'ils ont été formés. Pour avoir été témoin des deux enseignements (au dispensaire et en hôpital), nous pouvons constater que cette formation n'a rien à envier à la formation hospitalière parfois bien aléatoire (7) : il s'agit d'une formation globale, tant dans son aspect relationnel, que psychologique, ou technique.

Pendant les réunions hebdomadaires qui regroupent toutes les travailleuses, les interventions sont aussi des échanges : elles peuvent être autant une demande d'information sur un sujet précis ou un problème précis qui nécessite un éclairage spécialisé (médical, homéopathique, phytothérapique, acupuncture, psychologique....) qu'un apport de savoirs (une formation réalisée, la participation à un colloque ou à un groupe de travail, une lecture....).

Cet échange n'est pas seulement interne, puisque le dispensaire est aussi en relation avec l'extérieur par l'intermédiaire d'autres thérapeutes, d'autres lieux de soins (cliniques, hôpitaux....) mais aussi du réseau self-help suisse ou étranger (les autres dispensaires de femmes).

- *formations individuelles* : les travailleuses vont se former aussi à l'extérieur pour apprendre une technique, une approche, une médecine (homéopathie, phytothérapie, acupuncture, gynécologie, obstétrique....) spécialisées. Les "usagères", dans le cadre de leur consultation peuvent apprendre à mettre un spéculum, à observer leur col de l'utérus avec un miroir et une lampe. Elles peuvent apprendre à palper leurs seins devant le miroir ou regarder leur prélèvement vaginal au microscope. Beaucoup de pratiques médicales sont ainsi devenues plus accessibles.

- *auto-formations collectives.* Lors des assemblées générales trimestrielles, les "usagères" et les travailleuses font le point sur la pratique au dispensaire : comment elle est conçue, comment elle est reçue, ce qui est bien, ce qu'il faut améliorer.... A noter que ce sont les "usagères" qui ont poussé les travailleuses à chercher d'autres réponses à des problèmes de santé, avec le désir de rompre avec une pratique systématique de prescription allopathique, elles demandent aux travailleuses de trouver une solution médiane, d'être médiatrice entre la pratique médicale et elles.

"Je me rappellerai toujours d'une qui avait une endométrite (8), et

qui m'a dit: "Moi, je ne prendrais pas d'antibiotiques, c'est exclu, je bois des tisanes de diverses plantes et puis, je veux bien revenir régulièrement pour faire un contrôle, que ça ne devienne pas une salpingite mais je ne prendrai pas d'antibiotiques". Elle avait l'air décidé;... si on dit qu'on respecte les choix des gens, il faut les respecter jusqu'au bout" (9).

L'aspect de la médiation nous a semblé intéressant à considérer : ménager un espace du possible où l'on puisse tenir compte de la volonté des femmes tout en recherchant des solutions différentes sans forcément prendre de risque, sans être isolée.

- *formation des stagiaires.* Nous l'avons dit, le dispensaire a constitué pour beaucoup de femmes un modèle, la preuve qu'une alternative était possible. Beaucoup de femmes ont demandé à venir se former et la politique du dispensaire a toujours été de divulguer.

Nombreuses furent donc les stagiaires dont nous fûmes (10), qui bénéficièrent de cet enseignement, avec la possibilité de participer à tout : consultation, groupes, réunions hebdomadaires et d'intervenir quand elles s'y sentaient prêtes. Les travailleuses choisissent les stagiaires en fonction de leur capacité d'"essaimer" : appartenir à un groupe, un projet....

Ainsi donc le dispensaire des femmes de Genève à travers la pratique du self-help a poussé plus loin le "bouchon" de la créativité, jusque dans le domaine médical, apportant la preuve qu'une autre pratique médicale était possible. Il est venu répondre à un besoin des femmes de prendre en charge leur santé différemment.

Il a également révélé des prévalables indispensables : la non-rétention de la connaissance, le développement de la capacité de chacune à faire, la conviction que chacune peut savoir ce qui est bon pour elle, le respect du choix.

Nous laisserons la parole aux travailleuses pour conclure: "et s'il (le dispensaire des femmes) a une force, c'est d'être une grande question." (11).

La France, bien que plus timide que les pays anglo-saxons a aussi eu ses initiatives... C'est ce que nous aborderons la prochaine fois.

Françoise DESAILLY

(6) Dispensaire des femmes - Le dispensaire des femmes à Genève - p 33

(7) ma pratique à l'hôpital : formation des "externes", étudiants en médecine.

(8) infection de la muqueuse utérine

(9) Rina Nissim naturopathe au dispensaire des femmes, militante féministe, entretien du 24 septembre 93.

(10) j'ai eu la chance d'y travailler un mois.

(11) Dispensaire des femmes - Le dispensaire des femmes à Genève - conclusion



TABAC : DROIT DE TUER

Alors qu'aux USA, se multipliaient les procès contre les industriels du tabac, ceux-ci viennent de passer un accord historique avec les autorités : en échange de 80

milliards de francs par an pendant 25 ans redistribués aux services de santé des Etats, ces derniers abandonnent les poursuites engagées. Pour un total de plus de 2000 milliards de francs - sensiblement la moitié des

bénéfices de ces sociétés - celles-ci pourront donc continuer à tuer les fumeurs en toute impunité. Cet accord s'est toutefois accompagné d'un certain nombre d'engagements : la fin de l'affichage publicitaire, la réduction de la consommation chez les jeunes de 42 % d'ici cinq ans, de 58 % dans sept ans et de 67 % d'ici dix ans.

Comment les firmes vont-elles pouvoir continuer à écouler leurs drogues ? Pas de problème : la publicité dans les pays étrangers leur assure actuellement une confortable croissance. Les Etats-Unis qui se permettent de donner des leçons au monde entier viennent donc

d'entériner le plus gros accord de corruption jamais conclu. (source : AFP, 21 juin 1997).

MEDECINE CHINOISE

La médecine traditionnelle chinoise reste très développée dans son pays d'origine où plus de 30 facultés l'enseignent et où près de 2500 hôpitaux la pratiquent. En France, elle est très peu connue à l'exception de l'acupuncture. Plusieurs médecins viennent de se regrouper pour ouvrir un Centre de médecine traditionnelle chinoise en Lozère où seront pratiqués la phytothérapie chinoise, l'acupuncture, la diététique chi-

A Saint Georges d'Espérance (38), la firme américaine **Monsanto** a semé en août 1996 du colza transgénique. Le colza est un oléagineux dont on tire de l'huile de table mais aussi du tourteau pour l'alimentation du bétail.

Le colza transgénique est issu de manipulations génétiques qui permettent à cette plante de résister à certains herbicides. Ce sont les mêmes groupes agro-industriels qui créent les plantes transgéniques et les herbicides qui leur conviennent. La dépendance des agriculteurs leur sera ainsi acquise (voir dossier dans Silence n°214).

Le risque couru est important. Les expériences ont démontré que ce type de colza se croise avec des plantes sauvages de la même famille comme la ravenelle, "mauvaise herbe" que l'on rencontre fréquemment dans les jardins. Les hybrides issus de ce croisement pourraient alors envahir les champs et résister aux herbicides.

Habituellement, les essais prévoient la coupe de la

TRANSGENIQUE : POMMES DE TERRE VACCINS

Absolument indétectable au goût, une pomme de terre transgénique a été mise au point par un institut new-yorkais pour servir de support à des vaccins. Des essais se déroulent actuellement aux USA avec des volontaires. Bientôt dans votre assiette. (source : La Recherche, juillet-août 1997).

PLANTES FOLLES



plante avant floraison pour éviter toute contamination et pollution de la nature. Monsanto avait prévu de cultiver le colza jusqu'à la graine. Les fleurs ont été butinées par les abeilles qui ont pollinisé d'autres espèces. Les expériences scientifiques ont démontré que la durée de vie des abeilles est limitée lorsqu'elles ont absorbé les toxines synthétisées par les colzas transgéniques. Le vent risquait de transporter les graines n'importe où dans la nature.

C'est en janvier 1997, qu'une conseillère municipale de St Georges d'Espérance a découvert l'existence de cet essai de colza transgénique. En mars 1997, le Ministre de l'Environnement a demandé, en vain, pourquoi les essais avaient été réalisés sans autorisation. La firme Monsanto a réussi à faire régulariser son expérience en avril 1997. Face à la toute puissance de cette multinationale et aux menaces pour notre en-

vironnement, les Verts ont organisé une manifestation à Vienne le 21 mai 1997. Une trentaine de militants écologistes ont déployé une banderole devant la Sous-Préfecture avec le slogan : "Après la vache folle, les plantes folles". Les Verts ont remis une motion au Sous-Préfet lui demandant d'intervenir pour que cette parcelle de colza soit détruite avant que la dissémination des graines génétiquement modifiées se produise.

Devant l'absence de réaction des autorités, les consommateurs, paysans et écologistes ont organisé un rassemblement de 300 personnes à St Georges d'Espérance le 7 juin 1997. Après la conférence de presse, la foule s'est rendue sur la parcelle de Monsanto. Les premiers coups de faux (photo) ont été portés sous l'oeil débonnaire des gendarmes qui rappelaient cependant le caractère illégal de cette action. Les tracteurs des paysans de la Confédéra-

tion Paysanne sont alors entrés en action pour détruire la parcelle de colza transgénique. Une remorque de colza transgénique a ensuite été transportée à Bron et déversée à proximité du siège de Monsanto devant un comité d'accueil musclé de gardes mobiles.

Cette action a permis aux consommateurs, paysans et écologistes de travailler ensemble et de créer une "alliance" sur l'Isère. Ce n'est pas le travail qui manque, le maire de Charantonnay, commune voisine de St Georges d'Espérance a reçu en juin un dossier de Monsanto pour la culture d'une parcelle de maïs transgénique...

Hervé PRAT

AUTRES ACTIONS CONTRE LES TRANSGENIQUES

Le 8 juin dernier, des "Super Héros" ont engagé une partie de base-ball originale sur un champ de pomme de terre appartenant à la firme GM Produce. Originalité de la partie : la balle de jeu traditionnelle était remplacée par les pommes de terre transgéniques cultivées sur le terrain. Contact : Genetic Engineering Network c/o Reclaim the streets, PO Box 9656, London, N4 4JY, tél : (44) 171 281 4621.

Dans la nuit du 2 au 3 juin dernier, une plantation de 400 m² de pommes de terre transgéniques appartenant à l'institut national de recherche allemand a été totalement détruite à Quedlinburg. C'est le douzième champ détruit en Allemagne depuis 1996.

Contact : Umweltprojektwerkstatt, Yorckstrasse 59 HH, 10965 Berlin, tél : 49 30 789 131 44.

noise, les massages et le Qi gong. L'établissement situé à 1000 m d'altitude devrait pouvoir accueillir en service hospitalier les personnes atteintes de maladies graves. Contact : *Chine et Santé, Rouge Parets, 48500 La Canourgue, tél : 04 66 32 86 09.* (source : La Vie Naturelle, juin 1997)

VACCIN DE L'HEPATITE B

Alors que l'Impatient a déjà recensé plus de malades que le Ministère de la santé, malgré ses moyens limités, le conseil national interrégional des Verts du 14 et 15 juin a décidé de rejoindre l'appel pour un moratoire sur le vaccin de l'hépatite B demandé à ce jour par près de 500 médecins.

EUROPE : RECONNAISSANCE PARTIELLE

Le texte présenté par Paul Lannoy, député vert belge, concernant la reconnaissance des médecines alternatives (voir Silence n°219) a finalement été adopté par 152 voix pour, 125 contre et 8 abstentions. Huit disciplines sont ainsi reconnues : la chiropractie, l'homéopathie, la médecine anthroposophique, la médecine traditionnelle chinoise (y compris l'acupuncture), le shiatsu, la naturopathie, l'ostéopathie, la phytothérapie. Rappelant que parmi les 130 000 signataires de la pétition en faveur de ce texte on trouve

celle d'un médecin particulier - Dominique Voynet -, le Collectif pour la défense et d'évaluation des médecines alternatives demande au gouvernement de s'engager dans le processus voté au Parlement européen. Contact : *CODEMA, 18 rue de la Prévoté, 79300 Beaulieu-sous-Bressuire, tél : 05 49 65 34 15.*

REVES DE COMPTOIRS

Un premier café de Montpellier vient de fester la formule : l'interprétation collective des rêves. Animés par un psychanalyste et onirologue, Bruno Argould, les personnes qui désirent assister mettent de manière anonyme le récit d'un de leur rêve dans un pot commun. Les rêves sont ensuite tirés au hasard et lus par une personne puis commentés par tous. Pour en savoir plus : *Bruno Argould, Institut Paralaxe, 162 Bd Henri Barbusse, 91210 Draveil, tél : 01 69 52 19 19.*

AMIANTE : UNE AUTRE FACULTE DE PARIS CONTAMINEE

Les inspections décidées sous le premier gouvernement Juppé pour détecter les fibres d'amiante ont permis de révéler que la faculté de Censier, à Paris, était encore plus polluée que celle de Jussieu. Une mesure en juin 1995 indique jusqu'à 29 fibres par litre (limite admise avant l'interdiction : 1 fibre par litre !). Le personnel de la faculté de Censier ne bénéficiait d'aucun suivi médical

particulier car tout le monde ignorait la présence de l'amiante. Pour le moment, seuls les ascenseurs ont été désamiantés et ceci dans de mauvaises conditions. La suite des travaux n'est pas programmée et la présence de Claude Allègre au Ministère de l'Education ne présage rien de bon, celui-ci affirmant que l'amiante n'est pas un problème. Un comité anti-amiante s'est mis en place que l'on peut contacter au 01 45 87 40 64.

PARIS : POLIOMYELITIS

A l'occasion de son assemblée générale, l'association liberté information santé (ALIS) organise une conférence sur la poliomyélite animée par le Dr Jean Pilette, homéopathe belge. En Belgique, le vaccin contre la polio est le seul qui soit encore obligatoire et de nombreux parents s'opposent à cette obligation. Cette conférence se tiendra à l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, 75007 Paris, le dimanche 28 septembre à 15 heures. Renseignements : *ALIS, 19 rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 04 73 63 02 21.*

FACE AU LOBBY MEDICAL

Un lecteur nous demande, suite aux articles "Moi, ma santé" s'il existe des associations d'usagers pour faire contre-poids. En France, celles-ci sont regroupées au sein de FENGUS, fédération

nationale des groupes d'usagers de la santé, dont le secrétariat est assuré par nos voisins : *Réseau-Santé, 15 rue Jean-Baptiste Say, 69001 Lyon* qui peuvent vous envoyer des adresses contre une enveloppe timbrée. En Suisse, on peut contacter : *Centre prévention et santé, rue Haute 21, 2013 Colombier, tél : 032 841 36 08.*

EUPHRASIA

Reprenant des idées proches de celles de Steiner et de Goethe, le docteur Bach a mis au point des élixirs floraux pouvant soigner différentes maladies. Ces élixirs font aujourd'hui l'objet de nombreuses recherches et de nombreuses applications. "Euphrasia" est une revue semestrielle qui vient de voir le jour autour de cette question. On peut obtenir le premier numéro contre 60 F (+20 F de port) auprès de : *Gaïa, BP 9, 38880 Autrans, tél : 04 76 95 71 61.*

A LA BONNE HEURE

Le Parlement européen a une nouvelle fois repoussé l'idée de faire cesser l'heure d'été. L'association La Méridienne relance donc une pétition dont le texte est fort court : "Pour notre équilibre et notre santé, pour l'environnement, nous ne voulons plus jamais vivre avec un décalage de deux heures par rapport au soleil". Pétition à demander à : *La Méridienne, Jean Denis, 28 rue de France, 69100 Villeurbanne.*

ANNONCES

EMPLOIS - OFFRES

- Cherchons homme 35 ans minimum ayant la compétence et le désir d'accompagner des jeunes en difficultés, de participer à divers travaux de rénovation et de cultiver des jardins vergers en bio. Travail au sein d'une association savoyarde gérant un projet de lieu de vie et d'accueil des groupes. Tél : 04 79 54 55 56.
- Vous souhaitez vous impliquer dans un projet de "ferme-auberge" en Bretagne-Sud ? Système extensif à vue autonome cherche partenaires motivés. Contactez-nous ! *Ferme Apicole de Kervorel, 56230 Berric, tél : 02 97 67 00 04.*
- Groupement coopératif bio de l'Essonne cherche artisan boulanger bio autonome, motivé pour la qualité et la solidarité. Salaire : 8000 F net, travail en semaine pour la coopérative, en week-end sur les marchés bio parisiens. Candidature à envoyer à : *Odile Puchelle, 17 rue des Tournants, 94360 Bry sur Marine.*

EMPLOIS - DEMANDES

- H. 20 ans, dégage des obligations militaires, CAP de vente, permis B, cherche emploi dans secteurs des produits biologiques ou écologiques, alimentaires ou non. Tél : 03 80 64 12 05. *Vincent Lhuillier, Château Benoist, 21210 Saulieu.*
- H. 29 ans, DUT Gestion, 10 ans d'expérience animation socioculturelle, cherche "autre chose" dans département 41 ou Ille-et-Vilaine. Laisser message au : 01 69 01 83 01.

OBECTEURS

- Le CIEPAD, Carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, dans l'Hérault, cherche un obecteur pour prendre en charge le secrétariat de l'association et la réalisation de la lettre d'info. Expérience en secrétariat et informatique sur PC. Travail en équipe. Poste à pourvoir en octobre. Envoyer CV et lettre de motivation au CIEPAD, le Triol, 34380 Viols-le-Fort. Tél : 04 67 55 07 97.

VILLEGIATURES

- Entre Vosges et Jura, au cœur

de la Franche-Comté, accueil en gîte rural pour 5 personnes, dans un logement indépendant, près d'une ferme en agrobiologie, à la semaine ou en week-end. *Pascal et Patrick Jeannin, Ferme de Bellevue, Le Quart, 70110 Courchaton, tél : 03 84 20 29 33.*

A VENDRE

- Grande maison à rénover en Savoie, 1400 m d'altitude, très isolé (3 km de la route), sans électricité dans petit hameau très calme. Très belle vue. 250 000 F. Tél : 04 79 54 50 11 ou 04 79 54 55 56.
- Vendons maison ancienne T5 + jardin + dépendances + terrains, région Sud Aveyron (Larzac), refaite à neuf entre 95 et 97, 2 salles de bains, double vitrage, tél : 05 65 62 78 26.

RECHERCHE

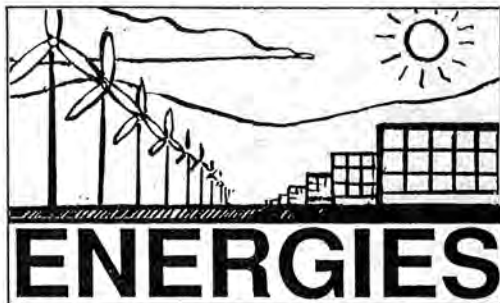
- L'association Plein le cul ! recherche des individu-e-s pour créer un lieu convivial de vie collective dans un site à définir. L'association s'intéresse aux auto-constructions peu coûteuses et aux énergies renouvelables (redéfinition de nos be-

soins), à l'auto-suffisance alimentaire (jardin bio, permaculture, cuisine sauvage, poules, vaches, chèvres), à la musique, à la réutilisation de l'eau de pluie, au troc et au partage. Elle aime aussi rire et faire la fête. Esprit athée et ouvert. Contact : *Franck Buendia, La Josselière, 41360 Euplasy.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



PETITES PHRASES

"Avec l'énergie perdue par les Etats-Unis dans les embouteillages, il est possible de faire fonctionner l'économie du Japon"

Arno Penzias, directeur scientifique des laboratoires Bell.

EOLIENNES ET MORT D'OISEAUX

Les pro-nucléaires n'ont rien trouvé de mieux pour critiquer les éoliennes que de dénoncer le massacre théorique des oiseaux. Une étude réalisée aux Pays-Bas remet les choses à leur place : les éoliennes tuent cent fois moins d'oiseaux que les lignes à haute tension, 150 fois moins que la chasse, 200 fois moins que le trafic routier. (source : Tam-Tam, juin 1997)

EOLIENNES : 20 000 MW EN L'AN 2000 ?

Le développement de l'énergie éolienne est actuellement de +20 % par an. 1200 MW ont été installés en 1996 et le cap des 5000 MW dans le monde a été dépassé. L'objectif de 20000 MW est prévu pour l'an 2000... ce qui représente déjà l'équivalent de 20 des 430 réacteurs nucléaires en fonctionnement dans le monde. L'éolien n'est plus une énergie marginale.

STOCKHOLM : 85 % D'ECONOMIE

En remplaçant l'ensemble des lampes des feux de circulation par les mêmes diodes que celles qui sont utilisées dans le "troisième feu" présent maintenant sur les voitures neuves pour le freinage, la ville de Stockholm a diminué de 85 % la consommation d'électricité de ce poste de consommation. De plus, les nouvelles lampes de 8 watts (contre 70 auparavant) ont une durée de vie 30 fois supérieure. (source : IAEEL, 4/96).

CRETE : PLUS GRANDE CENTRALE SOLAIRE AU MONDE

La campagne de Greenpeace a porté ses fruits (voir Silence n°214) : le gouvernement grec a annoncé avoir renoncé à construire une centrale thermique et a préféré passer un accord avec la compagnie américaine Enron Solar pour la construction d'une centrale solaire. Celle-ci sera fonctionnelle en 2003 et sera la plus importante au monde.

Elle bénéficie d'une aide de l'Europe à hauteur de 55 % de son prix qui s'élève à 100 millions de francs. Elle permettra de fournir l'électricité à 100 000 personnes.

PARIS : UNE EOLIENNE A LA VILLETTE

Le Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, au nord-est de Paris, reçoit 7 millions de visiteurs par an. Les nombreuses animations visibles sont financées conjointement par des industriels et les ministères concernés. En 1996, une maison solaire a vu le jour en démonstration après un concours d'architecture.

Le Comité d'Action Solaire cherche actuellement à réunir un budget de 3,5 millions de francs pour mettre en place sur le site une éolienne de 20 mètres de diamètre (de la taille de celles qui sont implantées à Dunkerque) avec autour une exposition sur les possibilités des éoliennes. Le courant produit ferait tourner un compteur visible du public et alimenterait pour (une faible) partie la Cité elle-même.

Le CAS cherche des industriels prêts à soutenir le dossier auprès des institutions concernées.

Pour en savoir plus : Yves Bruno Civel, CAS, 01 42 96 24 77.

MONTPELLIER : PRODUCTION DECENTRALISEE D'ELECTRICITE

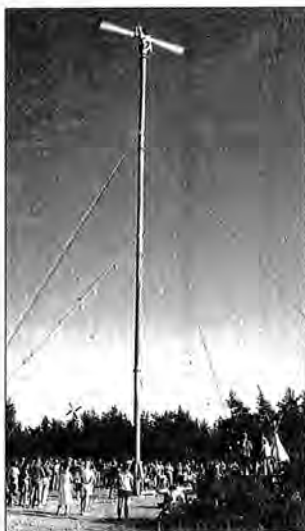
Le CLER, comité de liaison énergies renouvelables, organise à Montpellier, les 18 et

19 septembre, une formation sur la gestion et la production décentralisées d'électricité avec visite de sites éolien et photovoltaïque.

Renseignements et inscriptions : CLER, 28 rue Basfroi, 75011 Paris, tél : 01 46 59 04 44.

LARZAC : BILAN DE CUNEOLE

Depuis 1991, le centre d'accueil et de formation à la non-violence, le Cun du Larzac, s'est équipé d'une éolienne pour être autonome en électricité. Elle a franchi au printemps ses 10 000 kWh de production, l'heure d'un premier bilan. L'aérogénérateur de 5 kW, bridé à 2,5 kW produit du 380 volts stocké en 24 volts ensuite directement utilisé pour partie en continu pour l'éclairage du bâtiment d'accueil et des annexes (soit 40 néons et un réfrigérateur de 200 litres) et après transformation en



220 volts pour l'éclairage des habitations un peu plus éloignées (30 lampes basse consommation, 4 ordinateurs, 2 machines à laver, 2 télé et magnétoscopes, 3 chaînes audio, un standard téléphonique, une télécopie, une perceuse électrique, un robot ménager, un circulateur de chauffage central et une pompe électrique). Un groupe électrogène de secours au fuel a produit pendant ce temps 1750 kWh soit 15 % de la consommation.

Les problèmes ont porté sur les avaries d'un premier aérogénérateur défectueux mais encore sous garantie puis sur la nécessité de dériver le courant vers des convecteurs électriques quand les batteries sont pleines. Des mesures par écran minitel sur 7 jours permettent des campagnes de mesures précises qui ont été exploitées par l'ADEME, l'agence pour la maîtrise de l'environnement.

Sur le plan financier, le choix s'est avéré coûteux (une ligne électrique passe à proximité du centre, mais le choix de l'éolienne a été fait pour refuser d'avoir une électricité nucléaire). Le prix du kWh atteint près de 10 F l (EDF achète le courant aux éoliennes actuelles à 0,38 F le kWh par comparaison). Le souci d'économiser s'est alors traduit par une sérieuse autolimitation des besoins en électricité : les 4-5 familles présentes l'hiver et près de 15 familles l'été n'ont pas consommé au total plus qu'une famille moyenne avec trois enfants.

Sur le plan humain, savoir limiter sa consommation a des conséquences, ne pas disposer de beaucoup de puissance nécessite de faire attention à ne pas brancher trop d'appareils en même temps... L'absence de démarrage automatique du groupe électrogène lorsque les batteries sont trop vides a été source de soucis.

Le Cun du Larzac a publié une petite brochure faisant le bilan de son installation éolienne qu'on peut obtenir contre 20 F franco de port : Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33.

RAPPROCHEMENT SYNDICATS ÉCOLOGISTES

Nous assistons à une convergence croissante du mouvement syndical et des mouvements écologistes.

La question de l'énergie est une question clé à la fois sur le plan écologique et social. Il nous faut changer de modèle social, économique, mais aussi, bien sûr, de modèle énergétique. La première raison pour le faire est que, du point de vue environnemental, les modèles actuels ne sont pas soutenables.

à l'effet de serre et aux changements climatiques. Les conséquences d'un changement de climat ne sont pas seulement écologiques mais aussi et surtout sociales. Dans le monde, 70 % de la population habite le littoral. Des pays entiers risquent d'être submergés. Les changements climatiques influenceront sur les équilibres très fragiles qui conditionnent l'agriculture et qui peuvent changer rapidement. Or la production agricole passée a évolué sur des cen-

du Nord, riches, seront en meilleure situation pour faire face. Mais les pays du Sud se retrouveront dans une position difficile, voire catastrophique. Alors il faut modifier le modèle de production énergétique fondé sur le combustible fossile.

Il en va de même pour le nucléaire. Le nucléaire est un grand problème, pas seulement le militaire, mais aussi le civil. Et ce pour deux raisons. D'une part l'ampleur du risque. Il a déjà coûté au moins 10 000 vies humaines et a provoqué un désastre économique. Avec les seuls coûts économiques de Tchernobyl, on aurait pu remplacer toutes les centrales nucléaires actuelles par un autre modèle énergétique. Et il n'y a pas que Tchernobyl. Dans mon pays, on a fermé une centrale suite à un accident. Heureusement, il n'y a pas eu de conséquences humaines graves. Mais à l'Est comme à l'Ouest, personne ne peut être sûr avec les centrales nucléaires. Quels que soient les réacteurs utilisés, il reste un risque et ce risque, par nature, ne concerne pas seulement les populations des pays construisant des centrales nucléaires, comme la France. Le danger menace aussi la population des autres pays, même celle des pays où il a été décidé de renoncer à l'énergie nucléaire à cause du danger. On n'a pas le droit d'imposer ainsi un tel risque à tout le monde !

Deuxième problème, même s'il n'y a pas d'accident, même s'il n'y a pas de nouveau Tchernobyl, que va-t-on faire des déchets ? De ces déchets radioactifs qui pendant non pas des centaines, mais des milliers d'années resteront dangereux. Il n'existe pas de solution connue aux déchets nucléaires. Va-t-on laisser le problème aux générations futures ? Là encore, nous n'en avons pas le droit !

Dans mon syndicat, nous sommes convaincus que s'il faut chan-

Au moment où l'arrêt de Superphénix provoque un raidissement de la plupart des syndicats - à l'exception de SUD - il est intéressant de voir que ce n'est pas le cas partout. En Espagne, le rapprochement syndicats - écologistes a provoqué un rejet commun du nucléaire et la promotion des énergies renouvelables. C'est ce qu'est venu expliquer à Lyon, pendant le contre G7, en 1996, Joaquim Nieto, responsable écologie et environnement du syndicat CCOO, le deuxième en importance en Espagne.

L'actuel modèle se base fondamentalement sur deux ressources, le combustible fossile et l'énergie nucléaire. Les combustibles fossiles ne sont pas renouvelables et, finalement, s'épuiseront. Plus grave, ils contribuent

taines et des centaines d'années, se spécialisant en relation avec les sols, les eaux, le climat. Si le climat et le régime des eaux changent, la production agricole va devenir folle. Il y aura d'immenses problèmes sociaux. Les pays

ger de modèle énergétique, c'est aussi pour des raisons sociales, de justice sociale, d'égalité sociale. N'étant pas généralisable au monde entier, l'actuel modèle ne peut pas être égalitaire. Le monde entier ne peut tout simplement pas consommer la même quantité d'énergie qu'aux Etats-Unis, en Europe, dans les pays du G7. Pour des raisons environnementales, du fait des limites de la planète. Or, actuellement, 1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et il est nécessaire d'accroître leur consommation d'énergie. On doit, pour cela, changer de modèle. C'est une question essentielle pour un syndicat, car la raison d'être d'un syndicat, c'est bien de lutter pour une égalité sociale, c'est une dimension consubstantielle à la naissance et à l'existence d'un syndicat.

Définir l'alternative

Du double point de vue environnemental et social, nous sommes donc obligés de changer de modèle énergétique. Mais un autre modèle est-il possible ? Nous pensons que oui. Il s'agit là d'une question précise et pas d'affirmer par principe, que nous sommes contre tout le modèle socio-économique existant. Actuellement, nous n'avons pas une alternative sur tout ; mais on a des alternatives sur certaines choses. Nous sommes dans une étape où nous construisons des alternatives tant du point de vue théorique que du point de vue réel.

L'alternative énergétique est possible et ce sont les écologistes qui l'ont montré, cela fait déjà vingt ans. Il nous faut le reconnaître, nous les organisations syndicales, nous étions aveugles. Mais, quand nous avons commencé à aborder le problème, nous avons découvert que, véritablement un système alternatif existait. Dans mon pays, nous, syndicats, disons : il faut fermer le nucléaire (il existe 9 réacteurs nucléaires). Il faut stabiliser et réduire les émissions de gaz carbonique, les stabiliser en l'an 2000 et les réduire de 25 % en 2005. Pouvons-nous le faire et, en même temps, fournir l'énergie nécessaire à la population ? Nous avons fait l'effort d'étudier la question et nous avons pu constater qu'il est possible de fermer le nucléaire, de stabiliser et de réduire les émissions de combustibles fossiles et d'introduire un autre modèle énergétique à certaines conditions. Il s'agit d'un changement global de politique qui touche tant à l'offre qu'à la demande.

La première clé réside évidemment dans les économies d'énergie, c'est clair. C'est la première chose. De



Eoliennes sur les îles Canaries : au lieu de doubler la capacité de la centrale thermique existante sur la plus grande des îles, le gouvernement espagnol a misé sur le développement des éoliennes. En Galicie, au Nord du Portugal, la région a lancé un programme de 5000 MW en éolien... soit l'équivalent de la puissance des réacteurs de Gravelines en France.

plus, en tant que syndicat, nous avons aussi découvert que l'on génère plus d'emplois avec une politique d'économie d'énergie qu'en construisant de nouvelles centrales. Donc, pour commencer, une politique agissant sur la demande, afin de la réduire, et, ensuite, le développement des énergies renouvelables. Nous avons un très bon soleil et un énorme potentiel éolien. Nos syndicats possèdent un centre de vacances qui fonctionne avec de l'énergie renouvelable, avec une éolienne. Il y a de grandes possibilités techniques, aujourd'hui, pour accroître l'utilisation et la rentabilité des énergies renouvelables : éolienne, solaire thermique, solaire photovoltaïque, cogénération... Nous sommes convaincus que c'est possible et on s'est mis à y travailler avec la même force que celle avec laquelle nous dénonçons le nucléaire et avec laquelle nous soulevons la question de l'effet de serre. Nous avons établi différentes planifications et des programmes de travail, en collaborant avec les écologistes. Nous nous sommes adressés à l'Union Générale des Travailleurs, l'autre grande confédération syndicale dans mon pays. Nous collaborons avec AEDENAT, une organisation d'écologistes qui a beaucoup travaillé sur le terrain de l'énergie. Nous avons engagé différents programmes, concernant les différents types d'énergies, ainsi que la recherche et l'investissement.

Nous nous sommes, après, tournés vers l'administration. Nous l'avons obligée à participer à ces programmes. Nous essayons maintenant d'impliquer les entreprises, pour les obliger à changer leur modèle énergétique. Nous engageons là une expérience prolongée,

car une telle question, comme bien des questions écologiques, ne peut se traiter en quelques jours ! Un véritable changement de modèle énergétique exige des dizaines d'années pour se réaliser. On commence à y travailler.

Réduire les dépendances

Rappelons, en conclusion, que tout cela est important tant du point de vue écologiste (la possibilité d'un développement différent, soutenable) que du point de vue social, du point de vue de l'emploi notamment. Pourquoi est-ce si important du point de vue social ? Parce que la question de la dépendance énergétique est essentielle pour tous les pays, soit la dépendance vis-à-vis des ressources primaires, soit la dépendance technologique. Or, les énergies renouvelables sont des technologies moyennes. Elles permettent une autonomie technologique pour le pays et, aussi, un meilleur développement local. Elles doivent en effet être captées *in situ* et être traitées sur place. Le vent, il faut le prendre là où il est. Dans le cadre d'une économie globale, cela permet de protéger naturellement les activités locales, l'économie locale, et bien entendu les emplois locaux.

Dans le domaine de l'énergie, la rencontre est possible entre les exigences de l'écologie et du social, de l'emploi, du développement local. Nous essayons de le rendre possible.

Joaquín Sainz NIETO

Responsable du département
écologie et environnement
des Commissions Ouvrières.



PETITES PHRASES

"Je n'ai jamais eu autant de mal à faire une émission, excepté celle sur la scientologie, et je n'ai pas l'intention de me laisser emmerder par des petits merdeux de technocrates qui, au vu des explications tordues qu'ils avaient fournies sur le plateau, prennent vraiment les gens pour des cons"

Jean-Marie Cavada, après son émission "La marche du Siècle" du 18 juin consacrée à la sécurité nucléaire, cité dans le Canard Enchaîné du 2 juillet 1997.

PLUTONIUM DANS LES DENTS

Lorsque l'industrie nucléaire s'est mise en branle après la guerre, cela devait être une énergie propre. Seulement à partir de l'uranium, on produit du plutonium que l'on récupère dans les usines de retraitement pour ensuite fai-

re des bombes, des surgénérateurs et depuis peu du combustible mixte appelé MOX. A l'époque, les connaissances sur le plutonium concluaient déjà à son extrême toxicité. Alors promis, jamais une trace de plutonium ne sortira des installations.

La revue britannique "Science of The Total Environment Journal" d'août 1997 vient de publier les résultats d'une étude portant sur l'analyse de 3300 dents de lait provenant d'enfants du Royaume-Uni et d'Irlande. Or il s'avère que ces dents sont toutes contaminées au plutonium ! Bien sûr, la contamination est faible : 3 à 7 millibecquerels par kilogramme, mais rappelons nous qu'avec le plutonium cela se joue en millièmes de gramme. L'étude montre qu'il y a une corrélation directe entre les niveaux de contamination et la distance à l'usine de Sellafield, l'équivalent de La Hague en Grande-Bretagne.

Pour que du plutonium apparaisse ainsi dans les dents, il faut qu'il ait été inhalé, filtré dans la circulation sanguine avant de se déposer dans les os et les dents.

Greenpeace a immédiatement rappelé qu'une première alerte de ce genre avait été constatée dans les années 50 à la suite des essais nucléaires à l'air libre ce qui avait conduit en 1963 à leur interdiction. L'association demande donc que l'usine de Sellafield soit arrêtée immédiatement et demande que la même étude soit menée autour de l'usine française de La Hague.

Greenpeace, 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

TCHERNOBYL EN FRANCE

La CRIL-Rad, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, vient de publier un dépliant qui réactualise les données connues aujourd'hui sur les retombées de Tchernobyl, onze ans après l'accident. On peut l'obtenir contre un don auprès de : CRIL-Rad, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

GITE NUCLEAIRE

Un de nos lecteurs en train de retaper une maison pour ouvrir un gîte s'est adressé tout naturellement à la Fédération des Gîtes de France. Celle-ci donne alors un manuel du gîte qui précise les conditions de sécurité pour accueillir du public. Concernant le chauffage, elle conseille le chauffage électrique... qui est le moyen le plus sûr selon elle ! Et elle renvoie à EDF pour connaître les aides dont peuvent bénéficier les futurs payeurs des factures ruineuses qui suivront. La même brochure déconseille les foyers fermés au bois ("les pompiers peuvent être réticents"), quant à l'installation de panneaux solaires, cela serait incompatible avec la restauration d'anciens bâtiments. De là à penser qu'EDF finance la brochure... cela n'aurait rien d'étonnant. Maintenant pour ceux qui veulent choisir une solution solaire, vous pouvez contacter l'association Phébus dont le siège social est précisément un gîte rural qui accueille des classes vertes et qui n'est pas branché sur EDF... mais dont les capteurs sont placés dans le champ d'à côté et non sur la maison : Phébus, Les Nioules, 69170 Les Sauvages, tél : 04 74 89 60 26.

GOLFECH : TERRAIN MILITAIRE

Du 8 au 11 mai 1996, André Crouzet, Pierre Kung et Benoit Potel ont occupé une tour de refroidissement de la centrale nucléaire de Golfech, vers Agen. Ils demandaient l'ouverture d'un débat public sur la nécessité du nucléaire. Inculpés pour "violation de domicile", ce n'est que le 6 février dernier, lorsqu'ils ont comparu devant un juge d'instruction que François Roux, leur avocat, a pu prendre connaissance du dossier. L'inculpation réelle s'avère être d'"avoir pénétré sans autorisation sur un terrain classé défense". Tiens donc, on croyait le nucléaire plus civil ! Normalement, le procès devrait se dérouler d'ici la fin de l'année. Si vous aussi vous estimez qu'il est nécessaire d'ouvrir le débat sur l'utilité du nucléaire, le comité Stop-Golfech vous propose de leur envoyer une lettre dans laquelle vous vous déclarez solidaire des trois inculpés et dans laquelle vous demandez un débat sur le nucléaire. Vous retournez alors votre lettre (si possible avec un chèque de soutien à l'ordre de VSDNG) à : Stop-Golfech, 108 Bd de la liberté, Impasse Darnalt, 47000 Agen.

ARIEGE : NON A LA LIGNE HAUTE TENSION

Un projet de ligne à très haute tension doit passer par la vallée du Salat pour exporter de l'électricité excédentaire vers l'Espagne. Une association s'est mise en place et une pétition circule contre le projet. Contact : Association anti-THT du Couserans, 1 avenue du Cardié, 09000 Foix, tél : 05 61 02 86 04.

CAEN : L'ACRO DEMENAGE

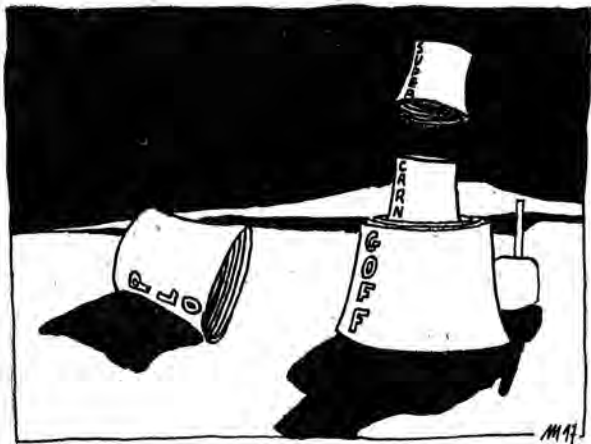
Le laboratoire indépendant de l'ACRO, association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, vient de déménager. Nouvelle adresse : ACRO, 138 rue de l'Eglise, 14200 Herouville Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34.

LIMOUSIN : REFUS DES DECHETS

Le 20 décembre 1995, le Préfet de la Haute-Vienne auto-

LE CARNET : 3 F DE DEFICIT

Les organisateurs du rassemblement du 1er juin au Carnet contre l'éventuel projet de réacteur nucléaire ont un léger déficit : environ 3 F par manifestant. Ce n'est évidemment pas beaucoup, mais malheureusement, il y avait entre 20 et 25000 manifestants... ce qui fait au total un assez gros trou (452 000 F de dépenses pour 383 000 F de recettes). Pour préparer de nouvelles aventures, il est donc urgent que chacun d'entre nous, ayant participé ou non à la manif, envoie un billet de 3 F aux organisateurs (faute de billet de 3 F, vous pouvez envoyer un autre billet) : FAN 44, 76 rue Jean Jaurès, 44600 Saint-Nazaire, tél : 02 40 01 95 82.



risait le stockage de 200 000 tonnes de déchets d'uranium appauvri sur le site de la Cogema à Bessines/Gartempe. Et ceci malgré l'avis défavorable du conseil général, du conseil régional, de 11 554 citoyens pendant l'enquête publique, du commissaire-enquêteur et de nombreux conseils municipaux (Limoges, Eymoutiers...). Aujourd'hui, le CLADE, coordination limousine anti-déchets, demande au nouveau gouvernement de respecter ces avis défavorables et donc d'annuler l'autorisation. CLADE, CPL, 37 rue de la Boucherie, 87000 Limoges.

VERDON : NON A LA LIGNE A HAUTE TENSION

Le projet de faire passer une ligne à haute tension dans le site protégé des gorges du Verdon soulève de vives oppositions, mais plutôt qu'étudier si la solution est de passer ailleurs ou non, le Mouvement écologiste indépendant a lancé un pétition demandant que l'on étudie l'utilité même de la ligne et de mettre en place une politique de maîtrise de l'énergie la rendant superflue.

MEI, Laure Greuet, 58 Grand Rue, 06140 Tourrettes-sur-Loup, tél : 04 93 59 34 03.

MARCOULE : CONTRE L'ENFOUSSEMENT DES DECHETS

Le collectif Stop-Mélox a lancé une pétition demandant le stockage en surface des déchets radioactifs et dénonçant le projet d'enfouissement dans le Gard. On peut se procurer la pétition à Collectif Stop-Mox/Mélox, Les Dessus de St-Hilaire, 84560 Ménerbes, tél : 04 90 75 85 44.

MOX : MORATOIRE JUSQU'EN 2010 ?

L'accord Verts-PS parlait bien d'un moratoire sur le combustible mixte uranium-plutonium appelé MOX, mais depuis pas de nouvelles... en attendant l'usine MELOX près de Marcoule et celle de Cadarache continuent à fabriquer ce dangereux et coûteux combustible. Le collectif Stop-Mélox qui vient de fêter ses dix ans d'existence, lance donc un appel pour que le maximum de personnes les rejoignent et appuient leur demande au gouvernement. Contact : Stop Mélox, Marc Faivet, Quartier Saint-Hilaire, 84560 Ménerbes.

LA HAGUE : BATAILLE GENERALE

Le changement de gouvernement a déjà provoqué de nombreux remous autour de l'usine de retraitement des déchets de La Hague, dans la Manche. Début juin, Bernard Kouchner, nouveau secrétaire d'état à la santé, a demandé à l'OPRI, office de protection contre les rayonnements ionisants, un bilan d'ensemble de la contamination radioactive autour de La Hague, ce que lui avait déjà demandé Corinne Lepage juste avant son départ. Dominique Voynet a réclamé des financements au gouvernement pour une campagne de mesures indépendantes de la Cogéma et de l'OPRI afin de vérifier les données de chacun.

Au niveau européen, une proposition émanant de la Belgique, du Danemark, de l'Islande, de l'Irlande et de la Norvège demande à l'Union Européenne de réduire continuellement les rejets, les émissions et les pertes de substances radioactives avec pour but ultime des concentrations proche des teneurs ambiantes pour les substances radioactives naturelles et proche de zéro pour les substances radioactives artificielles. Le 16 mai dernier, l'ancien gouvernement Juppé a tout fait pour bloquer cette demande, ce qui a provoqué le lancement d'une campagne de Greenpeace pour dénoncer les rejets et les pollutions radioactives autour du site de La Hague. Le "Rainbow C" est arrivé au large de La Hague, le 13 juin pour une campagne de mesures.

Le bateau s'est installé face à la plage des Moulins, là où une conduite amène au large les effluents liquides en provenance de l'usine. Des mesures effectuées à la sortie de ce tuyau montre des taux de radioactivité plusieurs millions de fois supérieurs aux rejets autorisés. Ce que conteste la Cogema, propriétaire de l'usine, qui affirme que faire des mesures à la sortie du tuyau serait comme "mesurer la pollution de l'air dans un tuyau de gaz d'échappement". Selon Greenpeace,



les sédiments autour du tuyau représentent un véritable dépotier de déchets radioactifs en totale contradiction avec les affirmations de la Cogéma qui maintient que les effluents liquides se dispersent dans l'eau. Or le déversement de déchets solides en mer est interdit depuis les années 80. Greenpeace affirme que si une telle concentration de déchets avait été trouvée dans un laboratoire, des mesures de décontamination auraient tout de suite été interdites entreprises. Mais là, à 2 km de la plage et à 27 mètres de profondeur, quel service de contrôle va aller y faire des mesures ? Greenpeace l'a fait.

L'usine de La Hague rejette chaque année 230 millions de litres de déchets radioactifs en mer. De nombreux déchets proviennent d'autres pays (Allemagne, Japon, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Suède, Espagne...). Greenpeace demande donc que ces différents pays cessent d'envoyer leur déchets à La Hague et qu'ils mettent au point un stockage des déchets dans leur pays avec le minimum de transports et de manipulation.

La Cogéma qui est une filiale de CEA, commissariat à l'énergie atomique, qui lui-même est sous contrôle du ministère de la Défense, a manifestement paniqué : pour empêcher Greenpeace de poursuivre ses mesures, elle n'a pas hésité à utiliser la manière forte : le 15 juin au matin, un commando de plongeurs armés est intervenu pour voler le

matériel de mesures. Greenpeace a alors réinstallé du matériel qui a de nouveau été dérobé dans la nuit du 16 au 17 juin. Greenpeace a porté plainte pour vol en bande organisée.

Il semblerait que les débats sur le nucléaire soient particulièrement chauds à Matignon et qu'un arrangement ait été conclu avec les Verts du ministère de l'environnement : on arrête Superphénix mais pendant ce temps, on ne parle plus de La Hague.

Les Verts de la Manche ne sont pas du tout

contents quand les journaux titrent : "Dominique Voynet, non à Superphénix, oui à la Hague" ou encore "Voynet réhabilite la Hague". En effet, fin juillet, Dominique Voynet a apporté son soutien aux déclarations de l'OPRI qui annonce que les mesures faites par la CRI-Rad pour Greenpeace ne sont pas significatives et que la pollution est insensible à quelques mètres du tuyau des rejets de l'usine. Elle couvre ainsi l'idée que la radioactivité "se dilue" et par on ne sait quelle magie, disparaîtrait ! Le rêve de tous nos technocrates. Les concentrations dans les algues, les coquillages et les poissons nous rappelleront que rien ne se perd, tout se transforme.

Greenpeace en faisant ses analyses en Allemagne a au moins réussi une percée médiatique dans ce pays : les journalistes allemands se sont enfin souvenus que l'Allemagne avait un peu trop pris l'habitude de se débarrasser de sa pollution en l'exportant chez les voisins. Le 27 juin, le Ministère de l'Environnement déclare "qu'il n'y a pas d'éléments permettant de confirmer une élévation anormale du nombre de leucémies dans la population du Nord Cotentin" (...) mais il faut "rester vigilants, compte tenu des résultats des travaux du professeur Viel". Langue de bois : les travaux de Viel disent justement qu'il y a une hausse des leucémies.

Contact : Greenpeace, 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

VITE, SORTIR DU NUCLEAIRE !

EN DEUX ANS, C'EST POSSIBLE !

Roger et Bella Belbéoch, scientifiques du GSIEN, groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, viennent de publier une étude qui montre clairement qu'il est possible d'ors et déjà d'arrêter 70 % de nos réacteurs nucléaires quasiment du jour au lendemain (1). Les auteurs connaissent malheureusement assez mal les énergies renouvelables et se livrent à un dénigrement de celles-ci qui n'est pas satisfaisant. Par contre, ils ont tout à fait raison quand ils prônent l'usage du thermique dans une phase provisoire, les pollutions de l'atmosphère étant réversibles, ce qui n'est le

(près de Poitiers) et libérer le terrain prévu au Carnet (près de Nantes).

Ensuite, l'autoconsommation (principalement la Hague et l'usine d'enrichissement de Pierrelatte) représente 7 à 8 % de la consommation soit encore 5 réacteurs de 900 MW.

Réutilisation provisoire des réacteurs thermiques

Il est possible provisoirement d'utiliser au mieux les centrales thermiques existantes après les avoir mises aux normes pour les émissions atmosphériques (ce qui nécessite quelques mois de chantier). Actuellement, ces

burants. De plus, l'émission de ces gaz est réversible : le principal, le gaz carbonique, est assimilable par les plantes et une campagne de reboisement peut compenser en partie le phénomène. Par contre, la production de déchets radioactifs est irréversible. Un accident nucléaire est irréversible.

Ainsi, ces mesures permettent déjà de supprimer 70 % du parc nucléaire du jour au lendemain sans avoir recours aux énergies renouvelables ni aux économies d'énergies. L'étude des époux Belbeoch s'arrête là. Essayons de compléter.

Economie dans l'habitat : 7 réacteurs

Dans le cadre d'un programme "drôme", l'ADEME a effectué pendant une année un suivi de la consommation de la facture électrique de logements représentatifs du département. La deuxième année, l'ADEME a procédé au changement de tous les appareils électriques en offrant à chaque fois aux utilisateurs l'équivalent le plus économique sur le marché français. (voir tableau). Résultat moyen : une économie de 40 % de la facture électrique. Sachant que la consommation individuelle représente un tiers de l'électricité, soit 18 réacteurs, si on procédait de même sur tout le territoire, cela permettrait d'économiser l'équivalent de 7 réacteurs nucléaires. Une aide de type "jupette" pourrait inciter à faire ce remplacement en incitant à acheter le plus économique. De même, des normes plus sévères peuvent pousser les fabricants à faire encore mieux (3). Le temps de renouvellement des appareils donne le temps nécessaire à arrêter ces 7 réacteurs supplémentaires.

	Avant	Après	Economie
Réfrigérateur	792 F	250 F	69 %
TV + magnéto + périf.	416 F	173 F	59 %
Lumière	350 F	95 F	73 %
Sèche-linge	285 F	243 F	15 %
Lave-linge	199 F	146 F	27 %
Lave-vaisselle	221 F	221 F	0 %
Chaudière (régulation)	225 F	75 F	66 %
Divers	495 F	438 F	12 %
Total	2983 F	1641 F	45 %

Différents scénarios de sortie du nucléaire existent... mais la plupart s'appuient sur des considérations financières qui nous semblent inacceptables. Afin d'éviter un accident nucléaire toujours possible et l'accumulation des déchets nucléaires, le seul critère à retenir est celui-ci : il faut stopper le nucléaire le plus vite possible.

cas ni des déchets, ni des accidents. Voyons comment supprimer les 56 réacteurs actuellement en fonctionnement.

15 réacteurs pour rien !

L'étude de Roger et Bella Belbéoch rappelle qu'actuellement, 20 % de la production des centrales nucléaires françaises sert à l'exportation (2). On peut donc supprimer une dizaine de réacteurs immédiatement en laissant le soin à nos voisins européens de développer leur propres sources d'énergie. On peut ne peut démarrer Civaux

centrales ne fonctionnent qu'à 17,5 % de leur capacité : elles servent de secours lorsque le parc nucléaire ne peut satisfaire à une pointe de consommation.

Certains hurleront en disant que les émissions de gaz vont augmenter les problèmes liés à l'effet de serre. C'est parfaitement exact. Mais il est possible de compenser cette hausse de la pollution atmosphérique d'une manière simple : en provoquant une augmentation notable du prix des car-

(1) On peut se procurer cette étude en la commandant à Stop-Nogent, c/o Nature & Progrès, 49 rue Raspail 93100 Montreuil, tél : 01 42 93 96 25 contre 10 F (+8 F de port) ou 80 F les 10 (franco de port).

(2) Le rapport annuel de la Fédération professionnelle des producteurs et distributeurs d'électricité de Belgique donne les chiffres réels des exportations d'EDF. En 1995, ces exportations ont atteint 70 000 GWh principalement vers la Grande-Bretagne et l'Italie et cela représente 19 % de la production totale.

(3) Rappelons que les frigos Gram dont nous

Effacité énergétique dans l'industrie

L'industrie et les transports représentent les 2/3 de l'utilisation de l'électricité. De gros efforts d'économie ont déjà été faits dans ces secteurs. L'installation d'unités de cogénération au gaz peuvent se substituer au réseau électrique dans certains cas où l'on a besoin de chaleur et d'électricité en même temps (les hôpitaux par exemple).

A long terme, l'électricité d'origine hydraulique doit être réservée à l'industrie (haut voltage) et être complétée par des centrales en cogénération (production couplée de chaleur et d'électricité) qui peuvent être alimentées dans un premier temps au gaz puis par la suite par des produits issus de la biomasse. La question de la surface ne se pose pas : les friches industrielles sont largement suffisantes pour installer ces nouvelles centrales.

Le recours aux énergies renouvelables

Roger et Bella Belbeoch (page 26) insistent sur le nombre considérable d'éoliennes qu'il faudrait pour remplacer les centrales nucléaires. Ainsi, le remplacement des réacteurs de Gravelines (6 réacteurs de 900 MW) nécessiterait, selon leurs calculs, l'installation de 48 000 éoliennes de 300 kW équivalentes aux 9 installées à Dunkerque, en tenant compte des résultats actuels de production. Cela représenterait donc un alignement de l'ordre de 12 000 km de long, ce qui peut sembler énorme... mais il faut savoir que l'emprise au sol n'est que de quelques mètres de large : à peine plus que celle d'une haie et que l'on a détruit plusieurs centaines de milliers de kilomètres de haies par le remembrement depuis une cinquantaine d'années (4). Les Américains l'ont bien compris qui après avoir installé les éoliennes dans les déserts, les installent maintenant dans les régions agricoles où elles remplacent les haies arrachées dans les années 20 : en freinant le vent, elles permettent de diminuer considérablement l'érosion des sols.

Dans les faits, il existe aujourd'hui des éoliennes plus importantes de 2 MW qui peuvent suffire à alimenter en électricité des villages isolés de l'ordre de 2500 à 3000 personnes. Donc les éoliennes peuvent être utilisées en milieu rural à raison d'une éolienne par gros village ou groupes de villages. Avantage : les lignes électriques sont limitées au village.

Le temps de construction d'une éolienne est de 6 à 9 mois après une campagne de mesure des vents qui, elle, doit durer un an. De nombreuses zones ventées sont aujourd'hui cartographiées et seul EDF freine le développement des centrales éoliennes (5).



Superphénix : après l'annonce le 19 juin de l'arrêt de Superphénix, les opposants sont restés méfiants et l'opération "Fleurs de la vie" a été maintenue. Le 31 août et 1er août, une soixantaine de personnes ont jeûné pendant 48 heures devant la centrale et ont dû endurer le bruit d'une énorme sono de la CGT énonçant dans un message en boucle tous les bienfaits de Superphénix. Le 2 juillet, un millier d'antinucléaires se sont retrouvés sur place où un logo "nucléaire non merci" a été réalisé avec plusieurs milliers de fleurs. Puis une manifestation s'est rendue à Faverges pour inaugurer une stèle à la mémoire de Vital Michalon. Marie-Hélène Aubert, députée verte, ici au micro, a lu un message de soutien de Dominique Voynet. On peut reconnaître à sa droite Théodore Monod et Vincent Jacques Le Seigneur (représentant le Ministère de l'environnement). Manifestation émouvante qui, comme l'annonçait une banderole doit marquer "le premier pas vers la sortie du nucléaire".

Les éoliennes ne sont que rarement adaptées à la consommation des milieux urbains où le solaire devrait mieux faire l'affaire.

Le solaire prend moins de place que les barrages

Pour remplacer une centrale nucléaire par des panneaux photovoltaïques, il faut effectivement d'énormes surfaces de capteurs, mais une étude de la Banque Mondiale chiffre que cette surface est inférieure à celle qu'occupe les lacs des barrages. De plus, rien n'oblige à mettre les capteurs au sol. Au Japon, pays dense par excellence, la solution a été de mettre au point des tuiles solaires qui progressivement pourraient remplacer les toitures habituelles (ces tuiles sont toujours introuvables en France). Globalement, en supposant que l'on supprime le chauffage électrique (remplacé par de l'isolation, du solaire passif et des compléments bois ou gaz), il est largement possible d'alimenter une ville en électricité, en utilisant uniquement les toits.

Sortie complète et rapide

Différents scénarios ont été popularisés par les médias. Les plus connus sont Noé (de Benjamin Dessus) qui se place dans une optique libérale de fin d'utilisation des réacteurs existants (sortie entre 25 ans et 40 ans !) et l'un des scénarios Détente de l'Inestène

commandé par le Ministère de l'environnement (sortie en 20-25 ans). Mais le même Institut l'Inestène, a réalisé en 1986 pour les Verts un scénario Détente "rapide" qui prévoit une sortie en 7 ans sans recours au thermique. Ce dernier scénario n'est malheureusement pas médiatisé.

Le meilleur scénario est donc d'adopter les propositions des Belbeoch : **70 % du nucléaire en moins tout de suite** grâce au retour du thermique, puis le lancement d'un grand programme d'économie d'énergie et d'énergies renouvelables qui permette dans les **deux ans** (6) de finir de stopper le nucléaire puis dans les cinq ans qui suivent d'arrêter les centrales thermiques pour recoller au scénario Détente.

Sachant que le gouvernement cherche à créer 700 000 emplois utiles, sachant que le directeur de l'Inestène, Pierre Radane, est aujourd'hui co-directeur de cabinet de Dominique Voynet, peut-on espérer du Ministère de l'Environnement un large programme de sortie rapide du nucléaire ?

Les tergiversations sur la fermeture de Superphénix, le discours plus que compromettant sur la Hague (7) montre que Dominique Voynet ne peut rien faire sans un large mouvement antinucléaire présent sur le terrain pour appuyer un tel scénario.

Michel BERNARD

avons parlé de nombreuses fois dans Silence et qui économisait 70 % d'électricité, ont cessé d'être commercialisés par manque de demandes !

(4) Selon une étude de l'IFN citée par le livre "Arbres des champs", le rythme actuel de destruction des haies est en France de 45 000 km²/an et il en reste actuellement environ 700 000 km. En plaçant les éoliennes dans les haies, il y a donc largement de quoi produire l'électricité nécessaire au remplacement du nucléaire.

(5) Dans le cadre d'Eole 2005, un premier choix a été fait par le comité de sélection, piloté par EDF, concernant les premières centrales éoliennes. 4 sites (Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon et Guadeloupe) devraient totaliser 13 MW éoliens de plus d'ici 1999. Le cahier des charges prévoyait un prix de rachat par EDF de l'électricité à 0,38 F/kWh ce qui est assez bas. Malgré cela, 40 dossiers avaient été déposés. D'autres sites devraient voir le jour à un rythme de plus en plus rapide pour atteindre entre 250 et 500 MW d'ici 2005... ce qui reste extrêmement faible face au développement des pays voisins.

(6) Deux ans, c'est aussi la durée de vie moyenne d'un ministre de l'environnement.

(7) Dominique Voynet a affirmé que les mesures faites par le ministère de la Santé pour contrecarrer Greenpeace était correctes, ce qui fait titrer à la presse locale "Superphénix, non, La Hague, oui". Les Verts locaux le sont de rage.



ENVIRONNEMENT

PILES : LA FRANCE CONDAMNÉE

Début juillet, la France a été condamnée par la Cour Européenne pour non application de la directive de 1991 sur l'obligation de récupérer les piles contenant des substances dangereuses. Elle dispose d'un an pour mettre en place une collecte efficace puis devra payer 150 000 Ecus par jour de retard.

Actuellement, 600 millions de piles bouton sont vendues chaque année, ainsi que 40 000 tonnes de piles traditionnelles. Seules deux usines : Tredl de la Générale des Eaux, dans l'Ain, et Duclos Environnement à Septemes, dans les Bouches-du-Rhône, peuvent faire ce recyclage. Une troisième EuroDieuze Industrie vient de démarrer en Lorraine. La première a une capacité de 400 tonnes par an, la deuxième 230 tonnes par an, la troisième 3500 tonnes par an... cette dernière collectant dans les autres pays européens, la France ne dispose donc pour l'instant que d'une capacité de recyclage d'environ 5%.

Une politique cohérente devrait donc prévoir des lieux de collecte dans les communes mais également une campagne d'information pour limiter l'usage des piles :

non seulement celles-ci ne seront jamais totalement recyclées et continueront donc à disperser des métaux lourds dans la nature (mercure, cadmium, plomb...) mais, en plus, c'est un gouffre à énergie : il faut 50 fois plus d'énergie pour fabriquer une pile qu'elle n'en restitue à son usage : mieux vaut, et de loin, les chargeurs branchés au secteur.

BOIS TROPICAL ET PARIS 2000

Dans le cadre de la célébration de l'an 2000, la mairie de Paris a dans ses cartons la création d'une "Tour de la terre" de 200 m de haut dont l'ossature serait entièrement en bois et où seraient utilisées cinquante espèces de bois différents, dix de chaque continent. Cette initiative suggérée par le CTBA, centre technique du bois et de l'ameublement, est présidée par Yves Mourousi qui l'a présentée à la mairie le 15 juin dernier. Au sommet de la tour, une salle doit permettre d'accueillir un millier de personnes. Robin des Bois proteste contre cette promotion indirecte des bois tropicaux nécessairement présents dans les 50 espèces et redoute que cet hommage "technologique" ne vienne

renforcer le pillage et l'éthnocide des pays concernés. Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36.

ESSONNE : JE VEUX RECYCLER MES DECHETS

Le groupe Essonne Nature Environnement diffuse un autocollant demandant le recyclage des déchets, dessiné par Christian Binet, célèbre dessinateur des Bidochon en vedette sur l'autocollant. On le demande à : ENE, Domaine de Chamarande, 12 route de Lardy, 91730 Chamarande, tél : 01 60 82 22 83.



AUVERGNE : GISCARDOSCOPE EN SURSIS

Depuis deux ans, Giscard essaie de faire passer en force son centre sur le volcanisme au sein du parc naturel régional des Volcans (voir Silence n°217). Le 9 juin dernier, Giscard a dû reconnaître devant les journalistes qu'il n'avait obtenu ni le fi-

Le 17 juillet, Dominique Voynet a annoncé que son Ministère procédait à la saisine de ce projet, c'est-à-dire qu'elle engageait une vérification de la légalité du projet. Malgré cela, le Préfet, le même jour accordait le permis de construire ! Giscardien convaincu, le Préfet s'est mis de lui-même hors-la-loi. Les associations ont immédiatement attaqué sa décision au Tribunal administratif.

Comité de liaison pour la sauvegarde des volcans d'Auvergne, 19 rue Chabrol, 63200 Riom, tél : 04 73 63 09 75.

ELEPHANTS EN DANGER

La 10e conférence plénière de la convention de Washington, sous les pressions principalement du Japon et de l'Afrique du Sud a décidé, mi-juin, d'autoriser la vente des stocks d'ivoire confisqués aux contrebandiers par les pays africains depuis l'interdiction de ce commerce. Les douaniers de plusieurs pays ont soulagé en vain qu'il serait impossible de connaître l'origine de l'ivoire et que c'était donc ouvrir la porte à de nouveaux massacres. Ils ont également soulagé que cet-

CLIMAT : D'ECHECS EN ECHECS

Cinq ans après le Sommet de la Terre à Rio, une nouvelle réunion s'est tenue mi-juin au siège de l'ONU à New York. Avec moitié moins de chefs d'Etat représentés, il n'a pas été possible de rédiger une déclaration finale, les USA refusant tout engagement de leur part autre que des intentions. Il y a cinq ans, Silence titrait son éditorial "Un sommet pour rien". Maintenant c'est officiel.

Une nouvelle réunion de préparation du prochain sommet sur le climat à Tokyo, s'est achevée le 7 août à Bonn sur le même constat d'échec.

Le nouveau gouvernement français a levé un certain nombre d'obstacles qui empêchaient auparavant l'Union Européenne d'avancer sur le dossier et l'Europe pourrait se fixer d'elle-même les objectifs suivants : maintenir les émissions en l'an 2000 au niveau de 1990 puis baisser de 7,5% d'ici 2010... ce qui est encore loin d'être suffisant.

La position intransigeante des Etats-Unis bloque toute décision. Le gouvernement Clinton ne fait que proposer des mesures annexes refusant le seul moyen efficace : la fixation de quotas concernant les émissions de gaz à effet de serre. Les Etats-Unis ne veulent avoir aucune contrainte chiffrée ou datée et ont le soutien du Canada et de l'Australie, pays eux-aussi grands consommateurs d'énergie. Contact : Réseau Action Climat - France, c/o 4D, 7 Impasse Charles Petit, 75011 Paris, tél : 01 44 64 99 64.

te vente permettrait surtout de servir de monnaie d'échange contre des ventes d'armes qui ne feront qu'aggraver les conflits déjà nombreux en Afrique.

MENOPAUSE : REMEDE DE CHEVAL !

Pour fabriquer le médicament Premarin qui soigne les troubles liés à la ménopause, il est utilisé un composé que l'on ne trouve que dans l'urine de juments gestantes. Pour fournir la société pharmaceutique, 75 000 juments sont inséminées, puis maintenues confinées dans des box pendant la gestation. Les poulains sont envoyés en boucherie dès la naissance et une nouvelle insémination est effectuée. Pour demander l'arrêt de cette méthode cruelle, une pétition circule que l'on peut demander à : **AQUALIS, 12 rue du Fief, 92100 Boulogne.**

POUR LES MANIFS DE CHASSEURS

L'association "Les Exclus sauvages" se félicite de la tenue de manifestations des chasseurs en ville (pour l'occasion contre les loups dans le Mercantour). Elle leur demande même de faire des manifs tous les jours car au moins, pendant ce temps, ils ne sont pas dans la nature, à emmerder la faune sauvage. **Les Exclus Sauvages, 7 bis, rue Beaumont, 06300 Nice.**

CONTRE L'ELEVAGE EN BATTERIE

L'association PMAF, "Protection mondiale des animaux

POUR DES RUES LIBEREES

Le Regroupement pour une ville sans voiture de Lyon, la Maison de l'Ecologie de Lyon, le collectif DARLY (se déplacer autrement dans la région lyonnaise), le groupe local de Chiche ! (jeunes écologistes) avec le soutien de l'association européenne EYFA (European Youth for Action) organisent une semaine de séminaire à Lyon du 26 octobre au 1er novembre sur le thème "pour des rues libérées". Au programme : débats sur des villes sans voitures, présentation d'autres réunions internationales antérieures, comparaison entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, mise en commun d'expériences (reclaim the streets, repas de quartier, manifs à vélo...), analyse des dysfonctionnements des pistes cyclables en ville, moyens d'intervention au niveau juridique, actions non-violentes, rencontre avec des universitaires, mise en place d'un réseau européen pour échanger les informations. La semaine se terminera le samedi 1er novembre par la participation à la manifestation mensuelle du Regroupement pour une ville sans Voitures. Programme complet : *Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 29 82.*

de ferme", l'OABA, œuvre d'assistance aux animaux d'abattoir, et la SPA, société protectrice des animaux, font circuler une pétition "pour un élevage de qualité dans la dignité" qui demande de repenser l'élevage pour aller vers le moins de souffrance possible : refus des élevages avec des animaux entravés, libre relation entre le veau et sa mère, libre vagabondage des porcs...

- PMAF, 4 rue Maurice Barrès, 57000 Metz, tél : 03 87 36 46 05.
- OABA, 39 rue du Village, 67370 Rumersheim, tél : 03 88 51 26 50.
- OABA, 19 place Léon Blum, 75011 Paris.
- SPA, 45 route du Rhin, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 34 67 67.

SUISSE : CONTRE LE TRAFIC DE TRANSIT

Une journée internationale d'actions contre les excès du trafic de transit est organisée le 4 octobre prochain avec en particulier des manifestations à Bâle et à Genève. Renseignements : *Initiative Transport Europe c/o Initiati-*

ve des Alpes, case postale 29, CH 3900 Brigue, tél : (41) 27 924 22 26.

INITIATIVES PYRENEES

De la même manière qu'il existe une coordination "Initiative des Alpes" qui coordonne les associations opposées à des projets d'aménagement dans les Alpes, Initiatives Pyrénées a vu le jour ce printemps et regroupe déjà une trentaine d'associations françaises. Le but de cette coordination est d'obtenir la mise en place de la part des autorités française, espagnole et d'Andorre d'une convention qui définisse précisément les limites des aménagements possibles. Afin de concrétiser le lien entre les différents groupes, une marche a été organisée cet été partant le 22 juillet du Pays Basque pour rejoindre la vallée du haut Salat (Ariège) le 26 juillet où s'est tenue une rencontre franco-espagnole. *Initiatives Pyrénées, BP 131, 64400 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 41 45.*

GRENOBLE-SISTERON : MORATOIRE

Le 9 juin dernier, le Ministre des Transports a annoncé la suspension de l'enquête publique concernant les tronçons Grenoble-Col de Fau et Sisteron-La Saulce de la future hypothétique autoroute A51. L'enjeu : 16 milliards de francs pour 120 km sur des terrains si instables que RN75 actuelle est refaite tous les deux ans. Les opposants proposent de simplement aménager des zones de dépassements sur la nationale. Celle-ci a en effet été strictement maintenue à deux voies pour justifier l'autoroute. Reste à savoir ce que veut dire une "suspension". Jusqu'au prochain gouvernement ?

LYON : POUR UNE AUTRE POLITIQUE DES TRANSPORTS

Contre les multiples projets autoroutiers de la région lyonnaise : boulevard de l'Europe dans Lyon, A89 dans le Beaujolais, Périphérique Ouest, Grand contournement ouest, nouvelle autoroute Lyon-St-Etienne, rocade Est... la FNAUT, fédération nationale des associations d'usagers des transports, la DARLY, coordination d'associations pour se déplacer autrement en région lyonnaise, la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, et tous les groupes locaux opposés à ces projets, organisent une manifestation régionale à Lyon le 4 octobre, départ à 15 h place Carnot. Elle demande le transfert des transports de marchandises sur le rail, l'arrêt de la construction de nouvelles autoroutes, le développement d'un réseau RER sur la région lyonnaise et le renforcement des transports en commun existants. Contact : *DARLY, 41 rue Burdeau, 69001 Lyon.*

Découvrez

combat nature

La revue de l'environnement et de l'écologie

- L'actualité « nature et environnement » en France et dans le monde
- Des articles sur l'écologie
- Les actions des associations
- Revue trimestrielle, fondée en 1971
- Demandez un spécimen gratuit
- Abonnement annuel : 160 ou 200 F
- B.P. 3046 - 24003 Périgueux Cédex
Tél. : 53.08.29.01. Télécopie : 53.09.52.52.





LES TEMPS MAUDITS

Le numéro 1 de cette "revue syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste" est sorti en juin. Sous forme d'un livre de 108 pages, il présente différentes contributions sur l'actualité et l'histoire du mouvement syndical. Il est animé par la CNT, confédération nationale du travail, syndicat anarchiste en plein développement depuis les manifs de décembre 1995. Bien présenté, pas cher du tout, un nouveau lieu de débat à la disposition de ceux qui veulent révolutionner la société capitaliste. Demande de spécimen : CNT-AIT, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.

MODULE OPTIMISE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE

Depuis 1990, sur le site de CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, se déroule une expérience mise au point par Pierre Rabhi : un module optimisé pour une production alimentaire familiale qui entend montrer qu'il est possible d'être en grande partie auto-suffisant dans la production alimentaire si l'on peut disposer d'un hectare de terrain. L'expérience qui a bénéficié d'aide de la Fondation de France, d'un

PETITES PHRASES

"Ne dites plus de bêtises : faites les"
Sur le mur d'un squatt à Lyon.

DROIT PAYSAN

Actuellement, les normes fixées par les Chambres d'agriculture, la Mutualité sociale agricole, et les administrations en général rendent extrêmement difficiles les démarches alternatives qui visent à l'autosubsistance, à l'autoconstruction alors que ces pratiques sont peu coûteuses, accessibles aux exclus et respectueuses de l'environnement. Michel Olls, auteur du livre "Un Goût d'Air libre" a donc lancé un appel à Dominique Voynet pour que soit élaboré une charte du "Droit paysan" qui facilite l'installation des personnes qui souhaitent avoir une activité agricole de subsistance.

Droit Paysan, Michel Olls, Coppéré, 42830 Saint-Priest-la-Prugne.

COMPAGNONNAGE ALTERNATIF

De nombreuses personnes ou groupes ayant un projet en vue se heurtent au manque d'informations concrètes sur les obstacles qu'ils vont rencontrer. C'est pourquoi le REAS, réseau de l'économie alternative et solidaire, vient de mettre en place une méthode de compagnonnages avec la coordination des EPIS, espaces pépinières d'initiatives solidaires. En fonction du projet présenté, un parcours personnalisé est alors mis en place sous forme de stages d'une semaine. Trois semaines se déroulent à Paris : accueil du compagnon et recherche de financement, ingénierie transversale et finalisation du projet, les autres se passent dans des lieux d'insertion économique qui proposent un module de stage (ex: valorisation d'une friche par le CREAS en Lozère, connaissance des dispositifs d'aide à l'insertion avec La Louveterie, dans l'Eure...).

Les premiers compagnons prendront la route en septembre 97. Renseignements : REAS, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 15 04 03.

ECHANGES LOCAUX ET ESPERANTO

Les SEL, systèmes d'échanges locaux, cherchent autre chose qu'un rapport économique basé sur le profit. Les Espérantistes depuis plus de cent ans s'efforcent d'étendre la paix et la concorde entre les peuples. Ces deux mouvements ont "des choses à se dire", un travail citoyen à faire en commun. Durant l'été 98, à Montpellier, aura lieu un Congrès Universel d'Espéranto et une rencontre avec les SEL sera organisée. Un appel est lancé aux SEL et aux espérantistes pour engager une réflexion. Pour cela contacter : René Ballaguy, 12 rue du Ct Cousteau, 95000 Bolesmont, tél : 01 34 42 30 27.

INTERNET EN ESPERANTO

Une étude portant sur la langue que les utilisateurs souhaiteraient voir utiliser de manière commune sur Internet place l'anglais en tête... mais la deuxième langue avancée est l'espéranto. (source : Espéranto-Info, juin 1997)

ECOLOGUE XXI

"Ecologue XXI" est une nouvelle revue qui présente dans chaque numéro une compilation de traductions d'articles provenant de nombreux pays autour des thèmes liés à l'environnement. Les articles sont référencés et il est possible de faire une recherche thématique. Malheureusement, le prix élevé (100 F le numéro pour 50 pages) destine cet excellent travail uniquement aux associations et aux institutions. *Ecologue XXI, 11200 Fabrezan, tél : 04 68 43 54 74.*

VICTOIRE CONTRE MAC DONALD'S

Après le procès le plus long de l'histoire de la justice britannique, le verdict est enfin tombé : Dave Morris et Helen Steel, militants de Greenpeace ont été condamnés à 300 000 F d'amendes pour avoir diffamé Mac Donald's dans un tract désormais célèbre "Qu'est-ce qui ne va pas chez Mac Donald's ?". Mais cette condamnation ne porte que sur deux points du tract : les juges ont estimé que ses auteurs n'ont pas réussi à prouver qu'il y avait un lien entre la consommation de viande et la destruction des forêts tropicales ; le deuxième point porte sur la dénonciation de Mac Donald's qui se vante d'utiliser le papier recyclé car si l'utilisation est faible, elle existe toutefois. Par contre, les juges n'ont pas suivi Mac Donald's sur le reste et ont donc officialisé les autres points du tracts :

- Oui, Mac Donald's par ses élevages d'animaux est bien à l'origine de traitements cruels envers les animaux ;

- Oui, les publicités sur les valeurs nutritives des productions de la firme sont mensongères ;

- Oui, l'exploitation des enfants à travers la publicité est une démarche volontaire de la firme ;

- Oui, les travailleurs de l'entreprise sont largement exploités et soumis à des conditions de travail déplorables.
- Oui, la consommation de produits Mac Donald's peut provoquer des empoisonnements.

Enfin, le tribunal n'a pas jugé bon d'interdire la diffusion du tract à l'origine du procès et quelques jours plus tard, le 21 juin, celui-ci a été distribué massivement devant 500 établissements de la chaîne pour fêter le "jour de la victoire".

Les auteurs du tracts ont annoncé qu'ils ne paieront pas les dommages et intérêts sans un nouveau procès et Mac Donald's a annoncé qu'il ne ferait pas de nouveau procès pour essayer de récupérer cet argent.

Helen et Dave ont également essayé de faire un contre-procès en portant plainte pour diffamation contre les nombreuses affirmations de Mac Donald's clamant dans le monde entier que le tract était un tissu de mensonges. Mais le tribunal a estimé que ces affirmations faisaient parties de la défense de la firme et que l'on ne pouvait pas entamer un nouveau procès. Une version légèrement corrigée du tract est maintenant disponible et l'action anti Mac Do se poursuit avec une nouvelle semaine d'action prévue du 11 au 18 octobre avec une journée mondiale anti Mac Do le 16 octobre.

Il n'y a malheureusement toujours pas de coordination française de cette campagne et il faut toujours aller chercher l'information en Grande-Bretagne :

Mac Libel Support Campaign, 5 Caledonian Road, London N1 9DX, tél : 44 171 713 1269.

SORTIR DE L'IMPOSTURE ECONOMIQUE

L'association La Ligne d'Horizon, le centre Auguste et Léon Walras, avec le soutien du Monde Diplomatique, organisent à l'université Lyon II, le samedi 18 et le dimanche 19 octobre, un colloque sur le thème "Sortir de l'imposture économique" avec comme intervenants François de Ravignan, Viviane Forrester, Pierre Thuillier, Daniel Cérézuelle, Christian de Brié, Philippe Grenier, Michel Koutousis, Emmanuel N'Dione, Jean-Michel Servet, Denis Bayon, Luis Lopez Llera, Serge Latouche... Programme complet : *Ligne d'Horizon, Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.*

prêt de la NEF, la banque alternative, et de l'aide d'une cinquantaine de personnes, fait aujourd'hui un premier bilan : une famille qui fait un minimum de production agricole destinée à la vente extérieure et à ses besoins en légumes, peut, avec un apui minimum (un mi-temps extérieur) arriver à s'en sortir. Ce scénario est destiné à montrer comment par l'offre de terrains, il est possible de faciliter l'installation en milieu rural d'urbains au chômage. Une brochure vient d'être éditée que l'on peut obtenir contre 50 F + 10 F de port auprès du CIEPAD, Le Trilol, 34380 Viols-le-Fort, tél : 04 67 55 07 97.

GREEN GENERATION

L'association Green Hope qui cherche à faciliter les actions en faveur de l'environnement des jeunes a mis au point un serveur Internet en collaboration avec l'université d'Abereystwyth, au Pays de Galles. Il offre, en anglais pour le moment, de multiples exemples d'actions menées par des jeunes à travers le monde et se veut un outil pour les écoles où souvent les jeunes ont des idées mais ne savent pas comment les mettre en pratique. Green Hope cherche des personnes volontaires pour procéder à la mise en place de l'équivalent en français afin d'élargir le champ d'action de ce serveur. Si cela vous intéresse : *Green Hope, Susan Cerezo, 692 chemin de Clodolio, 06790 Aspremont, tél : 04 93 08 03 09.*

PEDAGOGIE DIFFERENTE

En France pour six mois, *Bertrand et Colette Buverte*, qui vivent habituellement au Paraguay, cherchent à rencontrer des personnes ayant des démarches alternatives dans le domaine de la pédagogie afin d'en tirer bénéfice réciproque. Ils animent eux-mêmes une école différente au Paraguay où sont

présents leurs trois enfants. Si vous voulez les rencontrer, vous pouvez leur écrire à *La Bosse, 72300 Sablé/Sarthe, tél : 02 43 95 47 06.*

BELGIQUE : CONSOMMATEUR ACTIF

Nous vous signalons dans le numéro de juin, la naissance d'une association de consommateurs vigilants. Le projet a mûri et a débouché sur une nouvelle petite revue : "Le consommateur actif" dont la rédaction est assurée par Christian Jacques, de Brabant Ecologie, qui publie déjà le bulletin Tam-Tam qui vient de fêter son 300ème numéro. Les deux revues sont à la même adresse : *Route de Renipont 33, B 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48.*

BELGIQUE : VALERIANE

Le salon Valériane, avec 250 stands, se tiendra du 5 au 7 septembre au Palais des Expositions de Namur (voir info dans le précédent numéro).

Silence sera présent sur le stand de Brabant-Ecologie, avec la revue Tam-Tam (stand n°199). Et pour le programme complet : *Nature & Progrès, rue de Coquelet 24, B 5000 Namur, tél : 081 22 60 45.*

ILE-DE-FRANCE : ANIMER UN GROUPE

Un stage animé par Hervé Ott, du Cun du Larzac, se tiendra du 22 au 26 septembre à Bièvres, en région parisienne, sur le thème "animer et participer à la vie de groupe". Renseignements : *Cun, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33.*

NOUVEAUX SYSTEMES D'ECHANGES LOCAUX

- Nemours : *S.E.L. Nemours, 7 rue Berthier, 77140 Nemours, tél : 01 64 28 83 63.*
- Jura : *S.E.L.-Est, cidex 206, 39800 Le Fied.*

LOIR-ET-CHER : ENTRETIENS DE MILLANÇAY

Le centre pilote européen en agriculture biologique organise les 25 et 26 septembre, les 6èmes entretiens de Millançay autour du thème "développement local, développement durable" avec comme intervenants (entre autres) : Philippe Desbrosses, Edgar Morin, Henri Nouyrit, Jean Carlier, etc... La rencontre sera suivie pendant le week-end de la XIXème foire à la citrouille. Programme complet : *Entretiens de Millançay, Mairie, 41200 Millançay, tél : 02 54 96 64 78.*

CHER : FERRAILLE ET COCHONNAILLE

Dans le cadre de la revalorisation et de l'animation d'une petite friche industrielle en milieu rural, située à 10 km de Bourges dans le Cher, l'association *C'est comme ça !* organise une foire à la ferraille et à la cochonnaille le dimanche 5 octobre. L'association cherche des producteurs ou transformateurs de porc élevés biologiquement pour vente directe pendant la foire. Renseignements : *C'est comme ça ! 25 Pont Vert, 18500 Marmagne, tél : 02 48 26 06 17.*

YONNE : MARCHÉ BIOLOGIQUE

Le 4ème marché biologique de Vézelay se tiendra le dimanche 7 septembre à l'initiative du groupement des agrobiologistes de l'Yonne, de la mairie et de Biourgogne. Il se déroulera de 9h30 à 18 h au pied de la basilique et sera animé par des musiciens. Renseignements : *Valérie Veilh, Biourgogne, 10 quai du batardeau, 89000 Auxerre, tél : 03 86 72 92 20.*

MOSELLE : TERRA NATURA

Terra Natura, foire nature bio et santé, se tiendra du 29 au 31 août à Rohrbach lès Bitche (entre Haguenau et Sarreguemines). Axée surtout sur la bio et la santé, stands, conférences, expositions... Contact : *PMC Terra Natura, 3 rue du Marais, 67800 Bischheim, tél : 03 88 33 49 60.*

LILLE : JARDINAGE ET CITOYENNETE

Le jardin, source de solidarité, de biodiversité et d'échanges peut-il être un moyen pour rapprocher les hommes ? Depuis plusieurs années Chantier Nature mène des opérations de réhabilitation des jardins et des espaces verts urbains en y intégrant une dimension sociale. L'association organise les 23 et 24 octobre prochain, à Lille, le premier forum du jardinage et de la citoyenneté. De multiples expériences y seront présentées : "les jardins d'aujourd'hui" à Bordeaux



qui favorise l'amitié inter-ethnique dans les cités HLM ; les jardins sauvages de Bruxelles qui accueillent des occupants de tout "poils" ; les "Green guerilla's" de New-York qui avec les habitants transforment en lieux communautaires les terrains en friches, etc. Programme complet : *Chantier-Nature, 17 rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 86 12 17.*

9^{ème} salon de l'écologie "HORIZON VERT"



Thème

Agriculture, génétique et alimentation

**3, 4 & 5 octobre 1997
VILLENEUVE/LOT (47)**

**Conférence exceptionnelle
par le Dr HOROWITZ
Origine des virus SIDA et EBOLA**

**130 exposants 18 conférences 10 ateliers
restauration biologique
animation espaces enfants**

Tél : 05 53 40 10 10 & 05 53 40 24 31 - Fax : 05 53 40 33 78

CREUSE : COLCHIQUE

La fête bio-écologique "Colchique" se tiendra le 21 septembre à Guéret, sur le plan d'eau de Courtille. Environnement, agri-bio, nature, développement, art, culture, autre vision de la vie sont au programme. Colchique, 22 av. de la Sénatorie, 23000 Guéret, tél : 05 55 41 82 78.

NICE : ECHANGES DE SAVOIR

L'association "Génération solidarités" a créé, sur Nice et sa région, un réseau d'échanges de savoirs dont l'objectif est de favoriser des échanges gratuits et réciproques. En un an, ce sont plus de 500 personnes qui ont rejoint le réseau et un catalogue d'offres et de demandes est disponible sur le même modèle que les systèmes d'échanges locaux, mais ici sans monnaie virtuelle. Il y a actuellement près de 500 réseaux locaux de ce genre dans toute la France.. Pour en savoir plus :

• Nice : Génération Solidarités, 22 av. d'Estienne d'Orves, BP 1482, 06009 Nice cédex 1, tél : 04 92 15 06 55.

• Ailleurs : liste à demander à MRERS, BP 56, 91002 Evry, tél : 01 60 79 10 11.

HERAULT : PLANTES SAUVAGES ET PERMACULTURE

Le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, organise des stages autour du thème de l'agriculture écologique pendant l'été... On a reçu le programme trop tard, restent les deux derniers stages : les 2 et 3 septembre, un stage sur les plantes sauvages comestibles et médicinales avec François Couplan et du 5 au 7 septembre, un stage sur la permaculture avec E. Hazellip. CIEPAD, Le Triol, 34380 Viols-le-Fort, tél : 04 67 55 07 97.

MONTPELLIER : QUI VIVE BIO !

L'association "Qui vive bio" vient de se créer à Montpellier pour mettre en place des jardins familiaux biologiques, Parcelles individuelles ou collectives. Renseignements au : 04 67 92 73 85 ou écrire à Qui Vive Bio, 6 rue Subleyras, 34000 Montpellier.

ALLIER : FOIRE ECOBIOLOGIQUE

La 13^e foire écobioologique d'Yzeure se tiendra au château de Panloup les 20 et 21

septembre avec plus de 100 exposants en agriculture bio, santé, beauté, artisanat, habillement, habitat et associations. Programme : Nature et Progrès Allier, Le Bourg, 03430 Tortezaux, tél : 04 70 07 54 01.

HAUTE-SAVOIE : CHENEVIE

La 11^{ème} édition de Chênevie se tiendra du vendredi 26 septembre au dimanche 5 octobre, à Annecy, dans le cadre de la Foire d'automne de Haute-Savoie. Thème de l'année : "l'éducation à la vie". Programme : Chênevie, 58 avenue de Genève, 74000 Annecy, tél : 04 50 46 05 94.

ISERE : C'EST TOUT VERT

La huitième édition de la foire écologique "C'est tout vert", manifestation pour la promotion des applications de l'écologie, se tiendra cette année le dimanche 5 octobre à La-Tour-du-Pin. Stands sur la santé, l'alimentation bio, l'agri bio, la construction saine, les énergies renouvelables et la présence de nombreuses associations. Un marché bio complètera le tout. Débats sur : comment se protéger de la radioactivité, le tour du monde à vélo, les aliments transgéniques, présentation des médecines douces, traitement des arbres fruitiers, autoconstruction et domologie. Programme : GUEPE, Olivier Cabanel, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.

ISERE : FOIRE AUX PRODUITS BIO ET DE CUEILLETTE

Le Centre écologique européen Terre Vivante organise les 20 et 21 septembre à Mens, dans l'Isère, la première foire aux produits bio et de cueillette. Programme : Office de Tourisme, rue de Breuil, 38710 Mens.

ISERE : FESTIVAL DE L'AVENIR AU NATUREL

L'association Chantesse l'Albenc Environnement organise à Albenc (entre Grenoble et Valence), le premier festival de l'avenir au naturel, les 5, 6 et 7 septembre, avec des stands sur l'alimentation bio, les produits d'entretien naturels, la santé, le jardinage, l'habillement, les loisirs, l'environnement, l'éducation, la défense des consommateurs, les transports, l'énergie, mouvements sociaux et non-violents, les relations Nord-Sud. Parmi les conférences, Pierre Rabhi et Jean-

Marie Pelt, le retour du loup en France... Programme : Chantesse l'Albenc Environnement, Mairie, 38470 l'Albenc, tél : 04 76 36 50 10.

RHONE-ALPES : ESPERANTO

La fédération Rhône-Alpes de l'Espéranto vient de lancer un bulletin trimestriel en français et en espéranto que l'on peut se procurer auprès de Pascal Lécaille, BP 3019, 69394 Lyon cédex 03.

ARDECHE : TERRE EN VIE

L'Asfodel, association de formation et de développement rural appliqué au local, affiliée à Peuple et culture, organise pour la 3^{ème} année les rencontres "terre de vie, campagne en fête" à Darbres, le dimanche 7 septembre. L'association FERME y présentera de nombreuses races animales domestiques menacées. Une conférence portera sur "Monde rural : où est la vraie modernité ?". Programme : Asfodel, Le Pradel, 07170 Mirabel, tél : 04 75 36 74 34.

DROME : FOIRE DE MONTFROC

La 14^{ème} foire aux produits biologiques de Montfroc se tiendra les 4 et 5 octobre. Montfroc est situé dans la vallée du Jabron sur la route entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Agri bio et artisanat. Programme complet : Foire bio chez André Bucher, 26560 Montfroc, tél : 04 92 62 01 55.

20 - 21 septembre - Château de Pantoup 13^{ème} FOIRE ECOBIOLOGIQUE D'YZEURE (près de Moulins - Allier)

Plus de 120 exposants :

Produits biologiques - Santé - Beauté - Hygiène - Artisanat - Habillement - Bâtiment - Associations.

28 CONFERENCES ET ATELIERS

- Chauffage solaire et économies d'énergie
 - La qualité des viandes
 - Médecine environnementale
 - Habitat sain et matériaux écologiques
 - Où nous a mené un siècle de vaccinations
 - La révision des plans déchets ménagers
 - L'éducation à la paix
 - Yoga, Toumo, Ostéopathie, naturopathie
- Et autres conférences, ateliers, diaporamas

**Samedi soir et dimanche midi
REPAS-CONCERT**

CLOWN - MAGICIEN - TRAMPOLINE

Programme/acès/hébergement :
Nature et Progrès Allier Jean-Louis GABY
Le Bourg 03430 Tortezaux tél 04 70 07 54 01



PETITES PHRASES

"Les victoires que nous obtiendrons seront d'abord les vôtres. Car en aucun cas, il ne nous sera possible d'obtenir des succès si vous ne restez pas mobilisés sur le terrain, exigeants vis-à-vis de nous comme de nos partenaires. Et cela vaut aussi bien pour les domaines d'attribution de mon ministère que pour l'ensemble des politiques gouvernementales"
Dominique Voynet,
Verts-Contact, 27 juin 1997.

JACQUES-YVES COUSTEAU

L'homme le plus populaire de France s'est éteint le 25 juin à l'âge de 87 ans. Jacques Yves Cousteau avait d'immenses talents de communicateur et a su faire passer de nombreuses idées écologistes auprès du grand public. Il est toutefois loin d'avoir eu une vie en accord avec notre vision écologiste : engagé dans l'armée pendant 20 ans, il réalise son premier film en 1943 grâce aux relations de son frère dans le gouvernement pétainiste. Breveteur du scaphandre autonome, il financera ses expéditions grâce à des contrats parfois fort douteux avec les industriels. Rappelons l'existence du livre "Cousteau, une biographie" de Bernard Violet, qui montre toute l'ambiguïté du personnage.

USA : PEINE DE MORT

Les peines de mort aux USA concernent plutôt des Noirs, pauvres de surcroît. Farley C. Matchett a été condamné à mort pour meurtre alors qu'il aurait agi en état de légitime défense. Mais n'ayant pas les moyens de se payer un avocat, celui commis d'office ne s'est pas vraiment forcé pour le défendre. Il a obtenu fin 1996 un an de délai pour pouvoir se pourvoir en cassation et doit pour cela se justifier. Seul un bon

avocat peut faire les recherches nécessaires, mais celui qui s'est proposé demande 400 000 F d'honoraires. Une collecte internationale a été lancée depuis le début de l'année. On peut aussi lui écrire pour en savoir plus (en anglais).

• En France : (dons et renseignements) François Geoffroy, 81 av. de l'Hôtel de Ville, 77340 Pontault-Combault.

• En direct : Farley C Matchett, n°999060, Ellis One Unit, Huntsville, 77343, Texas, USA.

USA : MUMIA ABU-JAMAL INNOCENT !

Rebondissement dans l'affaire Mumia Abu-Jamal (voir numéros précédents). Après des années de recherches, les avocats de ce journaliste militant des Panthères Noires, condamné à mort en 1982, ont réussi à retrouver l'un des témoins du soi-disant meurtre. Pamela Jenkins, prostituée, a reconnu lors d'une audience, le 26 juin dernier, qu'elle n'était pas sur le lieu du crime, qu'elle avait témoigné sur demande du FBI, qu'elle était indigène tout comme Cynthia White, l'autre personne à charge. La révision du procès semble maintenant possible.

USA : SOUTIEN AUX NAVAJOS

Désireux de profiter des sous-sols, l'administration américaine multiplie les obstacles administratifs dans les réserves indiennes des Diné (Navajo) de Big Mountain, en Arizona : quota pour les troupeaux en dessous du seuil de survie, autorisation nécessaire pour pratiquer leur culte, etc... Les autorités espèrent que les jeunes dégoûtés abandonneront les lieux. Pour marquer leur solidarité, une association s'est constituée qui collecte de l'argent pour la réalisation d'un grand tipi cérémonial qu'ils iront installer sur place. Il faut pour cela collecter environ 6000 F. Pour en savoir plus : AIDEX, 30120 Mars.

NOUVELLE-CALEDONIE BOYCOTT ELECTORAL

A un an de la fin du moratoire issu des accords de Matignon (1988-1998), le FLNKS a décidé de boycotter les élections législatives n'éprouvant pas le besoin d'avoir des représentants en métropole.

Si les médias d'ici ont surtout annoncé l'élection de deux RPCR (le RPR local), ils ne se sont pas appesantis sur l'abstention qui a été de 44,75 % dans la circonscription de Nouméa et de 54,75 % dans l'autre circonscription. Dans cette dernière, le RPCR Frogier a dû subir un deuxième tour malgré ses 56,7 % des voix car il n'avait pas réuni au moins 25 % des inscrits ! A noter que ces élections ont intégré 8000 nouveaux électeurs par rapport à 1988... qui n'auront pas le droit de vote si le référendum d'autodétermination a bien lieu. Celui-ci s'annonce très serré et le RPCR essaie de trouver une solution consensuelle avec le FLNKS, principale composante indépendantiste, pour repousser cette échéance.

LA BALEINE BLEUE

Chez les Verts, il n'y a pas que des écologistes qui parlent d'être libertaires, il y en a même qui essaient de l'être ! On ne sait pas s'ils sont nombreux, mais ils se sont déjà concoctés un canard entre eux qui s'appelle "La Baleine Bleue", qui pèse 8 pages et qui se veut "info écologiste autonome pour une écologie politique durable". L'abonnement coûte 30 F à envoyer à Renaud Kraal-Fenoy, 74 av. P. Semard 94200 Ivry.

HAUT-RHIN : PLAINTE CONTRE WEBER

Malgré un rapport de la Cour des Comptes montrant comment le député Jean-Jacques Weber se sert dans les caisses, celui-ci a été réélu avec 651 voix d'avance. Mais pour cela, il a dû utiliser des méthodes interdites. Ainsi, toutes les personnes habitant dans un logement social ont reçu entre les deux tours des élections une lettre rappelant qu'ils bénéficiaient d'une aide au logement et que s'ils voulaient continuer à en profiter, il serait souhaitable de garder le même député. Certains locataires HLM n'ont pas apprécié et ont porté plainte,

AUBRY ET STRAUSS-KAHN : PATRONS DE GAUCHE

Certains s'enthousiasment de voir Martine Aubry responsable de la question de l'emploi. Modérons les ardeurs. Tout d'abord, elle reprend assez fidèlement les idées de son père, Jacques Delors, dont nous avons expliqué les liens avec le patronat international récemment (lire "Les maîtres de l'Europe", Silence 206-207, été 96) : productivisme à outrance, relance de la croissance, multiplication des grands travaux (autoroutes, barrages). Martine Aubry, c'était aussi, avant d'être ministre, la directrice générale adjointe de Pechiney où elle siégeait aux côtés de Jean Gandois, actuel président du CNPF, le syndicat des patrons. Il y a donc fort à parier que la politique de l'emploi sera sensiblement la même qu'auparavant mais on vous le dira avec des roses au lieu de vous le dire en face.

Ami de Jean Syrota, l'une des têtes pensantes du lobby nucléaire, Dominique Strauss-Kahn est un fervent des clubs patronaux. C'est lui qui en 1992, après le refus de Bérégovoy d'autoriser le redémarrage de Superphénix, a mis en place l'idée d'un laboratoire de sous-génération pour permettre à ses amis nucléocrates d'engranger encore quelques milliards provenant de nos impôts. Avec lui à l'économie et à l'industrie, on ne peut s'attendre qu'au pire.

bientôt rejoints par le candidat socialiste malheureux. (source : Tigre de papier, juin 1997)

DROME : TRANSITION EN EUROPE CENTRALE

Depuis les années de transition apparues dans les années 80, l'Europe centrale cherche sa voie. Des rencontres sont organisées à Die, du 26 au 28 septembre autour de trois thèmes : le droit au travail et la place des pays de l'Est, la protection sociale et la santé à l'Est, les politiques nationales face aux contraintes imposées par les organismes internationaux. Programme : Diagonales Est-Ouest, 8 rue Fernand Rey, 69001 Lyon.

NEUTRALITE SUISSE

Silence : Bien avant que la problématique fasse la une des médias, des écrivains, des historiens, des cinéastes et vous-même avaient fustigé le rôle peu ragoutant de la Suisse lors de la seconde guerre mondiale. Falloit-il attendre que des lobbies et des politiciens américains montent au créneau et pointent un doigt accusateur pour qu'enfin les autorités aient que l'opinion publique de votre pays réagissent ?

Jean Ziegler : Certainement. La capacité de négation de la classe dirigeante helvétique est tellement forte, le mythe

qu'au bout, car il a raison. La Suisse a bénéficié pendant 50 ans d'une impunité totale.

"La censure a une longue tradition en Suisse", écrivez-vous. D'où vient, selon vous, ce refus de toute autocritique ?

Une des explications est que nous avons une classe dirigeante d'une permanence extraordinaire, minérale. Il en est ainsi depuis 200 ans. L'histoire qui s'est écartée de la Suisse a favorisé l'éclosion de cette arrogance et de ce cynisme incroyables. La Confédération

Jean Ziegler, professeur à l'Université de Genève où il dirige le Laboratoire de sociologie du Tiers Monde, dans son dernier ouvrage, La Suisse, l'or et les morts, dénonce la veule complicité de banquiers et de certains politiciens avec le régime de terreur hitlérien. Selon lui : "La Confédération helvétique est plus énigmatique que la Mongolie intérieure..."

(1) Pas tant que cela, surtout pas en France...

de la neutralité consubstantielle tellement persistant... Il fallait des documents incontestables. Les personnes dont vous parlez ont travaillé sur des faits, mais restaient des voix isolées. Lorsque la première puissance du monde exige réparations, excuses et transparence, un petit pays comme le nôtre ne peut pas résister. Des dispositions sont en préparation à New-York, Rhode Islands, New-Jersey pour retirer aux instituts suisses la licence professionnelle... Le Congrès juif mondial ira jus-

helvétique est plus énigmatique que la Mongolie intérieure. Mais le peuple subit un déchirement terrible. Cette crise d'identité peut aboutir au pire : la renaissance de l'antisémitisme, l'isolement... J'espère qu'elle va ouvrir la voie à des réformes fondamentales, à l'abolition du secret bancaire institué en 1934, à la fin du banditisme qui a rendu quelques-uns tellement riches et qu'elle nous permette de rentrer dans l'Europe comme un pays solidaire, démocratique, utile.

Le Sonderweg, la voie particulière, de la Confédération fait-il de celle-ci également un Sonderfall, un cas spécial ? Absolument. C'est compris comme tel par la population qui pense que si nous avons été épargnés par les guerres, nous le devons à nos qualités, à une armée courageuse, puissante, prête au combat... Or Hitler qui était fou ne l'était tout de même pas au point d'attaquer son propre coffre-fort. Deux fois par semaine, à Bâle, des colonnes de camions traversaient la frontière avec leur cargaison de barres et de lingots. Tous les mois, les banques expédiaient à Berlin des millions de francs suisses convertis, ce qui permettait au Führer d'acheter les matières premières stratégiques : le wolfram, le chrome, l'acier, le pétrole...

Vous réfutez le concept de "culpabilité collective".

La culpabilité collective est un concept très dangereux, parce qu'il absout le grand nombre. Si tout le monde est coupable, les vrais auteurs des vilenies échappent à la mise en face de leurs propres responsabilités. Dans mon livre, je m'attache à montrer les causalités et à nommer ceux qui ont signé par exemple le décret de refoulement. Le général Henri Guisan avait donné l'ordre aux soldats de repousser avec leurs baïonnettes les familles juives à la frontière. A partir du 19 août 1942, plus de 100 000 réfugiés israéliens furent repoussés à Bâle, Porrentruy, Genève... Cet été là, les trains de la mort s'ébranlèrent vers les camps sur l'ordre d'Eichmann. On ne peut dissoudre le crime dans la généralité.

Une fois de plus, les camps semblent clairement délimités entre les zieglériens inconditionnels et les détracteurs qui vous couvrent de horions. Comment expliquez-vous cette disparité ?

Le crime que je dénonce dans mon livre va hanter les générations jusqu'à la fin des temps. Pour la première fois dans ce monde, un peuple, hommes, femmes et enfants, a été désigné, assassiné collectivement, industriellement. Cet événement effroyable qui introduit une rupture dans l'histoire a été intensément discuté partout (1), sauf chez nous où règne sur ce qui s'est déroulé alors un silence de mort, c'est le cas de le dire. De plus, comme l'avait affirmé Max Frisch, "la Suisse possède le seuil de tolérance le plus bas en Europe". Celui qui exprime une critique est pathologisé...

On évoque souvent le retour du refoulé. Le 8 juin ont eu lieu des votations fédérales et cantonales. L'une

portait sur l'exportation de matériels de guerre (2). Une des principales firmes concernées, Bührle-Oerlikon, était également un des grands fournisseurs du Reich. Le plus grand fournisseur...

Comment articulez-vous votre engagement comme sociologue et comme élu du peuple ?

L'engagement, le combat d'idées sont les mêmes. Ce sont les armes — la tribune du Parlement, la chaire universitaire — qui sont différentes.

Lors de la discussion après la projection, le 10 décembre 1996 à Thoune, du documentaire *Le bonheur d'être Suisse* (3), qu'Ana Ruiz vous a consacré, vous aviez plaidé pour une "intégration subversive". Qu'entendez-vous par là ?

Il ne faut pas attaquer frontalement les institutions et les pouvoirs existants, mais les utiliser, pour tenter de les mettre au service, de les subvertir en faveur des idées de justice, de liberté collective, de solidarité.

Le cinéaste zurichois Richard Dindo m'a affirmé le 25 janvier dernier à Soleure "L'homme révolté fait partie de ma culture". Vous qualifieriez-vous de "rebelle", revendiquant à l'instar de Claude Levi-Strauss, "le droit à une identification libre" ?

J'aimerais pouvoir revendiquer le beau nom de "rebelle", mais, hélas, souvent je suis lâche.

Que pensez-vous de la résurgence, selon moi relativement artificielle, pour des besoins commerciaux, du culte voué à Ernesto "Che" Guevara, près de trente ans après sa mort (4) ?

C'est vrai, la société marchande pervertit tout. Mais le Che vit dans des milliers d'imaginaires et de mémoires. Il reste une lumière dans la nuit, un être qui est allé au bout de ses convictions et de son sacrifice.

entretien réalisé par
René HAMM



Jean Ziegler (photo John Foley/Seuil)

LA SUISSE, L'OR ET LES MORTS

de Jean Ziegler
Ed. du Seuil
1997 - 320 pages - 120 F.

Depuis *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* sortie en 1976, le célèbre sociologue alimente la controverse à chacune de ses publications et prises de positions. Si à l'étranger, en particulier en France et en Allemagne, ses travaux et ses engagements suscitent un vif intérêt, voire une large adhésion, nombre de ses compatriotes considèrent le député socialiste, peu enclin à la langue de bois qui caractérise tant de politiciens, comme un "souilleur de nid". Avec sa fougue et sa verve coutumières, Jean Ziegler aborde sans ambages une douloureuse question qui occupe le devant de la scène tant dans la république alpine que chez ses voisins ou aux Etats-Unis. Depuis l'ouverture, l'an passé, des dernières archives secrètes à Washington, la Confédération helvétique se voit sommée non seulement de rendre des comptes sur son rôle à l'époque, mais de restituer l'or des nazis et les fonds "en déshérence" que des milliers de familles juives avaient confié à des banques avant leur déportation qui s'achevait souvent par une mort atroce. Le zèle déployé au service du national-socialisme par "les requins de la finance" durant la seconde

guerre mondiale coûta la vie à des centaines de milliers d'êtres humains "supplémentaires". La Suisse a échappé à l'affrontement moins en raison de sa neutralité, "un mythe mensonger", mais à la faveur de "sa complicité énergique, ingénieuse et organisée avec le Troisième Reich". Les événements fournirent à la classe dominante "l'occasion idéale de rétablir un contrôle social et idéologique sur les ouvriers et salariés". L'oligarchie financière, qui a assis en partie sa puissance sur les profits astronomiques engrangés durant la période 1939-1945, "ne résista pas aux chants des sirènes nazies". Pour l'annexion de territoires sur le continent, le Führer avait besoin d'énormément d'argent, d'un banquier fiable, mais également d'un corridor de transit nord-sud. Les convois ferroviaires empruntèrent les tunnels du Gothard, du Lötschberg et du Simplon. Les SS raflèrent un butin considérable que "les gnomes" blanchirent sans ciller. La Banque nationale échangea l'or allemand dérobé contre des francs suisses, l'unique devise négociable. Les émissaires du tyran purent acquérir à loisir les ressources et matériels nécessaires à l'extraordinaire machine militaire. Poussées par les alliés, les autorités suisses ne gelèrent les avoirs germaniques que le 16 février 1945. Les derniers lingots parvinrent à Berne le 6 avril 1945. "D'où vient cette incapacité au deuil ? Ce refoulement systématique et constant de

toute honte ?" Ces questions ne valent pas que pour la Suisse, que le natif de Thoune perçoit comme "une communauté de défense" où "la peur de l'étranger s'inscrit dans une logique historique qui répond à une nécessité immanente" et où l'unique passion consiste à "ne pas se trouver coupables". Ce livre, qui regorge d'informations et se base sur des documents irréfutables, "ne prétend pas à l'objectivité". A l'instar de précédentes études, il se veut "un essai d'intervention" exprimant "subjectivité, amour passionné pour ce pays, colère, fascination pour les égarements des puissants, espoir en une Suisse meilleure que créeront nos enfants". Mais aujourd'hui comme hier, la Société des banques, l'Union des banques et le Crédit suisses opèrent comme "receleurs" pour les despotes les plus abjects de la planète. A 63 ans, l'auteur de *Retournez les fusils ! Manuel de sociologie d'opposition* (1980), ne se laisse submerger ni par le pessimisme, ni surtout par l'ambiance passablement délétère qui règne entre Bâle et Chiasso. "La braise brûle sous la cendre. La vie bouge sous le masque de l'hypocrisie..."

Le débat sur la gestion du passé et la mémoire collective ne s'achèvera pas de sitôt. Contrairement à ce que nous observons dans l'Hexagone, les médias publics n'édulcorent et ne censurent rien...

R.H.

(2) Appelé à se prononcer par référendum, le 8 juin, sur un texte proposé par le Groupe pour une Suisse sans armée, les Suisses ont voté à 77 % contre le projet d'interdire les exportations d'armes. Le taux de participation a été de 35 %. C'est une sévère défaite quand on se rappelle qu'en 1972, la même proposition n'avait été refusée que de justesse (il ne manquait que 8000 voix). Le principal argument des marchands de canons a été le chômage : l'arrêt des ventes d'armes provoquerait selon eux la suppression de 120 000 emplois.

(3) *Silence* d'avril 1997.

(4) Début juillet, des experts identifièrent des ossements d'Ernesto Guevara de la Serna. Des anthropologues et médecins légistes cubains avaient exhumé sous la piste de l'aéroport de Vallegrande (Bolivie) les dépouilles de sept guerilleros.



LIVRES

LA CULTURE LIBERTAIRE

Collectif
Ed. Atelier de Création Libertaire
BP 1186,
69202 Lyon cedex 01
1997 - 470 p. - 130 F

En mars 1996, se tenait à Grenoble, un colloque international sur la culture libertaire organisé par nos voisins des Ateliers de Création Libertaire. C'est une véritable encyclopédie qui en est issue et pour un prix modeste, ceux qui s'interrogent sur l'anarchisme pourront y dévorer pas moins d'une trentaine d'approches différentes. Les textes sont extrêmement hétérogènes alternant travaux universitaires et témoignages de militants ou d'alternatifs. On y retrouvera les différents débats qui animent la mouvance libertaire et que l'on retrouve pour une bonne part dans la mouvance écologiste, les liens entre les deux étant souvent évidents. Les débats portent sur l'importance du collectif face à la démarche individuelle, l'opposition entre l'anarchisme négatif (contestation du système) et l'anarchisme positif (construction d'alternatives), les différents domaines où l'anarchisme intervient pour contester les formes de pouvoir : relations hommes-femmes, enfants-adultes, groupes-individus, modes de vie, etc.

On reprochera peut-être simplement aux anarchistes d'être un peu trop tournés vers leur passé : il y a en effet assez peu d'analyses sur les anarchistes contemporains. Exception notable : une trentaine de pages de Mimmo Pucciarelli qui a mené une enquête passionnante sur les lecteurs du Monde Libertaire et des Ateliers de Création Libertaire et qui nous donnent une image assez précise justement des anarchistes d'aujourd'hui (30 % de fonctionnaires, est-ce bien raisonnable ?).



Rien ne saurait mieux faire la publicité de ce livre que de vous dire que c'est en prenant connaissance du contenu de ce colloque que Silence a décidé d'organiser un colloque similaire sur l'écologie (qui se tiendra en novembre 1998 avec les mêmes universitaires à Grenoble). MB.

LA LUTTE DES EXCLUS, UN COMBAT A REFAIRE

de Lorne Brown
Ed. Ecosociété (diff. Silence)
1997 - 310 p. - 85 F

Pendant la crise économique des années 30, le nombre de chômeurs célibataires augmente brutalement. Le gouvernement sourd aux revendications sociales prend des mesures anti-mendicités de plus en plus strictes, ouvre des centres d'hébergement pour les sans-abri où ceux-ci reçoivent un logement, de la nourriture, mais doivent aussi travailler (grands travaux) sous le contrôle des militaires, pour ne bénéficier que d'un peu d'argent de poche. Pour pousser les chômeurs dans les camps, l'assistance sociale est suspendue si celui-ci refuse un emploi... et le travail dans les camps est considéré comme un emploi.

Tant que le chômage ne touche que des personnes socialement défavorisées, le

système se maintient mais quand le chômage monte à 30 % de la population et que de plus en plus de jeunes en bonne santé se retrouvent dans les camps, la situation devient explosive. Soutenus par les communistes et du bout des doigts par les syndicats, les chômeurs vont progressivement se structurer, demander un salaire décent et refuser le contrôle militaire. Les grèves ne suffisant pas, une grande marche sur la capitale est organisée au printemps 1935. Les marcheurs traversent les villes à pied et montent sur le toit des trains de marchandises entre les villes. Ils sont vite plus de 2000 à converger sur la capitale depuis l'Ouest et le gouvernement choisit l'affrontement en les empêchant de remonter sur les trains à Regina, puis en chargeant brutalement un rassemblement dans cette ville tenue par l'opposition. Le gouvernement de l'époque perdra ensuite les élections.

bénéficiant pas de la même publicité, diffusé dans le milieu militant et qui regroupe tout ce que mouvement antinucléaire sait sur les sites civils et militaires. Avec une précision inégalable, ce petit ouvrage est à garder sous le coude de tout responsable associatif s'intéressant à la question du nucléaire. Un index permet de retrouver en quelques secondes la page qui vous intéresse. Pour signaler la qualité de travail de l'auteur, signalons que son précédent ouvrage - réalisé avec Bruno Barrillot - sur les déchets nucléaires militaires avait été l'occasion d'une Marche du Siècle à la télévision où l'armée avait fait part de sa colère en découvrant tout ce que le livre révélait au public. Il y a un truc : l'auteur est américaine et aux USA, les archives militaires ne sont plus secrètes au bout de 30 ans... et on y trouve bon nombre de renseignements sur les sites français totalement inconnus du public de ce côté de l'Atlantique. MB.

Lorne BROWN

La lutte des exclus, un combat à refaire

Préface de Madeleine Parent



Un récit tout ce qu'il y a de plus en plus contemporain au moment où les marches contre le chômage et la précarité viennent de sillonner l'Europe. Et un appel fort pour rappeler aux chômeurs - et aux autres - que seuls la lutte est payante. MB.

LA FRANCE NUCLEAIRE Matières et sites 1997

De Marys Davis
Ed. WISE (Paris), (diff. Silence)
1997 - 256 p. - 120 F

D'un côté le recueil impressionnant de l'ANDRA annoncé par de grandes publicités dans la presse et ses 1100 fiches présentant les sites contaminés par la radioactivité, de l'autre ce livre, ne

MAITRISE DE L'ENERGIE POUR UN MONDE VIVABLE

de Bernard Laponche,
Michel Colombier,
Bernard Jamet, Sophie Attali
Ed. ICE (Paris) (diff. Silence)
1997 - 320 pages - 120 F

Depuis la crise du pétrole en 1973, les initiatives en matière de maîtrise de la consommation d'énergie ont connu un succès de plus en plus évident car dans la plupart des cas, il est plus rentable d'économiser que de produire. L'amélioration de l'efficacité énergétique nécessite des choix techniques et politiques. Spécialistes dans ce domaine, les auteurs montrent les obstacles que peuvent rencontrer les institutions (de l'Etat à la commune) pour mener une politique cohérente. Le livre donne toutes les adresses nécessaires pour aller chercher de l'information, notamment dans les autres pays européens. Le livre est assez ardu et s'adresse plutôt aux élus, aux responsables d'associations, aux décideurs. Toutefois, si nous avons décidé de diffuser ce livre, c'est d'une part pour la richesse des données qu'il présente, d'autre part parce que ce qui est ici pensé pour des services étatiques pourraient souvent nous inspi-

rer pour monter des actions voire des coopératives d'usagers dans le domaine de l'énergie. En particulier, le chapitre sur les modes de financement regorge de solutions au plus haut niveau qu'il serait intéressant de repenser à un niveau collectif à la base, MB.

TRAITE AMUSANT D'ÉCOLOGIE URBAINE

d'Anne Burgi Diop
Ed. Jouvence (Genève)
1997 - 220 p - 100 FF ou 29 FS.

L'auteure, qui manifestement aime beaucoup François Terrasson (auteur lui de

l'ouvrage remarquable "La peur de la nature"), a essayé en autant de courts chapitres qu'il y a de lettres dans l'alphabet de mettre face à face des concepts contradictoires pour montrer que dans la société entre les amoureux de la nature — les écolos — et les destructeurs — les productivistes de gauche comme de droite —, il y a un fossé culturel important et que les conséquences en matière de choix urbains conduisent à des solutions souvent opposées. Si pour certaines lettres le choix est parfait (C : compétition ou coopération, G : gaspillage

ou gestion écologique, L : Libéralisme ou libération, Q : Quantité ou qualité), c'est parfois un peu tiré par les cheveux (K : kilomètre ou krill). Elle n'a pas trouvé pour le W (on suggère Watt ou Wagon pour parler du tramway et des transports en communs). C'est facile à lire. A part le choix alphabétique, c'est quand même rarement amusant, de même ce n'est pas toujours très urbain tant la ville aurait du mal à exister sans parasiter son environnement. C'est plein de références et de citations fort intéressantes. Les exemples sont d'abord ge-



nevois, mais cela ne doit pas arrêter le lecteur car les

Le livre du mois

LA CONTRE-CULTURE

Etats-Unis, années 60 :
la naissance de nouvelles utopies

de Christiane Saint-Jean Paulin
Ed. Autrement / Coll. Mémoires
1997 - 220 p. - 130 F

P our les personnes qui ont moins de cinquante ans aujourd'hui et qui n'ont donc pas connu le mouvement hippie à ses origines, voici un retour en arrière fort intéressant pour se rendre compte de l'origine des ruptures dans la pensée occidentale qui dans un premier temps a conduit aux révoltes des années 60 (mai 68 en France) puis à l'émergence de nombreuses idées que l'on retrouve aujourd'hui dans la mouvance écologique. Les premiers livres qui remettent en cause la société de consommation et l'individualisme sont parus en effet dans les années 50 et ne trouveront leur expression sociale que dans les années 60 à un moment où la jeunesse américaine prend conscience du rôle des États-Unis dans les guerres de décolonisation qui se déroulent un peu partout dans le monde et dont la plus spectaculaire est celle du Viet-Nam. L'auteure aborde les divers angles de rupture autour du quartier de Haight-Ashbury à San-Francisco où se trouvaient la plus forte concentration de hippies en 1964 et 1965 : retour à une vie communautaire, refus du travail, découverte du rôle des drogues comme moyen de se connaître soi-même et comme moyen de

lever les inhibitions, oppositions entre les hippies centrés sur leur recherche intérieure et les militants politiques se définissant comme "nouvelle gauche", développement des Diggers qui prônent la culture d'aliments dans les espaces verts et la distribution gratuite de la nourriture aux plus démunis, explosion du Rock'n roll, concerts géants (Woodstock), happenings politiques (voir le livre "Do it"), liens avec la lutte des noirs contre la ségrégation (avec l'assassinat de Martin Luther King en 1968)... Très rapidement les problèmes relationnels se multiplient en milieu urbain où les moyens de survie sont limités (ce sont souvent des étudiants qui touchent de l'argent de leurs parents) et certains cherchent alors à pérenniser l'expérience, ce qui passe par la possibilité de produire : à partir de 1966, c'est le début de l'exode rural qui verra comme au temps de la conquête de l'Ouest apparaître des milliers de "communes rurales" souvent autour de gourous, souvent avec des démarches spirituelles plus ou moins intéressantes. C'est l'éclosion du "New Age" et

le retour des spiritualités orientales. En 1968, le Whole Earth Catalog qui propose des outils et des renseignements divers se vend à 160 000 exemplaires, un autre livre "Mother Earth News" atteint les 400-000 exemplaires (ce qui donnera l'idée en France de la réalisation du Catalogue des Ressources). La liberté sexuelle ne fait qu'accompagner la politique gouvernementale en faveur de la pilule contraceptive même si le féminisme ne se reconnaît pas toujours en phase avec le mouvement :

la première revue en France à "importer" le mouvement. Pour lui, aujourd'hui de nombreuses idées qui choquaient à l'époque ont été récupérées par le système, mais l'essentiel reste, qui peut se résumer en deux mots "ralentissez et simplifiez". Il met au passage en garde contre Internet "nous patageons encore dans un univers de la quantité, quand nous aurions besoin de la qualité. Bill Gates a pour le moment écrasé Montaigne. Internet en est le terrible symbole, comme si savoir se résumait à accumuler !".

On émettra une réserve sur la question posée en dernière de couverture "que reste-t-il de cette révolution des années 60 dans nos mœurs ou dans nos rêves ?" et qui de fait en ne faisant que cet interview d'un rédacteur d'une revue défunte laisse croire qu'il n'y a plus rien. Les milliers d'adresses que nous publions dans la revue sont heureusement là pour se rappeler que si l'intensité n'est certes pas la même, le mouvement a mûri et, aujourd'hui, il y a toujours en France des milliers d'initiatives reposant sur un imaginaire très proche (voir le Catalogue des Ressources republié en 1996), ce qui laisse supposer qu'aux États-Unis, il doit en être de même (voir par exemple les nombreux exemples dans le livre canadien "Entre nous, rebâtir nos communautés").



des études sur les communautés de l'époque montrent que l'on a en moyenne une fille pour quatre garçons. Le livre se termine par une interview fort intéressante de Patrick Rambaud, l'un des fondateurs de la revue "Actuel" qui en 1970 va être

MB.

mêmes exemples peuvent se retrouver dans toutes les grandes villes. Une manière simple d'aborder les grands concepts de l'écologie si souvent flous dans la tête des militants. FV.

COMMENT LA NAISSANCE VIENT AUX FEMMES

de Madeleine Akrich et Bernike Pasveer
Ed. Les Empêcheurs de Tourner en Rond/Synthélabo
1996 - 190 p. - 84 F

La première est française, la seconde est néerlandaise. Toutes les deux mères de familles, elles ont comparé leurs grossesses pour s'apercevoir des énormes différences qui existent sur l'environnement autour de cet événement dans leurs deux pays respectifs. Alors qu'en France, plus de 99 % des accouchements sont médicalisés, l'accouchement à domicile est pratique courante aux Pays-Bas. Le recours à la péridurale concerne aujourd'hui 70 % des parturientes françaises contre 15 % aux Pays-Bas. Une enquête menée dans les deux pays montrent bien la différence d'approche dans la préparation à l'accouchement, dans la médicalisation de l'acte, dans le rôle des sage-femmes, dans l'approche de la violence... En France, l'accouchement est a priori risqué alors qu'au Pays-Bas il est a priori un processus physiologique ne nécessitant pas de médicalisation. L'ou-

vrage est fortement intéressant même s'il oublie d'aborder les approches alternatives de l'accouchement qui se développent depuis de nombreuses années. MB.

EXPRIMER MES DESIRS, CONSTRUIRE MON PROJET

de Marc Denault et Héléne Lavoie
Ed. Chronique Sociale (Lyon)
1997 - 106 p. - 72 F

Vous avez du mal à concrétiser un projet, vous restez bloqué au niveau de vos desirs, ce livre se propose de vous apprendre à avancer jusqu'à la réalisation d'un de ces rêves bloqués. Sous forme de dialogues imaginaires entre des personnages types, le livre vous présente les différents critères qui entrent en compte et vous propose ensuite des exercices. Si le

Exprimer mes desirs Construire mon projet

Marc Denault & Héléne Lavoie



Chronique Sociale

côté jeu peut paraître attrayant, il peut aussi faire douter du sérieux de la méthode. De même, il est bien difficile de vérifier l'efficacité du procédé car il prend en tout plus d'un mois à tester. Une méthode peut-être intéressante pour des amateurs auprès de personnes en difficulté, mais est-ce suffisant pour une personne qui veut créer son projet de manière autonome ? Je reste dubitatif. MB.

TERRE NOURRICIERE

de François Monnier
Ed. L'Harmattan
1996 - 290 p. - 160 F

Alors que la réflexion écologiste a amené d'énormes bémols dans le débat sur la

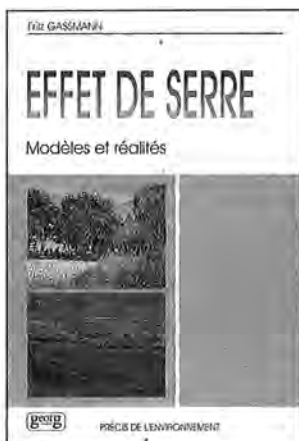
question du développement (celui-ci n'est-il pas toujours lié à une forme de colonialisme ?), il fallait bien s'attendre à ce qu'un jour il y ait une contre-offensive. Dans cet ouvrage, préfacé par le vice-président de la Banque Mondiale et écrit dans un style littéraire fort agréable, l'auteur essaie d'amener le lecteur sensible à l'écologie à des conclusions foireuses. Pourtant, il suffit de lire l'introduction pour bien comprendre où l'on veut nous emmener : "Ce n'est pas en arrêtant le développement que l'on pourra effacer le mal qui a déjà été fait. Celui-ci continuera à produire ses effets et ceci d'autant plus qu'il restera davantage de pays retardataires. C'est au contraire en faisant progresser nos sciences et nos techniques que nous avons les meilleures chances de trouver rapidement des moyens efficaces de corriger nos erreurs et surtout d'éviter d'en commettre de nouvelles" (p.24-25). Passons sur le terme "pays retardataires" qui juge déjà de l'infériorité des autres cultures, pour analyser un peu plus le message : l'éloge de la fuite en avant. Si le passé comporte de multiples erreurs, c'est en poursuivant ce passé qu'on évitera de nouvelles erreurs ! Voilà un sophisme qu'il est beau ! Et tout le livre est dans ce ton. Nous polluons avec ceci ou cela, pas de problème, la technologie va nous permettre de produire plus en polluant moins. Nous manquons de terres agricoles face à l'augmentation de la population ? Pas de problèmes, les biotechnologies vont permettre de cultiver en hors-sol. Les écologistes crient aux limites de la planète. Nous en sommes loin. Page 75, c'est un véritable feu d'artifice : la fusion nucléaire va nous donner une énergie illimitée, la production d'éthanol est quasi-illimitée, la combustion de l'hydrogène est illimitée (trois fois le terme dans la même page !) et si ça ne suffit pas, on enverra des satellites chercher l'énergie ailleurs. Bon bien sûr, peut-être que l'homme va détruire la surface de la planète. Pas de problème : "si nos imprudences

devalent nous conduire un jour à provoquer quelque catastrophe apocalyptique, nous aurions ainsi une chance de pouvoir sauvegarder l'espèce humaine...à condition d'avoir aménagé au préalable des cités sous-marines" (p.59). C'est les promoteurs qui vont être contents, eux dont la propagande n'avait pas réussi à nous faire construire des abris anti-atmosphériques. Et en plus, ça coûtera encore plus cher. Un bouquin idéologiquement bien pourri. MB.

EFFET DE SERRE Modèles et réalités

de Fritz Gassmann
Ed. Georg
1997 - 140 p. - 149 F.

Lorsque nous avons réalisé le hors-série de Silence sur "La menace climatique" nous avons constaté que le sujet rebutait les gens par sa complexité. C'est pourquoi nous avons été enchantés de dé-



couvrir le texte de la conférence de Stephen Schneider qui de manière simple faisait bien la distinction entre les hypothèses et les certitudes et développe les questions éthiques que pose la question du climat. Là, Fritz Gassmann a fait le choix inverse : l'ouvrage est extrêmement précis mais nécessite au moins un bac scientifique pour pouvoir l'aborder ; c'est du niveau d'un article de "la Recherche". Sinon, c'est très bien et la conclusion rejoint nos préoccupations : la question du climat est bien directement une question d'éthique ; à savoir, avons-nous le souci des générations futures ? MB.

Madeleine Akrich / Bernike Pasveer

Comment la naissance vient aux femmes

Les techniques de l'accouchement en France et aux Pays-Bas

MIRE COLLECTION LES EMPÊCHEURS DE PENSER EN ROND

L'ARGENT

Monnaie de singe,
monnaie de sage ?
Collectif

Ed. Le Souffle d'Or
1996 - 180 p. - 130 F

Ce livre a été conçu d'après les interventions d'un colloque sur "l'argent au III^e millénaire" qui a réuni des personnes et des groupes régulièrement cités dans Silence (SEL, NEF...) avec d'autres personnes ayant une approche que l'on qualifiera de plus spirituelle. Ce qui est étonnant dans cet ouvrage, c'est qu'il en ressort une impression de vénération de l'argent que l'on retrouve souvent dans le milieu "New-Age" où l'on est bien loin de s'inquiéter des pouvoirs que donne cet argent sur le mode de fonctionnement de cette société. Ce détachement des réalités quotidiennes sur les méfaits du capitalisme et du libéralisme me choque profondément. Quand par exemple, Claude Périgaud, chercheur s'interroge sur comment "rendre le profit aux actionnaires" (p.66), j'avoue que cela n'est pas ma tasse de thé. Idem lorsque Fabien Ouaki, directeur de Tati affirme (p.68) qu'"on a d'abord remplacé la terre par des machines, mais on ne peut pas manger une machine. C'est donc l'argent qui a rempli ce rôle nourricier". Personnellement, même trempés dans une bonne sauce, je n'est jamais apprécié de manger des billets de banque ! Je demande à le voir faire l'expérience.

Quand Jean-Louis Servan Schreiber (p.141) s'extasie sur la puissance de l'argent qui a permis "la splendeur des

réalisations religieuses de St-Pierre de Rome à la Basilique de Yamoussoukro en passant par la grande Mosquée de Casablanca", j'ai carrément envie de vomir.

Quand le Tibétain Sogyal Rimpoché dit (p.155) qu'"une personne qui par nature est très généreuse avec ses amis et inspire la richesse autour d'elle, pas seulement par l'argent, mais toutes sortes d'autres éléments qui font la richesse" je pourrais être d'accord, mais il poursuit "Si vous avez cette prospérité en vous, l'argent vient". Je ne savais par les adeptes du Dalaï Lama aussi matérialistes.

Pourtant, de ci de là, on trouve quelques bonnes remarques qu'il conviendrait d'explorer. Ainsi, Michel Tavernier, qui travaille beaucoup sur les monnaies virtuelles locales (comme dans les SEL) s'interroge ainsi : une monnaie locale tourne 4 à 10 fois plus vite qu'une monnaie nationale et permet donc 4 à 10 fois plus d'échanges ce qui explique son succès dans la lutte contre le chômage et la pauvreté, mais l'homme ayant un comportement infantile, une telle accélération de la monnaie ne risque-t-il pas de provoquer 4 à 10 fois plus de Rwanda, de Yougoslavie ou de pillage des ressources ?

Bref, un livre qui sous couvert d'une approche spirituelle essaie de justifier l'injustifiable : le droit au pouvoir par l'argent. On peut se demander ce que certains sont aller faire dans cette galère. MB;

PUSH

de Sapphire
Ed. de l'Olivier
1996 - 200 p. - 95 F

"J'ai redoublé quand j'avais douze ans pasque j'ai fait un môme à mon père".

C'est la première phrase du livre qui raconte l'horreur quotidienne d'une fille victime de l'inceste entre un père qui la viole et une mère qui l'exploite. C'est l'histoire d'une Black de Harlem qui n'est jamais sortie de son quartier, marginalisée à tous les niveaux et qui va découvrir qu'elle a quand même le

potentiel pour faire quelque chose et s'épanouir dans la poésie.

C'est cru, cruel, parfois insupportable, mais le malheur c'est que ça existe. Ceux qui ont pleuré en lisant "Cher bon dieu" (réédité sous le titre du film "La couleur pourpre") d'Alice Walker, vont découvrir encore pire. Ceux qui ont aimé "Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué" d'Howard Butten vont apprécier de retrouver ici un style où la poésie arrive à faire accepter ce qu'il y a de plus dur. FV.

COMMENT PEUT-ON ETRE ANTICAPITALISTE ?

"Recherches" n°9,
Revue du MAUSS
Ed. La Découverte
1997 - 340 p. - 175 F

Le MAUSS est le "mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales". On y retrouve des personnes comme Guy Béney, Pierre Alphanéry, Cornélius Castoriadis, Bruno Latour, Wolfgang Sachs, Serge Latouche, bref des intellectuels qui a priori devraient avoir des choses à dire sur le sujet.

Alors on ouvre cette revue sous forme de livre. Les 240 premières pages parlent du capitalisme et les critiques sont justes, mais on attend avec impatience quand est-ce qu'on va parler de l'anticapitalisme.

La dernière partie peut-être ? Quelques pistes tartes à la crème : l'économie du XXI^e siècle doit être solidaire et durable, nécessité d'une "nouvelle gauche"... et enfin un article intéressant de Serge Latouche... celui qu'il a fait pour Silence sur les SEL.

Nos chers intellos ne semblent connaître ni les écrits des anarchistes sur la question, ni ceux des écologistes, ne savent pas qu'il existe de multiples tentatives communautaires. Rien ! L'anticapitalisme, il y en a plein qui essaient de l'expérimenter, mais pas dans un laboratoire, fusse-t-il de sciences sociales.

Un beau titre, mais un bien mauvais traitement du sujet. Les capitalistes peuvent dormir tranquille. MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

FAITES VOS APERITIFS ET VOS LIQUEURS

de J.A. Chandon
48 p. - 36 F

FAITES VOTRE BIÈRE

de J.A. Chandon
48 p. - 36 F

LES HUILES ESSENTIELLES

de Dominique Fabre
48 p. - 36 F

VIVRE AVEC L'ARTHROSE

d'Edwige
32 p. - 22 F

LA COSMETIQUE AU NATUREL

de Patrice de Bonneval
32 p. - 22 F

Ed. Utovie, 40320 Bats

Les éditions Utovie publie une collection "encyclopédie" spécialisée sur les thèmes écologiques. 55 titres déjà parus. Catalogue sur demande.

LES FEMMES DANS LA PRISE DE DÉCISION

sous la direction
de Françoise Gaspard
Ed. L'Harmattan
1997 - 220 p.

Actes de la Conférence nationale organisée par le réseau Demain la parité, en janvier 1996. Beaucoup de chiffres sur la présence des femmes dans différentes structures : électorales mais aussi grandes entreprises (EDF), et un tour d'horizon dans les autres pays européens. Très neutre dans le ton.

LE GUIDE DES ÉTRANGERS FACE À L'ADMINISTRATION

du GISTI
Ed. Syros
1997 - 156 p. - 68 F

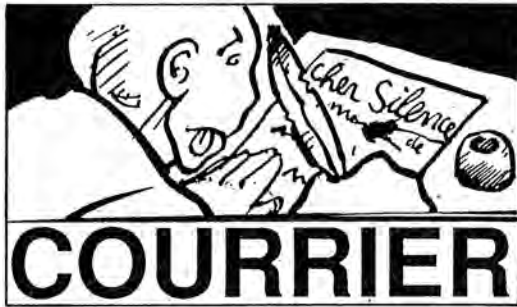
Le livre est sorti en avril juste avant l'annonce des élections. Pas de chances pour l'éditeur... quoi que, le nouveau gouvernement parle de moins en moins de l'abrogation des lois Debré-Pasqua. Pourrait donc malheureusement rester d'actualité.

BIOLOGIES

De l'infection au cancer
de Jean-Paul et Claire Escande
Ed. Empêcheurs de tourner en rond
1997 - 180 p. - 84 F

Deux oncérologues s'interrogent sur le bien-fondé de la recherche sur le cancer, et si les méthodes cartésienne-bernardienne d'aujourd'hui avait un peu trop oublié qu'au centre de la biologie se trouve la vie ? A partir d'anecdotes, ils posent de multiples questions qui devraient ouvrir les voies de la recherche de demain. Malheureusement les auteurs sont des conformistes et le vent de la contestation n'est ici qu'une toute petite brise. Toute petite.





AGIR UN PEU... (4)

Je prends la plume pour répondre à votre article dans le numéro de juin "Agir un peu pour changer beaucoup". Je fais en effet partie des 1600 abonnés dont vous n'avez eu aucune nouvelle concernant votre opération. Pour que vous gardiez bon moral et ayez une vue peut-être un peu plus positive des gens dont vous ne savez pas ce qu'ils font, ni qui ils sont, je vais essayer de vous expliquer notre silence. Je parle au pluriel car mon mari et moi ne sommes certainement pas seuls dans ce cas. Nous sommes d'ardents défenseurs des "Verts" et de ce fait, avons naturellement tendance à fréquenter des gens qui partagent notre point de vue. Même lorsque nous essayons "d'élargir" nos horizons, le cercle de nos connaissances, nous nous retrouvons souvent avec des personnes qui ont à peu près les mêmes sensibilités politiques et la même vision de la vie que nous. Or, la plupart de ces gens soutiennent déjà et sont abonnés à des revues telles que Politis, Silence, La Lettre d'Amnisty... et donc, nous remarquons que nous sollicitons finalement toujours les mêmes ! Pour votre opération, les gens vers qui nous sommes allés parce que nous savions qu'ils ne partageaient pas nos idées, les vôtres, n'ont pas voulu participer !

Ce que nous avons personnellement moins de mal à faire, c'est de faire envoyer un numéro gratuit chez des gens qui ne partagent pas nos convictions mais qui sont assez "ouverts" pour bien vouloir se pencher occasionnellement sur autre chose que leurs journaux habituels. Mais malheureusement, ils ne vont pas ensuite jusqu'à s'abonner ! Bref, nous ne sommes pas de simples consommateurs de votre revue. Rien que dans le numéro d'avril, trois adresses ont retenu notre attention et nous allons les contacter pour des problèmes dans notre commune (concernant l'incinération des déchets, le développement des voies cyclables). Je suis enseignante et ai demandé à participer à un stage du Mouvement international de la Réconciliation. Nous finançons et participons à bon nombre d'actions à l'échelon local qui demandent énergie et participation financière. Nous ne voulons pas toujours "taper" les mêmes ! Et les autres, avec qui nous communiquons toujours pour tenter de les rallier à nos idées considèrent encore nos actions et nos lectures (dont Silence) comme "rétrogrades", "utopiques", inutiles même si l'idée est bonne !

Je pense que beaucoup de lecteurs de Silence sont dans notre cas. Nous sommes finalement tellement "engagés" et "actifs" que nous ne pouvons pas faire assez pour toutes les actions, associations, partitions qui auraient besoin de nous. Notre commune a fait 36 % de voix pour le FN au premier tour des élections le 25 mai. A Cluses, à 5 km d'ici, le centre ville a récolté 40 % de voix pour le FN ! Aujourd'hui, nous avons le "choix" entre un député RPR "très musclé" et un candidat FN. Mon mari ne va pas voter, je vais voter "blanc" et ces derniers semaines nous avons dépensé beaucoup de temps et d'énergie en collage, distribution de tracts, réunions... Votre revue nous donne des idées, nous aide à agir. Donc bravo, continuez, même si vous vous sentez parfois seuls ! Nous sommes là ! Même si nous ne sommes pas toujours complètement d'accord avec vous. Mme LEGER Haute-Savoie.

AGIR UN PEU POUR CHANGER BEAUCOUP (1)

Le Silence de juin m'a fait réaliser à quel point vous avez raison. Le lectorat de cette revue, pourtant engagée, dynamique et conviviale, a trop tendance à la considérer comme une simple revue d'information. Cela va directement à l'encontre de l'idée que je me fais de Silence : il ne faut pas que de telles publications, proposant des alternatives à la société actuelle, répandant les idées fondatrices de celle de demain ainsi que d'autres moins réalistes mais néanmoins nécessaires pour faire progresser cette société, sombre dans la consommation anonyme. Je constate aujourd'hui combien j'ai tardé à "agir un peu". Toutefois je vous communique les adresses de personnes susceptibles de s'abonner, en espérant qu'elles vous aideront à vous développer. Quant à moi, je renouvelle avec enthousiasme mon abonnement à cette excellente revue. Bravo pour ce que vous faites. Olivier GODINOT Meuse

AGIR UN PEU... (2)

Depuis environ deux ans, je suis abonné à Silence et je me retrouve assez bien dedans. Cependant concernant l'appel "Découvrez Silence" du n°219, je trouve que vous allez un peu loin en vous permettant de critiquer les lecteurs-trices qui n'ont pas répondu à votre appel financier et de vente de carnets. Laissez donc un peu de liberté aux gens, expliquez mieux comment le journal est financé, comment vous fonctionnez. Ainsi chaque lecteur-trice peut contribuer au journal de la façon qui lui convient. La convivialité, ça ne se résume pas à donner un chèque, à vendre des carnets. Bien sûr cela fait vivre le journal et génère son indépendance, mais ce n'est pas ça qui met en relation véritable. La relation entre lecteurs-trices d'idées semblables passe plutôt par les courriers au journal, par des réponses aux annonces, par la participation à diverses manifestations, foires, fêtes, par des articles pour le journal... Pour moi, le journal Silence est un moyen de réflexion, de promotion de valeurs respectant l'autre. Il permet de me sentir en lien avec d'autres ayant les mêmes idées. La promotion du journal se fait à côté, par exemple en filan un numéro à une copain-e parce qu'il y a tel ou tel sujet qui l'intéresse. Cela se remarque évidemment moins, mais c'est aussi une façon de trouver de nouveaux lecteurs-trices. Et si les gens ont envie de "consommer" comme vous dites le journal, pourquoi pas ? Rien ne vous dit qu'ils ne sont pas actifs, qu'ils ne changent rien, qu'ils ne vivent pas, en commençant déjà par eux-mêmes, les valeurs d'un monde meilleur. Ne faut-il pas des gens qui donnent, des gens qui agissent, des gens qui réfléchissent. Soyons pour la pluralité de la façon de s'exprimer ! Karin POIROUX Maine-et-Loire

AGIR UN PEU... (3)

Voici mon triste carnet "Découvrez Silence" : un billet vendu à ma collègue qui a trouvé la revue trop riche et compacte, illisible pour elle qui veut du rapidement consommable ; un deuxième billet, ouf, à quelqu'un d'intéressé ; un troisième billet que j'ai pris de mon propre chef, à l'adresse de la bibliothèque. J'ai été très touchée et désolée à la lecture du bilan de l'opération dans le n°219. Je ne voudrais pas être une simple consommatrice d'informations, mais cette campagne de découverte de Silence me renvoie à l'idée que certaines situations familiales et financières nous isolent plus que d'autres. (...) Je voulais tout de même vous dire que Silence est précieux pour moi car il m'aide dans ma réflexion pour un nouveau départ, une vie plus "facile" ou plutôt plus harmonieuse. J'apprécierais beaucoup que la lecture qui a vendu 10 carnets nous raconte sa démarche et sa façon de présenter la chose, ses groupes d'intérêts... Catherine CHAMBAUDY-TRIVIER Côte-d'Or.

AGIR UN PEU... (5)

Comme de bien entendu, je fais partie des retardataires. Je vous renvoie tout de même neuf adresses (en espérant qu'il y ait au moins deux abonnements). Nous faisons partie des lecteurs silencieux qui vous apprécient pourtant beaucoup. Mais si nous agissons pas trop avec vous, c'est que nous avons fort à faire : exploitation agricole bio (vin, amandes, élevage), éducation alternative (je garde mes enfants et ne les scolarise pas), alimentation totalement bio depuis dix ans... Nous sommes donc de tout cœur avec vous, même si pour le moment nous n'agissons qu'à proximité. Peut-être un jour viendra où nous aurons plus de temps et où nous pourrions nous engager dans une action militante. Jean et Marie-Pierre COUSTON Vaucluse.

AGIR UN PEU... (6)

Je vous propose une suggestion pour la campagne "Découvrez Silence" : envoyer un (ou plusieurs) spécimen de Silence dans chaque bibliothèque municipale, ainsi que dans chaque bibliothèque de collège, lycée ou faculté (avec un roulement par secteur, étalé dans le temps) en joignant une circulaire ou une affiche destinée aux profs et étudiants pour les avertir qu'un ou plusieurs spécimens de Silence sont à leur disposition dans la bibliothèque de leur établissement. Sachant que l'avenir de l'écologie, des alternatives et de la non-violence repose essentiellement sur l'information-éducative, il y aura de cette manière plus de chance de faire passer le message. Georges BREMOND Alpes-Maritimes

Silence : nous avons déjà essayé : le retour est extrêmement faible... par contre selon une amie bibliothécaire, si un habitant de la commune fait une demande d'abonnement à la bibliothèque municipale, c'est souvent pris en compte car les demandes précises sont rares. Donc si des lecteurs et lectrices veulent encore "agir un peu", elles peuvent faire la démarche.

AGIR UN PEU...(7)

Québécois vivant en Suisse, 35 ans, parallèlement informaticien et SAMU-iste de formation, je n'ai jamais été sérieusement écolo ni militant. J'applique dans ma propre vie ce que je choisis (recyclage, pas de voiture) mais je ne prêche que par l'exemple. Dans notre couple, c'est surtout ma compagne qui milite "écolo". C'est d'ailleurs elle qui s'est abonnée initialement. Entre sa profession de musicienne, son végétarisme, sa maîtrise de cinq ou six langues, son engagement pour la planète et ses efforts en faveur de la communication égale entre les peuples par le biais de l'espéranto, elle trouve encore le moyen de lire à fond votre revue tous les mois et d'en débattre le contenu des articles avec des gens de son entourage... Quant à moi, j'avais vu "trainer" vos numéros à la cuisine, j'avais feuilleté... distraitemment. Jusqu'à ce qu'elle me prie de lire votre "quatre pages" et de donner mon avis. Elle a sollicité mon opinion en raison de ma connaissance du monde de l'édition car j'ai été, à Montréal, de 1985 à 1988, éditeur d'une revue qui se consacrait à l'avancement des soins médicaux d'urgence. Mensuelle, tirant progressivement de 5000 à 12000 copies, ayant 2500 abonnés réguliers quand j'ai quitté le Québec pour l'Europe, la revue m'a donc permis de me froter aux questions de budget, de tirage et de nombre d'abonnés. S'agissant d'une publication lancée sous forme associative, j'ai fait le même boulot que vous (...).

C'est donc avec un regard pour le moins intéressé que j'ai lu votre plaidoirie. Je m'attendais (excusez-moi) à trouver une prose irrationnelle et légèrement incohérente, comme on en voit malheureusement trop souvent (...). Mais ma réaction fut tout autre. Votre texte est convaincant, extrêmement bien structuré dans sa forme et juste assez provocateur sans être larmoyant. Comme disent les Suisses, il "tient la route". En particulier, les aspects organisationnels et éditoriaux m'ont rappelé ma propre expérience passée. Votre démarche m'a semblée limpide et je vous en félicite. Vous êtes confrontés à des difficultés connues, permettez-moi de vous dire que vous avez raison malgré tout de tenir bon ! Votre voix est nécessaire. Accessoirement, votre plaidoirie vous a gagné un lecteur supplémentaire : moi (malheureusement déjà abonné !). Mais nous avons entrepris de plaider pour vous dans notre entourage...

Si la chose peut vous être de quelque utilité, je me permets aussi de vous faire part de certains éléments de réflexion plus précis :

Objectif quantitatif : quand j'ai lu votre 4-pages, j'ai pointé du doigt l'objectif de doubler le lectorat en disant à ma femme "ils rêvent". En marketing, on sait qu'un mailing généralisé ne rapporte guère plus de 4 % de réponses positives, sauf pour les produits très en vogue (engagement éphémère de masse). On peut espérer que la campagne amenant vos nouveaux prospects à entendre d'abord parler de vous avant qu'ils ne reçoivent le numéro d'essai pourra influencer légèrement à la hausse ce pourcentage. Mais vous devriez vous féliciter d'un résultat d'un peu plus de 4 % s'applique au départ parmi vos lecteurs eux-mêmes lorsqu'ils répercutent la campagne. Or vous dites que 400 sur 2000 ont réagi ? Grands dieux, 20 % c'est "énorme". Vous pouvez vous féliciter.

Le droit de ne pas faire ce que d'autres voudraient que l'on fasse.

Puisqu'on doit se dire que votre résultat est mieux que normal, évitez absolument de froisser les susceptibilités des lecteurs en écrivant par exemple "il semble que pour la majorité d'entre vous, ceci représente un obstacle". J'ai déjà essayé cette méthode dans notre revue (plus agressivement), sûr de mon droit, en espérant "réveiller" les endormis. O douleur, nous avons essayé un feu de critiques, et perdu une brochette d'abonnés. Quel que soit l'immobilisme des lecteurs, et même s'ils méritent collectivement l'étiquette de "consommateurs passifs" que vous leur attribuez au passage, ils ont le droit à cette passivité à l'égard de la revue que vous offrez. Qui sait si le temps que l'un n'a pas passé à collecter des noms n'a pas été consacré à des heures supplémentaires auprès d'enfants en difficulté ou à un week-end de nettoyage de rives (...). Convaincre bien sûr, mais ne pas se laisser aller à croire que les gens "doivent forcément". (...).

La tombola. Pas d'accord avec ceux qui disent qu'elle est superflue. Elle apporte un côté ludique bienvenu, même si on peut ne pas se sentir intéressé par les lots offerts...

Internet. J'ai lu aussi (je ne sais plus où) que vous étiez contre Internet. En tant qu'informaticien formé en Amérique, il me semble que la globalité de ce phénomène n'est pas perçue à sa juste valeur... mais dans l'immédiat mon propos sera autre. J'admets (et aurait même tendance à approuver) que les réseaux informatiques ne sont pas le meilleur lieu pour la lutte que vous menez. Vos lecteurs ont tout à gagner d'un moment de lecture "protégé" où ils prennent le temps de réfléchir en profondeur à ce qu'ils lisent. Moi aussi, quand je lis Silence, je débranche.

Mais vous pouvez néanmoins, sans vous compromettre le moins du monde, utiliser ce vecteur pour informer de votre existence un grand nombre de personnes. Même s'il reste clair qu'ils devront par la suite vous lire "hors-réseau" (...).

Déjà du 10 juin. Revenons à la campagne proprement dite. Puisque les gens préfèrent souvent renoncer quand ils sont en retard, je suggère que vous indiquiez, d'une façon ou d'une autre, que ceux qui n'ont pas retourné leur carnet peuvent encore le faire après la date, avec les sous, tout en ne pouvant plus participer à la tombola. Ce rappel se justifie d'ailleurs d'un point de vue éthique : le lecteur qui a réclamé 10 F à quelqu'un et qui, par oubli certainement, car les lecteurs de Silence ne sont pas malhonnêtes, ne vous a pas retourné à temps reste votre débiteur. L'argent perçu l'a été en votre nom... et le prospecté s'attend à recevoir son numéro.

Mario BELUSLE
Jura suisse.

TOMBOLA "DECOUVREZ SILENCE"

Le tirage au sort de la tombola a donné les résultats suivants.
En principe, tous les gagnants ont dû être avertis début juillet.

1er prix : une remorque pour vélo
PELLERIN Hugette (69100)

2ème au 200 ème prix : un jeu sorti du nucléaire

ADRIAN Sylvie (04240), AGUIRRE Thierry (69001), AJAC S (49100), AMINOT Véronique (89240), ANDRIEUX (92320), ATTEIA Marc (31520), AVENEL Sandrine (76230), BARATHIEU Hervé (75011), BARTHES LE BERRE Joseph (34000), BAZEAU Philippe (91270), BEC JOEL (15220), BELLOT Georges (84270), BENOIT Denis (49250), BESANGER Alain (86160), BERNARD Jean-Claude (92330), BELLISSE Paule (34150), BESSONNET Sébastien (17380), BEZEL Claire (91400), BIASOLI René (54680), BIELAK René (09230), BLANCHO Hervé (85200), BLIN A (37380), BOBON Michel (35560), BOCH José (67700), BOIRET AYMERIC (92800), BONNIN FRANCOIS (86490), BOUGON GILLES (76290), BOYER Marie-Noëlle et Pascal (01800), BRASEY Patrice (01800), BRUN Colette (07200), BUTTERLIN Jean-Marc (43500), CAILLEAU Francine (86160), CAMINAGE Gérard (46600), CAPPY Jeanine (51800), CARDAILLAC (11500), CARPENTIER Guillaume et DALLEMAGNE Claude (97680), CAUSSIEU Sylvie (65000), CHAMPOMMIER J.L. (13600), CHAPUIS Marie-Laure (78210), CHARBONNEAU André (53000), CHARBONNEAU Isabelle (22580), CHAUDAT JEAN (91140), CHESNEAU Bernard (85000), CIBOIS ANNIK (61250), CLEMENCE Marie-Odile (54680), CLENET Remy (30700), COCAIN Monique (53270), COLOSETTI Louise (09100), CORBILLE (35550), CORDEAU Germaine (26400), COUDERC Yves (12400), COURVAUD Aimée (87300), COVELLIER Luc (Belgique), CRESSANT Arnaud (13005), CRUER Cathy (26620), D'HAERY (31400), DAVID Nadege (54100), DE BROUWER Philippe (92100), DECAVATA Bernard (30540), DELARUE Christian (35135), DELHOMMEAU Catherine (93100), DELPONT Pierre-Marie (12100), DEMANGE Emmanuelle (88530), DEROUX (22570), DHEZ Virginie (65800), DUJARDIN Anna (07140), DUPUY Suzette (78790), ELIARD Michel (13600), ELIS JEREMY (44700), EVRARD Christian (48100), FANOUILLERE Didier (22000), FASULA François (49000), FONDATION KRUGER, GRANGEON Yvonne (66500), FRERE Marie-Françoise (29610), FREYDRICH (38100), FUMEY Michel (69280), GADEYNE Raoul (59223), GADRAS Joel (63600), GAILLARD Paule (68100), GAILLIER Yves (38110), GARDE Michel (42170), GAUDILLOU Edith (74200), GEORGE Pierre (66400), GEURIN Philippe (55000), GEYER Eriane (06230), GIRAUDO M.D. (13180), GODET Bernadette (44000), GODIER J.P. (78000), GOURICHON Pierre (35400), GREGORI Marie-Françoise (13099), GRIGNARD Chantal (69120), GRONGNET Elisabeth (22120), GUILLET Dominique (44680), GUILLEUX Sylvain (49340), HALFON CONSTANCE Hélène (91210), HAMADOU Mohamed (69006), HAMMOND Roy et Brigitte (34830), HANKS PAUL (42300), HARO Alain (30800), HATICHOUEL François (94400), HICK Simone (11140), HOLMIERE Marc (12400), HOURTIC Claude (06240), HUGON Valéry (30900), HURSTEL Hubert (67230), JACQUIER Maurice (69400), JODLOWSKI Irene (59700), JURADO Alexandre (21300), KAISER Jean-PAUL (67230), KIRSCHING Annie (57430), KOCH Theres (30900), LACROIX Michel (05600), LACROIX Stéphane (39130), LAFON Marie-Françoise (12000), LANGLOIS Maryline (56350), LAUTNER Marie-Thérèse (01000), LAZAROTTO Gilbert (69300), LE BRIS GILLES (69740), LE GAL Annie (56000), LE HIR Xavier (16410), LE JELOUX Gilbert (56300), LE TALLECUE Alain (38340), LEBRUN Marie-Claude (19120), LEGENDRE Bernard (54530), LEGROS Pierre (07270), LEJONNE Patrick (04270), LERICHE (41100), LESCHOPY Corinne (94600), LEVIN Mme (38710), LINOTTE Jean-Paul (95000), LIONNET Martine (70130), LIQUIERE Nadine (84800), LOGUT Margaret (83270), LUDERS M. (83131), LUNEL Henri (35150), LYONEN Régis (07130), MAILLE-BOUIS Christian (43520), MAILLOT Alain (30140), MARCHAL (84100), MARCINIAC Christine (86510), MATA Jean (93310), MAUBERNARD Christille (30200), MECH Emmanuel (69110), MEYRAND Jean-Claude et Françoise (38850), MICHAÏLOUA Fabian (88320), MICHEL Frédéric (13380), MINO Françoise (01000), MOAL Annie (29600), MOKEDDEM Christelle et Farid (31330), MONNET Viviane (85000), MOREL Fernand (44170), MORIO KLEIN Valérie (68480), MOROL Alain (35600), NAUDET Noëlle (77140), NEVEU Fabienne (85000), NICAISE Béatrice (81710), NICOURT Michele (85310), OERTEL Bernard (67540), OLIVIER Marivonne (84880), PERROT Philippe et Delphine (58420), PERSE Sophie (95480), PETARD Anne-Marie MORILLE Jean-Louis (44110), PETIT Michel (53000), PETROZ Jacqueline (73110), PHILAE SARL (34300), PICCO Murielle (38600), PINO Eustache (95270), PLANTIER Eric (75010), PONCEAU (35700), POUILLIEUX Anne-Claude (57130), PRADEAU Guy (21210), PRAUD Mme (85190), RANDOLPH Michael (81210), RASCLE FRANC Hélène (93160), RECRESIO (06100), RENAUD Famille (74160), RICHER Erika (26000), ROMAIGLIERE Patricia (13004), ROSE LOUIS (42210), ROSETT BOULON Sandrine (38190), ROUZIES Famille (69130), SALMON Gilles (22120), SAMADHI (34560), SANDERS Philippe (60320), SARLAND Dominique (61060), SCHAFFHAUSER Renaud (36230), SELINGER Karine (57140), SERRE Julien (84410), SIGOULET Melle (02000), SOUCHAY Helene (12360), SUTTON Stéphanie (90300), TARTAR Claire (57070), THIRION Pierre (38360), THILAYE DU BOULAY Catherine (69240), VANDEKERCKOVE Evelyne (59390), VERLEY Blandine et LEGUENNEC Yves (94240), VERMERSCH Marion (74200), VIGNAL Raymond (38360), WAGENER Nicolas (57000)

Du 201 au 300ème prix : une BD antinucléaire

ALARCON Yvonne (13270), ANSKER Bruno (29410), ASSOCIATION DE BOUCHE A OREILLE (56520), AUCLER Daniel (69650), AUSSANT Raymond (17011), BARKISSE Marion (CH), BERTHELOT (71400), BIOT Carole (C), BOINET Florence (22570), BOTTI François et BELLISSE Catherine (55260), BOUDES JP (84700), BOUROUILLEC Catherine (35000), BRUNEL Michele (30330), CAMPES Bernard (17140), CONTE Pierre (94400), CARBONEL Laurent (30380), CAUDET Vincent (84300), COINTEPAS Odile (75013), CAPON Gilberte (38200), COUETIE Hervé (50370), DE BEAUVAIS France (73250), DE BROUWER Antoine (69100), DESANNAUD Denise (76500), DESCHAMPS Anne (06560), DESPEISSE Genevieve (69600), DODET Philippe (21560), DOUX Colette (07360), DUMELZ André (59233), DYE Françoise (75019), ENEE Alain (61250), FACQ Christiane et Paul (87350), FALIP Marie-Claude (12200), FARRER Kathrin (D.), FERNEX Chantal (67140), FERRARI (93160), FILLIOL Gilles (05000), GALLET Jean (38900), GAUDILLON J.F. (52260), GAVACHE Muriel (30000), GERARD BORBAN Désiré (02420), GIMBERT Luc (13370), GLANDUS Monique (87270), GOUTET CHOTARD (44000), GRANDJEAN Simon (39300), GUILLAUME Michel (25750), HAMMAM Aïme(91470), HANSART Yves (B), HAUG Marie-Reine (68400), HIRTLER Frédéric (67190), HUBA Sabine (23120), HUMILIER Thierry (93170), IMBART LATOUR Céline (81160), JACQUET CHAUVIN Jacob (21270), JOUANNEAU Marie-Paule (38190), JOUVE Bernard (42740), KOCKEN Mr. et Mme. (33000), KRAAL Renaud (94200), LABBE Anne-Marie (30760), LAPALUS Catherine (25870), LE ROCH' MARCEL (22160), LINARD Pascal (77140), LONNOY Stéphanie (41270), LOUVERGNEUX Karine (59600), MACAIRE Marie-Françoise (79000), MACKERPRANG Saga (29770), MARCADE Monique (34300), MAREE A. (25110), MARIE Michel (52100), MILLEY Maurice (10140), NICOLAS Jean-Claude (69002), NICOT Jean (58000), NORE Jean-François (74940), NORTH M-Thérèse (67630), PAPPOLA Patrick (13001), PELISSIER Monique (75018), PELLOSSE M.ou Mme. Pierre-Yves (74330), PENTECOTE J. (22490), PERON ROSELYNE (56230), PORTE Philippe (52410), RENARD Pierre (01310), RENOU Katia (64240), RIEDEL François (79170), ROLLIN Pascal (30450), ROSSET René (01120), ROUSSET JOEL (33870), SALVANDON CHARLES PATRICE (94520), SCHAEER Ernest (91110), SOULAS Thérèse (26190), TERRILLON Erwan (44810), THIBIER Emmanuel (66000), THIEBAUT Cécile (70160), TRIDON Danièle (55260), VALENTE Andréa (04510), VILDEIJU Dominique (09008), VION Daniel (69001), VIOT Michel (44300), VOLOT Jean (89630), WITTMER Dominique (67510), WOSTYLAK Jean-Pierre (52270).

301 au 400ème prix : une remise de 50 % sur un livre

AIT MOUHOUD Rabah (57950), ANDRE Catherine (12520), AYCAGUER Gabi (64120), BARROUILLET Célia (38390), BASILISCO Adriana (75014), BELLANGER Francis (73250), BERDUCOU Laurence (07140), BERNARD ROGER (69300), BILLARD Josiane (38110), BORDRON ALIX (37390), BOUCHET Marise (38090), BOURDON Lise (92240), BOURRY Jean-Marie (16340), BOVKOWSKI Fabien (62700), BROSSARD Didier (69210), BUDIN Marise (38140), CAUSSE Christine (69364), CHANGÉON Marie-Paule (53260), CHASLES Philippe (04340), CHATEL ARD Frédéric (42390), CLENET Jean-Yves (11500), CLERC RENAULT Lionel (90800), COLLIGNON Alain (34390), COUDIN (43200), D'ELISSAGAREY M. GYTE (64120), DAMONT André (26300), DE FERRE LIBEDE (75010), DECDUROZ Gérald (74940), DESBATS Christian (64490), DOMMANGE Alain (35135), DOUBOIS A. (33600), DUDOUET Michel (35150), ESPINASSE (12430), FADEUILLE M. ET MME. (31800), FARINE Jean (70000), FOUILLEUL Catherine (53000), FRENEAU Marie-Angé (75013), GARMY F. (63120), GAUCI Monique (31500), GAUTIER Claire (13103), GROUILLER Paulette (47140), GRUAU Jean (94880), HAAG Marie (ALLEMAGNE), HAKO JOS (30300), HARTZ FAISANT Marie (35230), HAYNAU Dominique (75015), JOANNESSE Raymond (51100), KLAPCZYNSKI Marc (68500), LA PORTA Simone (94500), LAPIERRE Anne (13660), LAVAL J.B. (42400), LE MOIGNE Gilles (53000), LE MOING Patrick (53000), LEDUC Anne (59198), LEGALLINE Lise (14000), LHOMME Céline (91800), LUCIA Vincent (33440), MAC AVOY Caroline (22160), MACAIRE Patrick (53300), MAHOUSA Yvette (92320), MAOLYN R. (86000), MARECHAL Frédéric (44800), MASSARIER Jean-Claude (75004), MATHEZ Nicole (31000), MATHIOT Jacques (68100), MAYARD Fabienne (30200), MEGRET (33113), MICHAUD Anne-Marie (79000), MONTCHOUET Didier (21190), MOY Matthieu (38120), MULTRIER Daniel (30200), MUNIER Joel (39570), NICOLAS Joel (88000), PAULIN Eric (25560), PETER Jean (71490), PICOT Marie-Jo (38200), PILON (67520), POTRINARD Sabine (10100), POTEREAU Nicolas (85270), POUCHIN Christiane (76170), RAFFIN Jacqueline (34700), RICHARD Christian (77169), ROBIN Yves et Dominique (85100), ROBINOT Marie-Françoise (69100), ROCHER François (61250), ROMANGNE Michel (74140), ROMAN Denis (06100), RONKEL Isabelle (35390), SCAQUEPEY J.J. (93100), SARTI Pierrette (64440), SENANE Nelly (59240), SVAHN Xavier (33700), TACHE Roselyne (78450), TALOT (75018), TARDY Sylvain (70130), TIBERGHIEN Auréa (78310), TINET Jean-Claude (24400), TOINON Marcel (29250), VANDERLEY Frédéric (ANDORRE), WEIL Jean-François (04270).

ELOGE DE LA DIFFERENCE

Je veux bien qu'on soit démocrates à Silence, mais est-ce vraiment une raison pour publier les édulcorations de lecteurs en mal d'amalgames dangereux, sous prétexte de lyrisme ? Je fais ici allusion au courrier d'Émile Vaissaire à propos de l'immigration, paru dans le numéro 219 et qui m'a mis très en colère. Certes, la conclusion, bien que peu originale, se "défend", comme on dit. Il est bien évident que la question de l'immigration se résout d'abord en amont, en donnant aux différents peuples les moyens de vivre dignement, ce que des modalités d'échanges équitables, respectant la vie de chacun(e), peuvent contribuer à obtenir. Mais avant d'en arriver là, que d'amalgames, idées fausses et autres délites utopico-racistes, qui ne mériteraient qu'un franc et sonore éclat de rire s'ils ne faisaient dangereusement le lit de certaines thèses extrémistes et odieuses. Faut-il encore le dire ? Je croyais que, au moins parmi les lecteurs de Silence, c'était un fait acquis et qu'il n'était pas besoin de revenir encore et toujours dessus. Mais apparemment, cela n'est pas le cas, alors je le redis : les races humaines, ça n'existe pas. Des peuples, des cultures, des histoires, oui. Mais des races, non. Le concept de race humaine est une invention de l'homme blanc colonialiste (celui-là même

que dénonce Émile Vaissaire) pour légitimer sa domination sur le reste du monde. Le concept de race humaine est une aberration scientifique qui ne résiste pas une minute à n'importe quelle étude sérieuse. Sans entrer dans les détails (pour plus de précision voir l'excellent *Eloge de la différence* d'Albert Jacquard), on prouve par exemple que "la distance génétique" entre deux êtres humains ne peut s'étendre que gène par gène, et que, par exemple, un(e) Suédois(e) blanchissime et un(e) Sara du Tchad (groupe réputé comme étant formé d'individus dont la peau est la plus sombre du monde) peuvent tout à fait être très proches, génétiquement parlant, pour ce qui concerne d'autres critères, tels les systèmes sanguins ou immunologiques. La visibilité de la couleur de la peau est loin d'en faire un critère scientifique sérieux. Donc, on ne parle plus de race. Mais le "baobab" enraciné dans son milieu, cher à Émile Vaissaire, pourrait s'entendre en terme de culture. L'image, comme toute image, peut servir à illustrer une idée, mais en aucun cas se substituer à un raisonnement : faut-il, là encore, rappeler que si les hommes et les femmes se nourrissent intellectuellement en partie de leur environnement et de leur milieu culturel et physique, ils ou elles ne sont, juste-

ment, pas des baobabs ? C'est qu'un homme et une femme, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, ça bouge... Si, si, je vous l'assure. C'est incroyable : ça se déplacé, ça se promène, ça grouille, au lieu de rester sagement à sa place histoire de simplifier la vie des classificateurs en tous genres. Et dire que même les plus pauvres s'y mettent ! Le terme "déraciner" a un sens en termes de souffrance bien sûr, mais il ne suffit pas à lui seul à décrire la réalité. Un homme ou une femme ne souffrent pas de la même façon qu'un baobab quand on le déracine pour la bonne raison qu'un homme ou une femme ne vivent pas scotchés à leur milieu, leur culture, leur groupe d'appartenance, qu'ils ou elles peuvent, justement, s'en éloigner, les remettre en question, prendre du recul : c'est bien là toute la force de l'humain. Alors n'en déplaise à Émile Vaissaire, l'immigration, quelle qu'elle soit, y compris celle due à la pauvreté, est pour moi une richesse : oui, même les pauvres m'apportent quelque chose (je ne dois pas être normalement constitué(e)). J'aime découvrir d'autres cultures, d'autres modes de vie, et, du simple point de vue économique-capitaliste, l'immigration enrichit mon pays par sa force de travail et ses dépenses qui font tourner notre système. Que cette immigration soit

due à une misère et à une souffrance et que, donc, je doive tout mettre en œuvre pour limiter cette misère et cette souffrance (et là, mais là seulement, je rejoins Émile Vaissaire), ne m'autorise aucunement à la juger "mauvaise" ou "néfaste". Les seul(e)s autorisé(e)s à juger de la validité de l'immigration sont bien les immigré(e)s eux(elles)-mêmes. Sans compter que, dans certains groupes, tels les Maliens de la région de Kayes, l'émigration temporaire est une tradition, et qu'un homme qui "part" y gagne en prestige, en-dehors de toute question économique. Il ne s'agit pas, bien entendu, de faire l'apologie béate de l'immigration. Je suis bien d'accord pour dire qu'une immigration forcée peut être lourde de souffrance. Mais ce n'est pas à nous d'en juger. Notre rôle doit se borner à tout faire pour diminuer au maximum les contraintes qui pèsent sur un tel choix, et ensuite, à accueillir ceux et celles qui le maintiendront : et pour moi, très égoïstement, j'espère qu'il restera encore pendant longtemps des hommes et des femmes prêt(e)s à quitter leur pays, car les échanges entre peuples (entre tous les membres de tous les peuples, "riches" ou "pauvres") restent une source de renouvellement inépuisable. **Françoise HATCHUEL**
Val-de-Marne.

CHANVRE, PAPIER, ENCRE, BIOGAZ...

Il n'y a rien à faire, quand je ne reçois pas Silence, ça me manque. Ça va, tant que je me drogue qu'au "Silence".
Je me demandais pourquoi vous n'imprimez pas sur du papier de chanvre. Je crois que c'est moins mauvais pour l'environnement. Ça doit coûter moins cher que le papier à base d'arbre, non ? Et pour votre encrage, je me demande s'il existe des encres moins nocives pour l'environnement. Si oui, où peut-on les trouver ? De mon côté, pendant l'été, grâce à votre "un cuiseur facile à faire", je vais enfin avoir mon cuiseur : ça va chauffer !
Et pendant que j'y suis, si vous connaissez quelqu'un pour fabriquer du gaz à partir des déchets

organiques...
Christelle LE STRAT
Ardèche

Silence : le papier de chanvre est un papier de très bonne qualité et il est cher. Il sert à fabriquer les billets de banque car il résiste très bien au froissage. Silence est imprimé sur du papier 100 % recyclé et donc n'utilise des arbres qu'en "seconde main". Concernant les encres, nous ne connaissons qu'une revue qui indique utiliser des encres végétales : le bulletin du Centre de ressources non-violentes de Montréal. Après un coup de fil à notre imprimeur, celui-ci nous a dit avoir fait des essais d'une encre à base d'huile de soja... mais avec de mauvais résultats. Nous avons quand même

convénu avec lui de faire des essais. On vous tiendra au courant. Pour les particuliers, on peut faire de l'encre d'assez bonne qualité avec du brou de noix, des noix de Galle, de l'épine de prunellier, le fruit du sureau, mélangé avec de la gomme arabique... mais ces encres s'effacent souvent avec le temps. Pour connaître les recettes, voir par exemple les cours donnés par les Communautés de l'Arche. Restons dans les communautés : la Nef des Fous (Jansiac, 04200 Chateaufort-Miravail, tél : 04 92 62 02 61) fait des essais depuis des années sur la production de gaz à partir de matières végétales et fait fonctionner ses moteurs ainsi : ça devrait répondre à votre dernière question.

CHEVREUIL

Votre article "Retrouver les forêts sauvages" est tombé à point nommé. Un ami parlait de ses plantations de douglas. Quelque chose d'insolite semble se produire entre Savoie et Isère : les douglas crévent un an après avoir été endormagés par les chevreuils. Les "forestiers" ne savent pas si les arbres sont broutés pour leur écorce ou usés par des cornes frottées "jusqu'à l'os" de l'arbre. Comme quoi la nature organise peut-être sa justice ?
Raymond CULLET
Savoie

Silence : le chevreuil vit normalement en plaine. Rejeté dans les forêts par l'agriculture, il se nourrit de ce qu'il trouve et en hiver dans des plantations de résineux, il n'y a pas grand chose de comestible si ce n'est l'écorce des jeunes arbres.

NON-VIOLENCE ET ANGELISME

Je te jette un pavé dans la mare ? Je dois vous avouer que je me méfie d'une non-violence qui tombe dans l'angélisme. Il y a pour moi des limites à excuser la bêtise. Cinquante ans seulement après le nazisme (et tout ce qu'il a fait souffrir l'humanité), peut-on encore excuser la profonde imbécillité de la nouvelle extrême-droite ? Et d'expliquer que ces pauvres gens se trompent de colères et de peurs (NDLR : voir *Silence* n°216 article où nous distinguons les 2 % de gens totalement d'accord avec le FN du reste des électeurs "qui se trompent de peur") ; avec la conséquence que jamais personne ne semble culpable, quoiqu'encore responsable (phrase à la mode très exploitée par les politiciens).
Une responsabilité mal assumée n'entraîne-t-elle pas parfois une certaine culpabilité ? Refuser ou dépasser le complexe de culpabilité

judéo-chrétien signifie-t-il qu'il n'y ait maintenant plus de conséquences aux gestes posés ? La culpabilité pourrait-elle consister simplement à reconnaître, avec honnêteté, qu'on fait une erreur, et sans s'en torturer, à essayer de faire un peu mieux ? Et sans aller, par opposition, jusqu'à tomber dans la même haine que l'extrême-droite (tel Charlie-Hebdo qui s'amuse à caricaturer le dernier œil de Le Pen crevé par le clocher de la cathédrale de Strasbourg), peut-on concevoir une non-violence moins angélique (et plus humaine à mon avis) qui se permettrait de dire clairement aux intéressés combien il est bête d'être à l'extrême-droite 50 ans après avoir vécu le nazisme ? "Qui n'apprend pas du passé est condamné à le revivre", qu'on étudie l'Allemagne des années 30 : de nombreux citoyens à courte vue ont voté pour Hitler parce qu'il n'y avait pas assez d'em-

ploiés et de logements...
A moins que la seule vraie explication du malheur humain réside justement et surtout dans la bêtise multiforme (augmentée de la méchanceté). Car la bêtise ordinaire qui consiste à caresser sa baignole et son club sportif préféré devient lassante et ne vaudra jamais l'excitation extraordinaire d'une bonne guerre. Comment expliquer autrement que par la bêtise les arguments de l'extrême-droite ? Prétendre que l'holocauste n'a pas existé, c'est un peu comme douter que son propre grand-père ait vécu. Prétendre que les races sont inégales sous-entend que certaines sont supérieures et d'autres inférieures. Ce que ne manquera pas de contester le fasciste du pays d'à côté qui réclame aussi la première place, logique cul-de-sac de la bêtise. Ah, si les imbéciles pouvaient régler leurs comptes entre eux et laisser le reste de l'humanité

tranquille (si, si, si en resteraient !).
Suis-je iconoclaste de la pure non-violence si je réclame le droit de ne porter qu'un respect limité à ceux qui sont prêts (peu importe le motif) à détruire gens et planète en tout ou en partie ?
S'opposer de toute façon à la violence physique, dire de manière pas trop diplomatique avec dérision et même et "front"erie ce que l'on pense (et en porter le cas échéant les conséquences) tout en restant malgré tout prêt au dialogue-discussion, est-ce encore, oui ou non, de la non-violence ?
Ceux qui prétendent savoir sont priés de bien vouloir répondre... en se rappelant que plus la théorie est pure et belle (parfaite), plus la pratique s'avère difficile et... rare.
"N'écoutez pas ce qu'ils disent, mais regarde ce qu'ils font"
André LARIVIERE
Haute-Loire

COQ EN PATE

Je suis la mascotte de FERME, fédération européenne de revalorisation des races domestiques menacées, et le symbole de la France : je suis un de ceux que l'on a pu entendre et voir à Primevère les 28 février, 1 et 2 mars ; je suis un coq Gouloise Dorée, âgé de 5 ans. Personnellement, j'aime bien aprir en goguette en ville, loin de mon coin de campagne de la Loire. Ce n'est pas tous les jours que je peux me faire admirer par 25 000 personnes (nous les coqs, on est un peu cabot) ; Georges, mon patron, est là tout le temps à côté de moi, plus ses amis qui expliquent aux passants que JE suis le descendant de la plus ancienne race française, que tous les clochers de France sont équipés d'une girouette à MON effigie, bref, que je suis une star ; ça fait du bien de se sentir flatté. Le logement est correct, plus près du Formule 1 que du Hilton, mais quand je vois les exposants (et le public) entassés à 2 par mètre carré, je relativise ; le soir, dans mon poulailler, j'ai même moins de place (la journée, j'ai un pré pour m'ébattre). L'autre jour, en lisant Silence, je tombe sur un courrier des lecteurs "allumant" Primevère en général et FERME en particulier (sans même la

nommer) pour nous avoir exposés dans des cages "minuscules" (80 cm de côté, soit l'équivalent d'une pièce de 16 m2 pour un humain !). Doit être bien logé le lecteur ! Vu les commentaires que j'ai entendus à Primevère (et dans toutes les manifestations auxquelles j'ai participé) de nombreux visiteurs (des jeunes enfants en particulier) n'avaient jamais vu de coq "en vrai", ni même de vulgaire poulet autrement que sous film cellophane au supermarché du coin ! Ce lecteur voudrait-il vivre dans un domaine virtuel, regardant ersatz d'animaux, de paysages, de copains et de copines à la télé 3D, enfermé dans sa (grande) tour d'ivoire ? FERME a permis à de nombreuses personnes de voir en vrai un animal, rare qui plus est, qui restera dans leur tête plus longtemps que le meilleur reportage télévisé. Néanmoins, FERME a décidé de me bricoler une plus grande cage pour l'an prochain... à condition de pouvoir louer un stand plus grand ; en effet, chez FERME, les coqs sont mieux dorés que le compte en banque !

Pour le coq,
Daniel PIQUET
Loire

AGIR POUR SON PROPRE COMPTE

Le lobby de l'environnement est né clamait dans l'un de ses premiers communiqués de presse l'association nouvelle née Agir pour l'environnement. Denis Baupin, élu Vert et initiateur solitaire de cette belle idée, a monté l'affaire de main de maître. A mon grand étonnement, j'ai été, m'a-t-on dit, la seule et unique à être réticente face à la présentation du projet. Malgré tout, après mûre réflexion, je l'ai soutenu et j'ai accepté de figurer au comité de parrainage. En pensant à l'état de délabrement et d'inefficacité des tentatives d'actions antinucléaires, j'ai supposé, tout en restant dubitative, que cette nouvelle association pouvait avoir une certaine utilité. De plus, on m'a proposé, alors que je n'avais rien demandé, d'en être conseillère en matière de nucléaire, ce qui me laissait le loisir de voir de l'intérieur les orientations du nouveau lobby, donc de juger sur pièces et non pas sur des préjugés. Après tout, il avait droit au bénéfice du doute. Evidemment, il m'a fallu passer par dessus l'une de mes plus grandes réticences : comment le bras droit de Dominique Voynet pourrait-il agir en tant que lobby indépendant alors que démantellent les tractations électorales des élections législatives, puis régionales, cantonales et sénatoriales ? Rarement les faits n'ont donné raison aussi vite à l'une de mes analyses politiques ! Dissolution de l'Assemblée, une poignée de députés Verts élus grâce aux accords politiques passés, Dominique clamant le dimanche soir qu'elle n'était pas Brice Lalonde, ne serait pas ministre et ne voulait pas se griller puisqu'elle est jeune, ce que j'applaudis des deux mains, la même qui se retrouve Ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire deux jours plus tard. Avec comme chef de cabinet, le justement, futur directeur du lobby indépendant, de l'environnement... Malaise. Ce n'avait pas toujours une victoire d'après raison trop tôt, seule contre tous.

En renonçant à ses fonctions, on aurait pu croire, comme il le souligne, que l'ex-futur directeur du lobby indépendant et dorénavant chef de cabinet de la Ministre fait preuve de simple logique et d'honnêteté. Mais qui le remplace dans ses fonctions ? On ne sait pas, aucune recherche n'est ouverte, et selon des sources bien informées, il est question d'une ex-secrétaire nationale des Verts. Le communiqué sibyllin du 21 juin signé "l'équipe d'animation" n'éclaircit pas la situation ! Remplacement direct, désignation sans aucune recherche d'aucune sorte. Le soi-disant indépendant "premier réseau de pression citoyenne dans le domaine de l'environnement", qui oublie en passant quelques autres grandes associations de pression citoyenne, reste entre de bonnes mains. Dans l'état actuel des choses, il n'est évidemment plus possible de croire en la neutralité que veut afficher Agir pour l'Environnement, qui ressemble furieusement à un satellite des Verts. Les naifs en sont pour leurs frais : il n'est pas encore né celui qui créera le lobby indépendant de l'environnement. Perilne Paris.

Silence : Début août, nous n'avons mis que 48 h pour avoir une réponse d'Agir pour l'Environnement qui nous a confirmé que pour le moment il n'y a pas de directeur salarié, mais qu'une première campagne, gérée par des bénévoles, sera menée à partir de la mi-septembre. Celle-ci, menée en collaboration avec la FNAUT, fédération nationale des associations d'usagers des transports, demandera au gouvernement d'augmenter les aides de l'Etat auprès des communes concernant le développement des transports en commun urbains. Nous devrions présenter cette campagne dans le prochain numéro.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges. anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 165 Yougoslavie
- 169 Délocalisation, chômage, solidarité
- 170 Racisme et environnement
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- 175 Eoliennes : le vent en poupe !
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 178 Comment démiliteriser ?
- 181 Energies douces au Sud (1)
- 182 Energies douces au Sud (2)
- 183 Les centres écologiques
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 187 Prolifération nucléaire (1)
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- 189 Autonomie toujours
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- 191 Santé et autonomie (1)
- 195 Stop Essais
- 196 Canal Rhin-Rhône
- 197 La défense par actions civiles (1)
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Radios actives
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 208 Pour des villes sans voitures
- 211 L'équivoque humanitaire
- 212-213 Ecologisme et Etat
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- 216 Femmes et santé
- 217 L'impasse nucléaire
- 218 Alternatives en Alsace
- 219 Retrouver les forêts sauvages
- 220-221 Environnement au féminin

Librairie par correspondance

- Hors-série Silence
- Paris-Dakar : Pas d'accord
- La menace climatique
- Radioactivité, les faibles doses
- Energies renouvelables
- Les métiers de l'écologie
- Du chômage à l'autonomie conviviale
- Editions Silence
- Le soleil à votre table
- Séphastocle, mon premier cuisinier
- Un cuisinier solaire facile à faire
- Construisez votre cuisinière solaire
- Cuisiniers solaires pliable
- Superphénix : le dossier
- Nucléaire ? Non merci
- La nucléaire détrônée
- La liberté de circuler
- Quelle écologie radicale ?
- Où va le climat ?
- Diffusion Silence
- Ed. Lucien Sanny (Limoges)
- La dignité antinucléaire
- Ed. Écosociété (Montréal)
- La belle vie
- Parce que la paix n'est pas une utopie
- Pour un pays sans armée
- Pour que demain soit
- L'écosophie ou la sagesse de la nature
- Moi, ma santé
- Deux roues, un avenir
- L'écologie politique
- Entre Nous, rebâtir nos communautés
- Et si le Tiers-Monde s'autofinancait
- Des ruines du développement
- Ed. Deleatar (Angers)
- La dictature de la croissance
- Ed. Atelier de Créations Libertaine (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?
- Société à refaire : une écologie de la liberté
- Philo écologie et politique de l'anarchisme
- Sociobiologie ou écologie sociale
- Le rêve du quotidien
- Un goût d'air libre
- Pensée sociale d'Elisée Reclus
- Ed. Utopie (Londres)
- La désobéissance civile
- Nous sommes peut-être frères
- L'homme qui plantait des arbres
- Le petit train merveilleux
- N'hésite pas à le dire
- La dernière chasse de Tim
- Ed. Alternatives (Paris)
- Le catalogue des ressources
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le solaire pour tous
- Ed. Jouvence (Grèze)
- Découvrez les vraies richesses
- Dimension spirituelle de l'écologie politique
- Ed. ICE (Paris)
- Maîtrise de l'énergie pour un monde viable
- Ed. WISE (Paris)
- La France nucléaire : matières et sites
- Ed. Georg (Lauterne)
- Additifs alimentaires
- Gestion des déchets
- Les sols
- L'eau
- La radioactivité
- L'alimentation
- La diversité biologique
- L'air
- Le bruit
- Ed. Ostal del libre (Catal)
- Jouets de toujours
- Jouets d'autrefois
- Jouets rustiques
- Jouets sonores

Frais de port

- 1 ouvrage 15 F
- 2 ouvrages 28 F
- 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE		BELGIQUE	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° 190 FF	AUTRES PAYS ET DOM-TOM	
		<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n° 290 FF

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

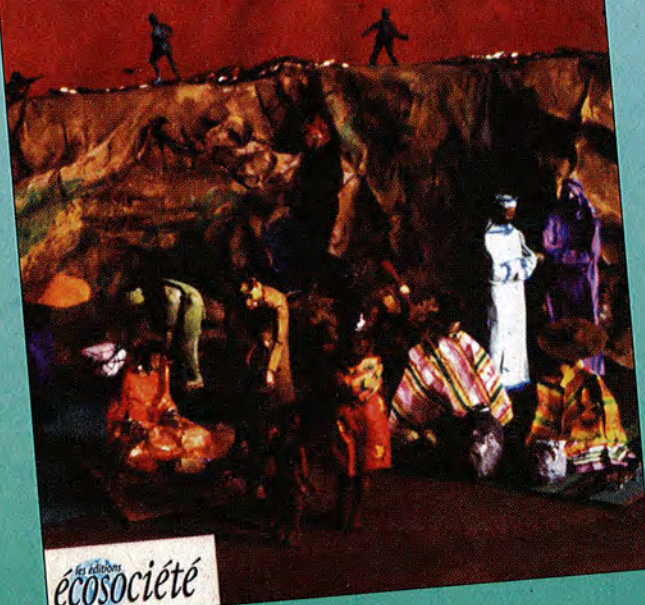
Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain

Jacques B. Gélinas

Et si le Tiers Monde s'autofinçait

De l'endettement à l'épargne



Et si le Tiers Monde s'autofinçait

Dans cet essai critique, l'auteur dresse d'abord un bilan de 50 ans d'aide publique au développement et de sous-développement. Il dénonce les effets pervers de l'"aide" dont le principal est d'avoir amorcé la pompe de l'endettement et engendré une terrible dépendance technologique et souvent alimentaire. A cette idéologie développementiste, Jacques B. Gélinas oppose une pratique à la fois ancienne et nouvelle, la seule qui ait réussi tout au long des siècles : l'épargne intérieure, investie de façon prioritaire dans l'agriculture vivrière.

Format 113 x 183 mm - 240 pages - 85 F
Bon de commande page précédente

Des ruines du développement

"L'idée de développement a déjà été un monument qui soulevait l'enthousiasme international. Aujourd'hui l'édifice s'effrite et menace de s'écrouler. Ses ruines immenses surplombent encore et bloquent la sortie. Il devient donc urgent d'enlever les décombres et d'ouvrir un nouvel espace".

Les auteurs dénoncent, 50 ans de "développementalisme". Tandis que l'un fouille le concept de développement à la manière des archéologues, l'autre illustre par des exemples concrets les effets dévastateurs de cette soi-disant politique d'"aide" aux pays sous-développés.

La réflexion de Wolfgang Sachs touche tous les aspects du développement : origine, discours, colonialisme déguisé, technologie "experts", récupération de l'idée d'environnement, rôle dans la disparition des cultures, mort lente et transformation. Gustavo Esteva témoigne, quant à lui, de son évolution personnelle et de la nouvelle réalité qui est apparue au Mexique, en dehors du cadre formel des institutions.

Format 113 x 183 mm - 140 pages - 65 F
Bon de commande page précédente

Wolfgang Sachs
Gustavo Esteva

Des ruines du développement

